


MÉMOIRE VIIIème RENCONTRE DE LA FONDATION ACM

JOVES DE LA MEDITERRÀNIA
LES ASSISES DES JEUNES DE LA MÉDITERRANÉE
YOUTH IN THE MEDITERRANEAN
JÓVENES DEL MEDITERRÁNEO

Barcelona,
7/10/ Novembre 2019

10 ans

 FUNDACIÓ ASSEMBLEA DE CIUTADANS I CIUTADANES DEL MEDITERRANI (FACM)
FUNDACIÓN ASAMBLEA DE CIUDADANOS Y CIUDADANAS DEL MEDITERRÁNEO (FACM)
FONDATION ASSEMBLÉE DES CITOYENS ET CITOYENNES DE LA MÉDITERRANÉE (FACM)
MEDITERRANEAN CITIZENS' ASSEMBLY FOUNDATION (MCAF)
مؤسسة مجلس مواطني و مواطنات المتوسط



VIII^{ème}
RENCONTRE DE LA
FONDATION ACM

JOVES DE LA MEDITERRÀNIA
LES ASSISES DES JEUNES DE LA MÉDITERRANÉE
YOUTH IN THE MEDITERRANEAN
JÓVENES DEL MEDITERRÁNEO

Barcelona,
7/10/ Novembre 2019

Ville Rencontre de la Fondation Assemblée des Citoyens et
Citoyennes de la Méditerranée
Barcelone, Novembre 2019

Mémoire de la rencontre

Introduction.....	5
1. Programme.....	9
Les Agoras.....	10
Déroulement de la rencontre.....	10
II. Interventions.....	13
Séance d'ouverture.....	14
« 10 ans au service de la citoyenneté méditerranéenne » Vicent Garcés, Président de la FACM	14
"Una eina de cooperació entre ambdues riberes que posem a disposició de la democràcia mediterrània" Josep Ferré, director general de l'IMed	16
"L'ARLEM: une plateforme précieuse d'échanges et de coopération entre ses membres qui investit dans la jeunesse méditerranéenne » Jean François Barnier, Maire de Chambon-Feugerolles vice-président de l'ARLEM	17
"Trencar barreres i estereotips de l'Administració i integrar als joves com a subjectes actius que tenen dret a viure la joventut en plenitud" Antoni Ribes, coordinador del departament joventut a l'ajuntament de Barcelona	18
«La Generalitat aposta per una Mediterrània de les persones, de la innovació, de la inclusió, de la diversitat.» Alfonso González Bondia, Director General d'Afers Europeus i Mediterranis de la Generalitat de Catalunya	19
"The importance of promoting encounters between cultures, religions, communities, and especially with and for the youth" Yana Chiara Ehm, APM (Assemblée Parlementaire de la Méditerranée): Vice-president and President of the PAM 3rd Standing Committee on Dialogue among Civilizations and Human Rights ".....	20
"Las condiciones de los jóvenes y de las mujeres en un territorio tan amplio como la UE es muy desigual" Maria Helena de Felipe Lathonen, Presidenta Comité Euromed Follow-Up en el Comité Económico y Social europeo (CESE)	21
«Un Mediterrani de ciutats en el qual els joves prenen el control" Josep Canals, Secretari General de Medcité	22
Agora 1 : Culture et Education.....	24
«Le système éducatif face à ses défis en Méditerranée» Azouz Boulaghour, Cercle de Nador (Maroc)	25
«L'éducation et la culture peuvent-elles suffire à prémunir nos jeunes de l'extrémisme violent ? Il faut un vent de transmission générationnelle... et de confiance » Sébastien Boussois chercheur en sciences politiques (Belgique)	26

«Jeunes, culture et éducation. Marseille 2016-2019» Nicoletta Stendardo, cercle de Marseille (France)	27
Agora 2 : Economie, Mobilité et Changement climatique.....	29
«Machisme en Catalogne» Carla Longares, Consell Nacinal Juventut Catalunya (Espagne)	30
"Migraciones Climáticas: Una reflexión sobre sus complejidades y desafíos" Paola Villavicencio, Centro de Estudios de Derecho Ambiental de Tarragona (Espagne)	31
Agora 3: Responsabilisation et citoyenneté.....	35
«Tunisian example and reality » Oussama Nouri, AIESEC (Tunisie)	36
"Youth: Social Decoration or human capital ". Enis Gjokaj Circle of Podgorica (Monténégro)	36
Agora 4 : Nouvelles technologies et Démocratie.....	39
"Les technologies civiques, des nouvelles ressources pour les démocraties et la participation des citoyens ?" Alexis Janicot, NEOMA (France)	40
"Pseudociencias y verdad científica en las nuevas tecnologías" Ali Esquembre Kucukalic Círculo de Sarajevo (Bosnia y Herzegovina)	41
III. Séance de clôture.....	45
« De bonnes pratiques publiques et privées sont plus nécessaires aujourd'hui que jamais, pour notre région méditerranéenne comme pour la planète dans son ensemble. » Maria-Àngels Roque, Directrice du pôle Culture et Société Civile (IMed)	46
«La jeunesse reflet des sociétés méditerranéennes doit poursuivre le combat engagé par la FACM il y a 10 ans ». Vicent Garcés. Président de la FACM	47
IV. Synthèse des conclusions des agoras.....	49
Agora 1: Culture et Education.....	50
Agora 2 : Economie, Mobilité et Changement climatique.....	52
Agora 3 : Empowerment et Citoyenneté.....	54
Agora 4 Nouvelles technologies et Démocratie.....	56
V.Déclarations.....	59
Manifeste des jeunes participants de la Ville rencontre de la FACM.....	60
Manifiesto de los y las jóvenes del VIII Encuentro de la FACM.....	60
Déclaration du Conseil consultatif de la Fondation ACM.....	61
Declaración del Consejo Consultivo de la FACM.....	62
Message d'Edgar Morin aux jeunes de la Méditerranée.....	62
Annexes.....	65
Annexe 1 : Liste des participants.....	66
Annexe 2 : Partenaires.....	67
Annexe 3 : Brève présentation de la FACM.....	67
Annexe 4 : La Ville rencontre de la FACM « Les assises des jeunes de la Méditerranée » dans les médias.....	70
Annexe 5 : Photos.....	71



INTRODUCTION

I. INTRODUCTION

La Méditerranée est en souffrance. Ses populations comme ses Etats. Une incompréhension historique et persistante alors que certains pays tentent de restaurer leur relation entre pouvoir et société ne suffit pas à masquer le drame qui se joue ici : retours des autoritarismes, difficultés d'installer la démocratie de l'intérieur, impasse pour des millions de jeunes qui ne parviennent pas à exister, vivre, et survivre dans leur propre pays. Il est temps de lancer un grand mouvement civil pour pousser le politique à mettre la question des jeunesses en Méditerranée au cœur de leur agenda et de toute urgence : un Etat qui ne se soucie pas du sort de ses jeunes et de son avenir est un Etat irresponsable. **Les sociétés européennes vieillissantes ont la responsabilité d'incorporer les nouvelles générations pour éviter un drame humain, économique, social et politique imminent. Les sociétés du sud et de l'est de la Méditerranée doivent changer pour faciliter l'accès des jeunes à toutes les responsabilités et éviter la perte permanente de capacités par les flux migratoires.**

Le Conseil consultatif et le Conseil d'Administration de la FACM ont pris la décision d'organiser **les ASSISES DES JEUNES DE LA MEDITERRANÉE**, en partenariat avec de nombreuses institutions publiques et privées. Le thème évoqué concerne les jeunesses du nord et du sud de la Méditerranée. Mais dans le contexte géopolitique de terrorisme actuel, il faut poser clairement la question des jeunes binationaux, la question de l'identité des jeunes dits d'origine immigrée.

POUR L'ESPOIR DANS LE FUTUR

Il est urgent d'insuffler de l'espoir, de miser sur la jeunesse pour construire l'avenir autour de la Méditerranée.

Les assises de la jeunesse en méditerranée doivent être un appel aux jeunesses du nord et du sud de la Méditerranée et aux institutions publiques car les inquiétudes et les menaces semblent à leur paroxysme. Jamais nous n'avons connu telle solution d'impasse pour des millions de jeunes de moins de trente ans.

Depuis trop longtemps déjà, on assiste à un glissement de plaques tectoniques entre une Europe vieillissante et des sociétés sud-méditerranéennes dans lesquels les jeunes ont par devant de noirs horizons. C'est la crise de confiance mais pas seulement Il est toujours possible d'assurer une transition générationnelle historique et harmonieuse. Les peurs se sont installées depuis des années des deux côtés de la Méditerranée tout comme la multiplication des difficultés.

Les raisons de l'impasse des jeunesses en Méditerranée : guerres, manque d'avenir, manque de projets, manque de débouchés professionnels, manque de qualité de l'enseignement et de reconnaissance à l'international, difficultés de mobilités et visas, impasses politiques nationales, crise identitaire et fermeture des frontières en Occident, montée de l'islamophobie, lutte antiterroriste et rejet des musulmans, etc.

Dans le pire des cas, on assiste à une hémorragie d'êtres humains qui veulent quitter leur pays coûte que coûte, quitte à en payer le prix de leur vie.

Face aux guerres et aux crises économiques, ces vagues de départs s'amplifient comme l'a bien montré bien l'épopée du navire "Aquarius", et ceux qui l'ont suivie, avec des centaines de passagers en errance dans cette mer qui est depuis 2.000 ans un espace de circulation, d'échanges, le berceau de la civilisation universelle. Hélas, en deux décennies la Méditerranée est devenu un défi. Une frontière infranchissable. Souvent un cimetière.

Dans l'éducation, le projet Erasmus est la grande réussite des relations euro-méditerranéennes pour l'Europe, ses Etats-membres et son voisinage. Mais l'absence de débouchés professionnels oblitère les espoirs de beaucoup de jeunes Méditerranéens. Leur taux de chômage en Europe ne cesse de grimper. L'âge d'entrée dans la vie active est repoussé. Les dépendances vis-à-vis de la famille et de la société s'accroissent. Au sud, malgré les diplômes des jeunes, ce n'est pas mieux. Les perspectives d'un travail stable et valorisant s'éloignent pour beaucoup et l'émigration se profile inéluctablement pour les moins de 35 ans, qui représentent la majorité de la population.

La traversée clandestine de la Méditerranée n'a pas fini de tuer. En Europe, depuis des années on s'est habitué à voir la montée des populismes et des extrémismes à chaque échéance électorale. Tandis qu'au sud, les vieilles générations issues des indépendances et les systèmes politiques et économiques qu'ils ont construits ont cadenassé les sociétés et l'égalité des chances. Tout est bloqué, paralysé par les conservatismes, les privilèges des élites dirigeantes. Et les jeunes désespèrent de ne pouvoir prendre en main leur destin.

Dans les métropoles européennes, la situation dans les banlieues est alarmante pour les émigrants et leurs enfants. L'immobilité, l'ennui, la déshérence gagnent nombre de jeunes. La drogue fait des ravages et des morts. Il n'y a rien de pire pour une société que de créer des enfants qui n'ont plus rien à perdre. Certains se radicalisent, assassinent et se suicident au nom d'un idéal illusoire. Des générations ont grandi au rythme des guerres, du chômage endémique, du sida, de la sinistrose, de la suspicion... Il ne fait pas bon avoir 20 ans et être arabo-musulman en Europe où le rejet de l'islam est massif. Le rêve d'une société multiculturelle n'est plus payant politiquement, au contraire, d'autant que chez les plus pauvres et les plus nécessiteux, on n'accorde plus aucune confiance au système politique... Aux élections, on s'abstient. Au sud, on cherche la démocratie, au nord, on l'a fui. L'Europe n'a pas le monopole du racisme. Ainsi, au Maghreb, celui contre les Noirs va crescendo. Il cible les subsahariens qui visent une traversée vers l'Europe et stationnent au Maghreb en attendant.

Tous les ingrédients sont réunis pour nourrir un pessimisme morbide qui signale l'urgence d'insuffler de l'espoir, de miser sur les changements et la fraîcheur de la jeunesse pour construire l'avenir autour de la Méditerranée. Cet avenir ne peut être que solidaire et respectueux des droits humains. Il n'y a aucune échappatoire. Les morts et naufragés de la Méditerranée nous le disent chaque jour. Il faut partager. Oui, il nous faut maintenant de "grandes assises méditerranéennes de la jeunesse" afin de trouver des pistes de réflexion et d'action pour ces jeunes. Place aux jeunes ! Avec les institutions publiques, les États, les sociétés civiles, tous les citoyens et citoyennes méditerranéens qui se revendiquent d'une même idée humaine et solidaire doivent aider à relancer la machine à croire et à fraterniser. On peut être heureux sans avoir peur. On peut vivre ensemble sans se craindre. On peut s'aimer tout simplement.



1. PROGRAMME

Les Agoras

Les participants à la VIII^{ème} Rencontre de la FACM feront un diagnostic de la situation des jeunes dans les différents pays et formuleront des propositions pour répondre aux problèmes soulevés, en considérant leur propre réalité et celle de la Méditerranée dans son ensemble.

Les Agoras sont les groupes de travail où s'établissent le dialogue, la réflexion et les propositions entre les participants. Chaque agora reflétera la diversité économique, sociale, politique, religieuse et de genre qui constitue l'identité méditerranéenne.

Les diagnostics et propositions présentés à la VIII^{ème} Rencontre de la FACM seront ensuite publiés et largement diffusés dans les milieux institutionnels et de la société civile de la Méditerranée.

AGORA 1 : CULTURE ET ÉDUCATION

Les jeunes en Méditerranée et la question de l'identité culturelle : que signifie être jeune aujourd'hui en Méditerranée? Comment construire des sociétés toujours plus inclusives? Le fossé des générations. Diagnostic de l'état de l'éducation et de la science dans la région. Les initiatives publiques et privées dans le domaine de l'éducation pour les jeunes.

AGORA 2 : ÉCONOMIE ET MOBILITÉ

La fracture entre le Nord et le Sud de la Méditerranée. Programmes économiques et de mobilité pour les jeunes. Comment placer les jeunes au centre de l'agenda géopolitique et économique? Les sociétés du Nord qui vieillissent et celles du Sud qui s'appauvrissent de plus en plus. La difficulté de la circulation et le drame de la migration en Méditerranée. Comment encourager le mouvement de la jeunesse.

AGORA 3 : RESPONSABILISATION ET CITOYENNETÉ

Participation politique et éducation aux valeurs des jeunes. Politiques inclusives et renforcement des systèmes démocratiques. Comment assurer un transfert générationnel avec des garanties de succès? Comment renforcer l'accès des jeunes aux espaces de décision et le rôle actif des jeunes dans les sociétés méditerranéennes. 2010-2019: Une décennie de changements en Méditerranée ? Quel rôle les jeunes ont-ils joué?

AGORA 4 : NOUVELLES TECHNOLOGIES ET DÉMOCRATIE

Comment les nouvelles technologies, les médias et les réseaux sociaux interviennent-ils sur les jeunes et le changement social? Ressources de démocratisation, de participation et d'entrepreneuriat des jeunes ? Qui les contrôle? Comment réduire la censure de l'environnement numérique ? Comment construire un internet plus libre, plus équitable et plus solidaire entre les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée à partir des plus jeunes ?

Déroulement de la rencontre

VENDREDI 8 NOVEMBRE

- 8h45- 9h15 : Accréditations
- 9h30- 11h00 : Session d'ouverture

Interventions:

- Josep Ferré, Directeur Institut Européen de la Méditerranée (IEMed)
- Vicent Garcés, Président Fondation ACM
- Antoni Ribes, département jeunesse Mairie de Barcelone
- Alfonso Gonzalés Bondia, Directeur general des affaires européennes et méditerranéennes de la Generalitat de Catalunya
- Yana Chiara Ehm, Vice présidente de l'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée APM
- Josep Canals, Secrétaire general de Medcités, Réseau des villes méditerranéennes
- Maria Helena de Felipe Lehtonen, Présidente EUROMED Follow-Up Du comité économique et social européen (CESE)
- Jean François Barnier, Vice président de l'Assemblée Régionale et Locale Euro-Méditerranéenne ARLEM
- Message de Edgar Morin, Membre d'honneur du Conseil Consultatif de la FACM, destiné aux jeunes

- 12h30-14h00 : Constitution des 4 agoras et début du travail
- 15h00
- 19h00 : Conclusion du travail des 4 agoras

SAMEDI 9 NOVEMBRE

- 9h30-11h00 : Continuation du travail des 4 agoras
- 11h30-13h30 : Continuation du travail des 4 agoras
- 15h00-17h00 : Session plénière. Conclusions/propositions des agoras
- 17h30-18h30 : Session de clôture et lecture de la déclaration finale du Conseil consultatif de la FACM dans la salle plénière de IEMed

Interventions :

- Vicent Garcés, Président de la Fondation ACM
- Maria Angels Roque, Directrice du secteur de la culture et la société civile IEMed
- Margot Girard, Conseil consultatif FACM

RENCONTRE DE LA FONDATION ACM

JOVES DE LA MEDITERRÀNIA
LES ASSISES DES JEUNES DE LA MÉDITERRANÉE
JÓVENES DEL MEDITERRÁNEO
YOUTH IN THE MEDITERRANEAN

Barcelona,
7/10/ Novembre 2019

AMB EL SUPORT DE:



COL·LABOREN:



Comité Económico y Social Europeo



2. INTERVENTIONS

Séance d'ouverture

« 10 ans au service de la citoyenneté méditerranéenne » *Vicent Garcés, Président de la FACM*

Desde hace 10 años la FACM venimos practicando lo que denominamos DIPLOMACIA CIUDADANA. Aquí habéis hablado de diplomacia gubernamental, diplomacia parlamentaria, diplomacia territorial, regional. **Nosotros hemos añadido al vocabulario de las diplomacias el concepto de "diplomacia ciudadana"**, que no existía. Lo hemos creado nosotros, no tenemos la patente ni vamos a pedir royalties, pero que sepáis que la Asamblea de Ciudadanos y Ciudadanas del Mediterráneo ha generado ya un debate serio sobre el significado de la ciudadanía, los ciudadanos y ciudadanas con capacidad no solo de elegir a sus representantes, la base de la soberanía está en la Ciudadanía, pero no solo es eso, sino el derecho de la ciudadanía, de los ciudadanos y las ciudadanas, a participar en plenitud en el proceso de desarrollo de las instituciones públicas representativas.

Y ese es uno de los hechos cruciales que hemos generado en los 10 últimos años, estamos celebrando en esta VIII Jornada de la Fundación sus 10 años de creación que coincidieron curiosamente, tampoco creamos nosotros las circunstancias, pero coincidió aquel origen nuestro con la transformación del proceso de Barcelona en UNIÓN POR EL MEDITERRÁNEO.

Aquella transformación institucional política representaba una nueva situación en el Mediterráneo y en la Unión Europea que generó, aquella nueva dinámica en UPM.

En aquel contexto sociopolítico nacimos nosotros como red ciudadana y en aquellos momentos nosotros hablábamos, junto con el concepto de diplomacia ciudadana, de la Ciudadanía en Movimiento. Lanzamos en el Primer Encuentro aquella idea de que la ciudadanía no tenía que ser únicamente observadora, sino que tenía que estar en movimiento permanente, para justamente algunas de las peticiones que aquí se han hecho: que la ciudadanía también haga presente sus posiciones.

Y al poco tiempo de nacer como Fundación vino lo que se denominó Primavera Árabe, concepto muy discutido y discutible, pero que mostró como en el Mediterráneo había, desde la ciudadanía, **un deseo de transformar ciertas realidades para avanzar en los procesos de paz, de justicia social y de democracia.**

Aquello acabó bastante mal. Nació una dictadura en Egipto, aparecieron guerras en Siria y en Libia, se siguió convirtiendo, cada vez más, el mar Mediterráneo en un cementerio, los procesos últimos en profundidad desde donde nacen esas situaciones que son las desigualdades, siguen creciendo en el Mediterráneo, entre el norte y el sur y dentro de todos los países. Por lo tanto, nos encontramos 10 años después de aquellas ambiciones, aquellos deseos, en un contexto sociopolítico que no anima mucho.

Justamente estos días yo creo que vamos a ver como es la juventud la principal receptora de esa preocupación, de esa cierta desafección de los sistemas políticos y, al mismo tiempo, esa voluntad creciente de cambio.

Lo que está pasando en Beirut y Argel, estos días, o en Líbano o Argelia, pero también lo que está pasando "sotto voce" y siendo objeto de reflexión en Egipto, o lo que está pasando en Francia a través de movimientos espontáneos de todo tipo, lo que pasó y sigue pasando en España de tensión y confrontación, son nítidamente ejemplos de esas situaciones que venimos describiendo. Y lo curioso es, en estos momentos, **cómo ese fenómeno de la ciudadanía en movimiento se da en todo el Mediterráneo, pero también en otras partes del mundo.** El Mediterráneo, aun siendo el epicentro de tantas cosas en la historia, hoy somos lo que somos, somos el Mediterráneo, pero en otras partes del mundo se dan los mismos fenómenos en la medida que la mundialización, la globalización neoliberal, se ha expandido por todo el planeta. Vemos hoy en América Latina, países como Argentina, Uruguay, Chile, Perú, Bolivia, prácticamente todo el continente, está también en proceso de convulsión, producto de esa ambición de la juventud, fundamentalmente, de transformar las cosas.

Nuestra Asamblea Ciudadana ha generado durante estos 10 años **una capacidad de relación fuerte entre la ciudadanía de los países del Mediterráneo. Somos una red madura, potente, capaz de hacer no solo estas jornadas que estáis viendo aquí, sino capaz de proyectar acciones en todo el Mediterráneo** y vamos a tratar de fortalecernos todavía más para que esa voz ciudadana siga estando presente y mejore su presencia en las instituciones públicas políticas, en la medida que, no siendo organización gubernamental ni paragubernamental, si que entendemos perfectamente que tiene que establecerse un vínculo muy estrecho entre la ciudadanía y las instituciones representativas. Aunque sea para cambiarlas, hemos de mantener esa relación.

Durante estos dos días, en las 4 ágoras que vamos a desarrollar, se van a formular preguntas muy específicas sobre cómo ven los jóvenes del Mediterráneo su propia situación, la de su contexto vital y la del conjunto del Mediterráneo. Vamos a tener la oportunidad de hacer una radiografía, un diagnóstico de la situación en el Mediterráneo y, eso, culminará en un conjunto de propuestas. No nos vamos a limitar a las reflexiones, al intercambio de posiciones, sino que, vamos a tratar que, al final de la jornada de mañana, tengamos un bloque de propuestas que trataremos de difundir en el conjunto de la sociedad civil del Mediterráneo y, también en todas las instituciones públicas representativas. Esa es nuestra tarea en estos días.

Solo me quedan a mí, en estos momentos, palabras de agradecimientos. En primer lugar, a todos vosotros por estar aquí. Sé el esfuerzo inmenso que ha significado. Lamentablemente hay compañeras y compañeros que aún no han podido llegar, por cuestiones de burocracia administrativa. Continúan existiendo los visados como imperativos y las dificultades para obtenerlos hace que, no confrontemos a la situación de una Unión Europea que se está convirtiendo, cada vez más, en una fortaleza, en un castillo que cierra puertas y no las abre. El crecimiento espectacular que en los últimos años están teniendo las posiciones extremas, radicales con expresión, siempre rechazada, de racismo, xenofobia y exclusión, nos preocupa mucho. Seguro va a estar presente en los debates y conclusiones de estos días.

Yo ahora quiero dar la palabra a un joven de 98 años. Se llama Edgar Morin. Algunos lo conocéis personalmente. Otros habréis leído o estudiado sus libros. Nosotros tenemos la fortuna de que nos haya acompañado durante estos 10 años, como miembro del Consejo Consultivo de nuestra Fundación, Él había manifestado su voluntad de estar aquí presente. Desgraciadamente la edad no se lo permite, pero nos ha enviado este mensaje dirigido a los jóvenes del Mediterráneo que ahora vamos a ver. Escuchemos a un joven de 98 años.

Hemos oído el mensaje de un joven a los jóvenes. Es un mensaje de resistencia. Morin ha escrito mucho sobre ese concepto porque él mismo fue resistente en una etapa de su vida, en una etapa negra de Europa, fue resistente y 50, no 60, años después, continúa ahondando en **el concepto de resistencia como único concepto básico para evitar que, nuevamente, vengan las etapas negras que tuvimos en otros momentos.**

Dicho esto, acabamos esta sesión de apertura agradeciendo nuevamente a todos los que nos han acompañado y, indicando a todos los que van a ser centro del trabajo estos dos días, que cuando salgamos, vamos a hacer una gran foto de familia para externalizar esta reunión que, seguro, formará parte de historia colectiva.

"Una eina de cooperació entre ambdues riberes que posem a disposició de la democràcia mediterrània" Josep Ferré, Director general de l'IMed

Benvinguts a l'Institut Europeu de la Mediterrània; Benvinguts a casa vostra.

Casa dels qui compartim una visió, la visió mediterrània. Casa dels qui creiem en el concepte i els valors de la mediterraneïtat. Dels qui promovem, d'acord amb els principis del Procés de Barcelona d'Associació Euromediterrània, la progressiva construcció d'un espai de pau, estabilitat, prosperitat compartida i de diàleg entre cultures i civilitzacions d'ambdues riberes de la Mediterrània.

Des de fa 30 anys, a l'IMed treballem amb aquesta visió i aquest compromís operant a través d'una doble vesant. D'una banda, com a think tank, generant reflexió i coneixement i d'una altra, com a centre de diplomàcia pública, dinamitzant diferents actors de la societat civil i fomentant la seva participació activa en el debat públic, la presa de decisions i el disseny de polítiques públiques.

Aquesta tasca, ininterrompuda des de 1989 i que ens ha situat com a un dels centres referents en el seguiment de les relacions euromediterrànies la fem des de Barcelona gràcies al decidit recolzament de la Generalitat de Catalunya, l'Ajuntament de Barcelona i el Ministeri d'Afers Exteriors, Unió Europea i Cooperació.

La nostra aproximació genuïnament mediterrània a les Relacions Internacionals i interculturals es basa en quatre principis que estan presents en la filosofia de treball de les nostres àrees i en cadascun dels nostres projectes i col·laboracions.

La inclusió és el primer d'ells: volem atreure l'interès pels grans reptes globals en clau Mediterrània, promoure la cooperació i la col·laboració a la regió intentant implicar tant com sigui possible les institucions europees, els estats membres de la Unió Europea i els estats de la riba sud de la Mediterrània així com el conjunt de les seves societats i ciutadania.

El respecte és el segon dels principis rector de l'acció de l'IMed, perquè creiem fermament en unes relacions euromediterrànies en peu d'igualtat entre el Nord i el Sud. Ens cal treure partit de les distintes competències i coneixements i fer-les treballar de forma conjunta i col·laborativa per tal d'oferir solucions als grans reptes que ens són comuns, com el canvi climàtic, les migracions o la pau i justícia socials i que presenten una interdependència que no entén de fronteres.

Aquesta realitat ens porta al tercer principi que inspira la tasca de l'IMed, la pluralitat: ens importa molt tenir en compte i recollir les diferents visions i sensibilitats dels diferents països

i regions de l'espai euromediterrani, les seves prioritats i els seus matisos i aproximacions.

Finalment, la transversalitat és el quart principi que mou l'acció de l'Institut. Treballem intensament amb les institucions governamentals recolzant el coneixement sobre els grans dossiers euromediterranis però també amb els actors subestatsals i sobretot amb la societat civil.

Aquesta visió de les relacions euromediterrànies es remunta al 1995, quan l'IMed va organitzar el I Fòrum Civil Euromed que va aplegar a 1.200 representats de la societat civil, en el marc de la I Conferència Euromediterrània que va marcar l'inici del Procés de Barcelona i que al seu torn va propiciar, l'any 2008, el sorgiment de l'actual Unió per a la Mediterrània.

L'aposta de l'IMed per organitzar aquell I Fòrum Civil Euromed es va fer realitat perquè pensàvem –i pensem– que tot procés de conformació de polítiques ha de comptar amb la participació activa de la societat civil. Aquesta assumpció, que ara sembla tan òbvia, no ho era pas 25 anys enrere. Avui, l'IMed continua amb aquesta convicció i molts altres ens han seguit. Ara, ningú no posa en dubte l'impacte positiu d'associar la societat civil als processos de decisió política, tot i que encara tenim molt de camí per recórrer, tant al Nord com al Sud.

És per aquests valors compartits i per la nostra trajectòria de tres dècades que, quan Vicent Garcés, president de la Fundació Assemblea de Ciutadans i Ciutadanes de la Mediterrània (FACM), va proposar la participació de l'IMed en l'organització d'aquesta trobada de la FACM, de seguida ens vàrem posar a disposició i estem molt contents de que aquesta vuitena trobada de la Fundació es celebri a Barcelona i a la nostra seu.

Especialment pels àmbits que s'aborden. Els joves, fil conductor de la trobada i pels quals a l'IMed tenim una especial sensibilitat, posseeixen un lloc preeminent i assegurat en les diverses xarxes que liderem. Així, la xarxa EuroMeSCo (www.euromesco.net) que inclou 104 think tanks de 29 països de la regió i que l'IMed coordina des de 2010, dona veu i visibilitat, de manera molt militant, a joves investigadors de diferents think tanks euromediterranis.

En l'àmbit de la igualtat de gènere amb la Fundació de Dones Euromediterrànies (FFEM) (www.euromedwomen.foundation) cofundada per l'IMed l'any 2014 i a través de la qual promovem la participació política, econòmica i social de les dones, recolzem associacions i entitats civils que lluiten contra les violències i discriminacions de gènere als països del sud de la Mediterrània i contribuïm a canviar estereotips que afecten massa sovint de manera especial a dones joves.

I també a través de la Xarxa Espanyola de la Fundació Anna Lindh per a la promoció del diàleg intercultural (www.redspanolafal.iemed.org), que l'IMed coordina des de la seva creació l'any 2004 amb, per exemple i per citar només una de les vàries iniciatives que estem portant a terme, el Concurs euromediterrani de relats Mar de paraules orientat a joves escriptors dels 43 països euromediterranis.

D'igual manera, les quatre temàtiques que centren les sessions d'aquesta trobada ens són molt properes. La cultura i l'educació són dos elements clau. En un món globalitzat, interdependent i que canvia acceleradament, la promoció de l'educació esdevé prioritària ja que ens hi juguem el futur. Pel que fa a la cultura, la regió euromediterrània compta amb un actiu d'impressionant valor en múltiples àmbits.

En aquest context de canvi accelerat, el canvi climàtic, la mobilitat i l'economia també són pedres angulars dels processos regionals en els que l'IMed treballa. Precisament, la UpM en el marc del seu IV Fòrum Regional acaba de presentar les principals conclusions de l'informe de la xarxa Mediterranean Experts on Climate and Environmental Change (MedECC) sobre l'impacte del canvi climàtic i mediambiental a la regió, que evidencia la Mediterrània com la segona àrea més diversa al món i la segona més amenaçada pel canvi climàtic després de l'Antàrtida i alerta sobre l'impacte de la degradació mediambiental sobre les poblacions costaneres, els desplaçaments poblacionals, l'economia i els mercats laborals.

La ciutadania i el seu apoderament també centren bona part de la nostra activitat. Els moviments socials que possibiliten, aglutinen i organitzen l'acció col·lectiva d'una manera sense precedents, mostren que les ciutadanes i ciutadans tenim més força de la que no ens creiem i que disposem d'una gran eina de canvi on les joves i els joves teniu un paper fonamental.

Aquesta fortalesa es veu incrementada per mitjà de les noves tecnologies i el seu impacte en l'evolució del concepte de democràcia: els nadius digitals, molt més al sud que al nord, són joves hiperconnectats amb el repte de posar aquesta connectivitat al servei de la democràcia i la millora social.

"L'ARLEM: une plateforme précieuse d'échanges et de coopération entre ses membres qui investit dans la jeunesse méditerranéenne » Jean François Barnier, Maire de Chambon-Feugerolles vice-président de l'ARLEM

C'est un privilège de m'adresser à vous aujourd'hui à l'occasion de cette huitième édition de la rencontre de la Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (ACM).

L'objectif qui nous réunit aujourd'hui est **comment donner l'espoir à plus de 50% de nos populations**, étant donné que plus de 60 % de la population est âgée de moins de 30 ans en Afrique du Nord et au Moyen-Orient et que c'est le cas pour un tiers de la population de l'UE !

Brièvement, je vais tracer comment l'ARLEM - l'assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne dont je suis vice-président - apporte sa pierre à cet édifice.

L'ARLEM a été créée en 2010 avec le double objectif non pas seulement de permettre aux représentants des villes et des régions des trois rives de la Méditerranée d'établir un dialogue direct avec les institutions de l'UE et l'Union pour la Méditerranée, mais aussi **comme une plateforme précieuse d'échanges et de coopération entre ses membres**.

L'ARLEM est composé de 80 membres venant de tous les pays de la Méditerranée et de l'Union européenne.

Pendant ces dix ans d'existence, nous avons consacré une grande partie de nos travaux à la question de la jeunesse, depuis divers points de vu comme sa formation vocationnelle, le rôle des femmes, la lutte contre la radicalisation ou l'entrepreneuriat des jeunes !

L'avenir de la région passe pour **l'investissement dans la jeunesse** de nos pays, soit à travers le développement de la participation des jeunes dans les activités de la société que doivent recevoir les adéquates ressources financières, soit par l'investissement dans le tissu social et économique, soit par l'investissement dans les infrastructures culturelles et sportives, soit par l'investissement dans l'éducation et la formation vocationnelle, soit par le renforcement des organisations de la société civile, et je félicite ici le travail développé par la Fondation ACC, soit par le renforcement du rôle des femmes dans tous les activités de la société! Autant de pistes à suivre !

Le concept du **développement humain** n'est pas basé sur la seule prospérité économique. Les possibilités d'accéder aux revenus et à l'emploi ne sont qu'un facteur pour le bien-être humain mais, comme nous le savons tout, un facteur non négligeable dans nos pays. Dans ce sens, l'ARLEM a créé le **prix sur l'entrepreneuriat local des jeunes en Méditerranée** qui met la lumière sur des exemples réussis ou des jeunes ont pris leur avenir en main et ont, avec le soutien par leur ville ou région, créé une entreprise qui contribue au développement local économique. Avec ce prix, soutenu d'ailleurs par le secrétariat de l'Union pour la Méditerranée, l'ARLEM veut donc inspirer d'autres entrepreneurs potentiels, mais aussi des villes et régions de créer des conditions favorables pour l'entrepreneuriat des jeunes. Finalement, nous voulons aussi contribuer à une narrative positive sur cette région du monde tellement riche en potentiel et opportunités. Les premiers gagnants étaient l'entreprise en mode "Zimni Jdeed" et la ville de Tripoli en Libye. Les retours de cette première édition du prix nous ont encouragés de lancer la deuxième édition ; les intéressées peuvent encore poser leur candidature jusqu'à ce dimanche 10 novembre et la cérémonie du prix se tiendra le 23 janvier 2020 lors de la session plénière de l'ARLEM ici à Barcelone. Je vous incite, à vous les jeunes, à s'y présenter ! Vous avez toute l'information sur notre page d'Internet de l'ARLEM.

Une jeunesse avec de l'espoir, avec des réelles possibilités d'intégration dans la société, de trouver un travail, de construire une famille, est le meilleur investissement pour nos sociétés.

Nous devons lutter contre toute forme d'exclusion et redonner cet espoir à la jeunesse ! Cela doit passer impérativement pour la solidarité, entre générations, entre pays, entre rives !

Le projet européen est né du courage des sociétés et des hommes politiques de l'époque de donner un avenir à leurs jeunes qui ne passait pas par la mort d'un champ de bataille! Nous devons faire de même pour la jeunesse du sud de la Méditerranée pour lui donner une autre possibilité que de mettre

en risque sa vie soit dans son pays ou en traversant une mer pour essayer de trouver un meilleur avenir ! L'année prochaine marquera le 25^e anniversaire du processus de Barcelone, et le constat est que nous avons encore beaucoup à faire pour relever les défis auxquels est confronté la région euro-méditerranéenne. Ainsi, d'un angle sous-étatique, l'ARLEM contribue à nos efforts en commun pour un meilleur avenir pour cette belle région qui nous unisse.

Je vous souhaite de riches débats au tour des quatre agoras et je me réjouis déjà de lire la déclaration finale de la Rencontre que je diffuserai aussi parmi mes collègues de l'ARLEM, qui précisément célébrera la prochaine session plénière les 22-23 janvier 2020 dans cette belle ville de Barcelone !
Je vous remercie pour votre attention.

"Trencar barreres i estereotips de l'Administració i integrar als joves com a subjectes actius que tenen dret a viure la joventut en plenitud" Antoni Ribes, Coordinador del departament joventut a l'ajuntament de Barcelona

Agraïments

• Fundació Assemblea de Ciutadans i Ciutadanes del Mediterrani (FACM) per convidar-nos a la seva trobada anual entorn a la joventut

• L'any 2020 se celebrarà el 25^è aniversari de la Declaració de Barcelona que se signà a Barcelona l'any 1995 en el marc de la Conferència Euromediterrània d'Afers Exteriors.

La realitat juvenil a la ciutat de Barcelona.

• Voldria començar explicant la realitat de la població jove de la ciutat de Barcelona per perquè crec que aquesta ens pot ajudar a identificar aspectes que poden ser interessants pel desenvolupament posterior de la trobada.

• N^o: Prop de 446.113 persones que tenen entre 12 i 35 anys segons dades del padró 2018. Un 27,4% del total de població de la ciutat.

• La població jove ha crescut un 2,5% els últims dos anys a Barcelona (2016-8) Barcelona cada vegada té més persones joves paradoxalment, per primera vegada els últims anys, més de la meitat dels i les joves de la ciutat no hi han nascut.

• Els joves són diversos, orígens diversos i riquesa cultural. El 18,5 % te nacionalitat estrangera, si agafen la franja de 12 a 25 anys aquesta augmenta fins al 32,3%

• 44% de les persones d'entre 21 i 35 anys. Tenen estudis universitaris o CFGS

• El 22,5% de joves d'entre 18 i 24 anys tenen l'ESO com a estudis acadèmics de més alt nivell acabats, i d'aquests joves el 14,6% ja no estudien.

• Més del 50% de joves d'entre 15 i 34 anys que treballen ho fan en una feina que no té relació amb els estudis que han cursat.

• Habitatge augment del preu del lloguer del 19% des del 2016

• En relació a l'ocupació, tot hi que hi ha hagut un descens del 53% des l'any 2009 del registre a la ciutat cal apuntar que el 54% de joves menors de 24 anys que treballen tenen un contracte temporal, davant del 38% de joves que tenen entre 25 i 29 anys.

• Les dades en relació a la precarietat laboral que afecten especialment al joves, així com les dades d'emancipació per les dificultats en l'accés a la vivenda, on més de la meitat de les persones joves no estan emancipades.

• Es generen situacions de reversibilitat afavoreixen la vivència d'una incertesa i vulnerabilitat creixents

LES POLÍTIQUES DE JOVENTUT

• ELEMENTS DE REFLEXIÓ

- Ens trobem davant d'una realitat més complexa, més diversa, i sens dubte en un entorn canviant que genera constant evolució, cal respondre-hi també amb una redefinició constant de les polítiques.

- El paper dels Ajuntaments i els governs locals en el desenvolupament de les polítiques de joventut és determinant. Esdevé l'administració de referència i de proximitat del ciutadà i a de la participació, la cooperació, la cohesió social i la convivència en la diversitat.

- Incorporar la perspectiva interseccional permet entendre que les diferents identitats que travessen les persones (relacionades amb el gènere, la classe social, la sexualitat, l'ètnia, la nacionalitat, etc.) no actuen de forma independent i que per tant permet apropar-se i intervenir en la realitat de forma sensible i respectuosa amb els diversos col·lectius, en especials als joves, ja que les seves experiències i necessitats es posen al centre

- Es possible desenvolupar polítiques de joventut sense joves? Adulcentrisme.

QUE PRETENEN LES POLÍTIQUES DE JOVENTUT DE L'AJUNTAMENT DE BARCELONA

• Barcelona és un referent de les polítiques de joventut.

- Va ser pioner en les polítiques de joventut, a l'any 1985 va elaborar el primer Pla Jove de tot l'Estat Espanyol.

- Referència al PAJ i2017-2021

- El principal instrument d'acció que garanteix els drets dels joves a la ciutat. S'articula entorn a 4 eixos: Emancipació, transformació, benestar i territori. Hi ha participat 35 agents i recull 182 mesures.

- A través d'aquest pla

• L'Ajuntament vol situar a les persones joves com a subjectes actius que tenen dret a viure la joventut en plenitud.

- Polítiques afirmatives que interpel·len als joves en tant que són joves amb projectes i interessos propis i que volen viure la joventut no com una transició sinó com un moment vital i propi.

- Que situen a la persona jove, en el centre. que aposten pels i les joves com agents transformadors i de canvi, on deixar de ser un mèrit participant, usuari, ...Proporcionen espais i serveis de proximitat dirigits exclusivament als adolescents i joves que vetllin pel seu benestar.
- Que siguin capaces de reconèixer el seu talent i facilitar
- Vetllin pel seu benestar integral (físic i emocional)

• **Facilitar els processos de transició adolescents i joves al llarg del cycle vital**

- El suport a l'emancipació i autonomia Habitatge, Formació, Ocupació
- **EDUCACIÓ I FORMACIÓ. Garantir l'equitat, l'atenció i la prevenció en els processos d'ensenyament i aprenentatge.** (programes, projectes i accions relacionats amb la igualtat d'oportunitats en l'educació: programes contra l'abandonament escolar, acompanyament a les transicions, programes per nouvinguts, dispositius de reforç de la confiança per augmentar la continuïtat en els itineraris formatius, ...)

- **Promoure i vetllar per un mercat laboral amb condicions dignes per al jovent** Pla pel Foment de l'Ocupació Juvenil de Qualitat 2016-2020, però es comenta que no són suficients i queda molt de camí per recórrer

- **HABITATGE. Donar suport a la població jove en l'accés a l'habitatge** (per exemple el fet de destinar el 30% dels pisos de protecció oficial a habitatge jove)

• **Promoure la participació real i efectiva dels adolescents i joves.**

- És vàlid parlar de polítiques de joventut, si no ens hem parat a escoltar-los i a sentir-los?
- Cal construir una cultura participativa.
 - CAPACITAT DE DECISIÓ.
 - ENTORN SEGUR.
 - EQUITAT DE CONDICIONS
 - MOTIVACIÓ.
 - REALISME.

LA PARTICIPACIÓ DELS I LES JOVES

- Els joves no són diferents de la resta de la ciutadania i la seva voluntat o resistència a participar coincideix amb els raonaments clàssics de qualsevol grup.

- No hi ha un rebuig a la participació, sinó a les formes tradicionals de participació i a les pràctiques enquistades en les organitzacions i institucions..

- Si mirem amb nostre entorn el que potser observarem és que ha canviat és la manera de participar.

- Raons per no PARTICIPAR
 - o La desconfiança envers **als agents i organismes institucionals**
 - o El desconeixement, la manca d'informació de com participar i per què, i la manca de formació i experiència..
 - o La baixa incidència. La participació juvenil només es podrà promoure i serà efectiva si està enfocada a influir sobre una decisió concreta o a produir algun efecte favorable
 - o Processos en els quals les persones joves volen ser protagonistes i no interlocutares.

- Com podem millorar la participació dels i les joves?
- **Trencar barreres i estereotips de l'Administració** com la gran màquina burocràtica que passa de la joventut.

- Generar espais reals de participació
 - És molt difícil generar espais de participació que funcionin si no hi ha un treball previ de dinamització juvenil o si no es fa de forma continuada i amb lògica de procés.
 - Perquè el diàleg es pugui produir, cal que existeixi un vincle de confiança amb la gent jove

- **Millorar els canals de comunicació** de les administracions amb els joves.

- **Facilitar espais de governança compartida i pròpia.** Hem de potenciar la creació d'entorns socials i institucionals que afavoreixin la implicació juvenil en temes de responsabilitat col·lectiva, on vagin desenvolupant la seva identitat cívica com a membres de la comunitat sobre bases dinàmiques i participatives.

- Aprofitar les eines digitals tenen un gran potencial per entrar en diàleg amb el jovent i fomentar la participació, però cal tenir present que no provoquen una participació automàtica ni de qualitat.

Conclusions

- 'La joventut al cap': Els Joves són una prioritat. Si creiem de debò que són l'esperança no els podem donar l'esquena.
- El joves no són el futur, són el present, i la ciutat no es pot construir d'esquenes a ella.
- Cal superar l'adultcentrisme **crear un model d'acompanyament real que respecti ell procés personal dels joves que afavoreixir.**
- El paper de les ciutats i els governs locals com espais propers per promoure les polítiques de joventut
- Per promoure la participació real i efectiva dels adolescents i joves cal desenvolupar polítiques de foment concretes i a posar en marxa els mecanismes necessaris per tal que aquests drets es puguin exercir de manera plena i informada.

"La Generalitat aposta per una Mediterrània de les persones, de la innovació, de la inclusió, de la diversitat." Alfonso Gonzalés Bondia, Director General d'Afers Europeus i Mediterranis de la Generalitat de Catalunya

En primer lloc, m'agradaria agrair a la Fundació Assemblea de Ciutadans i Ciutadanes del Mediterrani, i en especial al Vicent Garcés, per la proposta que des d'un bon inici ens va fer de col·laborar en aquesta iniciativa. Com a Director General d'Afers Europeus i Mediterranis de la Generalitat de Catalunya, voldria també aprofitar per felicitar la bona feina de la Fundació Assemblea de Ciutadans de la Mediterrània que celebra enguany els seus 10 anys de recorregut mediterrani. Estem contents d'acollir avui la vuitena edició de les Trobades internacionals focalitzades en un dels actors més centrals en les relacions mediterrànies: la Joventut.



Dit això, m'adreço a totes i tots vosaltres, joves i representants de la societat civil que veniu de més de 18 països diferents, donant-vos una molt càlida benvinguda a Catalunya.

La Mediterrània és una prioritat per nosaltres, ho són els seus reptes de magnitud global, ho són unes relacions econòmiques i socials que ens uneixen, i sobretot ho és la seva situació frontissa de tants àmbits compartits entre veïns d'una i altra riba.

Catalunya aposta per una Mediterrània de les persones, de la innovació, de la inclusió, de la diversitat. Una Mediterrània que afavoreixi el valor del diàleg i dels drets. Un espai d'associació amb polítiques europees que reforcin les relacions i els intercanvis entre els actors d'una i altra riba. En definitiva **apostem per una Mediterrània que constitueixi un espai on la joventut puguin construir el seu futur**, i en siguin part de la solució i no només del problema.

I aquesta perspectiva es fa necessària en una regió que compta amb el desequilibri major de societats envellides i altres amb creixements constant; en una regió on l'atur juvenil és el més important del món i en el que l'accés creixent a l'educació superior no garanteix encara millors oportunitats laborals. En aquest context veiem que tanmateix els i les joves formen part, i amb força, del dinamisme innegable dels actors socials, econòmics i culturals mediterranis que amb el seu impuls, estan aconseguint obrir debats sobre qüestions de llibertat, participació i gènere. Agents de modernització que reforcen la idea d'una ciutadania mediterrània.

Des de Catalunya compartim un **model transformador i de ciutadania que hem desplegat en la nostra** Estratègia mediterrània de Catalunya, MedCat 2030 que acabem de llançar i en la que les actuacions per recolzar la joventut com a agent de canvi són prioritàries entre les 116 actuacions a impulsar en els propers quatre anys.

Conscients de que la joventut constitueix el grup **més nombrós i a la vegada el que té menys oportunitats en els països de la Mediterrània**, considerem molt importants el desenvolupament humà i del suport al teixit social i els actors més vulnerables o en situació de vulnerabilitat, com ho son la joventut i les dones. La creació d'oportunitats per a joves, a través sobretot de la promoció de polítiques públiques en matèria de formació i d'intercanvis esdevé una prioritat.

En línia amb aquest suport d'agents pel canvi, des de Catalunya impulsem projectes d'apoderament de les organitzacions socials de joves, un àmbit estretament vinculat al foment de la governança democràtica i la participació pública. I encara, volem implicar els i les joves immigrants, en programes d'inclusió social, l'educació i la cooperació amb els països d'origen adreçats a la infància i la joventut. Les nostres polítiques de cooperació posen èmfasi en el suport a programes per a la valorització de dones i joves en àmbits de les noves economies, com és el cas de l'economia social i solidària.

Així doncs, els àmbits que s'abordaran avui i demà durant les jornades són temes del màxim interès per continuar promovent les relacions mediterrània a favor de la joventut en aquesta regió.

Considerem aquesta iniciativa de gran vàlua en aquests moments per estrènyer aliances, per millorar els espais de relació, el coneixement mutu, el progrés i en definitiva, en la construcció d'una ciutadania mediterrània plural.

Espero que pugueu aprofitar aquesta oportunitat al màxim i gaudiu molt de l'experiència.

"The importance of promoting encounters between cultures, religions, communities, and especially with and for the youth"
Yana Chiara Ehm, APM (Assemblée Parlementaire de la Méditerranée) : Vice-president and President of the PAM 3rd Standing Committee on Dialogue among Civilizations and Human Rights "

I am honoured to be here with you today in representation of the Parliamentary Assembly of the Mediterranean (PAM) and to take part in this very important meeting to address the crucial role of young people in the Mediterranean.

Our common Mediterranean Sea, which has always been the cradle of Civilizations, has become today the centre of debate of many critical issues, such as migration, political instability, terrorism and, as a direct consequence, human rights violations, as well as climate change, unemployment and socio-economic stress.

A few days ago, a new report presented the latest developments in our scientific knowledge of the impact of climate change. The month of October 2019 was the warmest October ever recorded by our meteorological services. The Mediterranean region is a hot spot in Climate Change. Temperatures have already shown signs to increase, in certain periods, of above 3 or 4 degrees on the average. The trend is accelerating. One study indicates that Paris, in summer, might reach temperatures similar to Algeria today. This is not only a problem of installing more air-conditioning; imagine the impact on health, food production, availability of water, and the economic disaster associated to it.

The new scenario is difficult to delineate, but what it is clear is that every crisis that develops in this area has a direct impact on all the surrounding countries, even the most consolidated democracies.

In this context, PAM has always been devoting a special attention to these crucial issues, through its network of parliamentary diplomacy and by the activities of its three Standing Committees, especially the 3rd Committee on Dialogue among Civilizations and Human Rights, which I have the honour to chair.

As PAM parliamentarians, we believe that it is **important to promote encounters between cultures, religions, communities, and especially with and for the youth**, as a direct way to achieve peace in the Mediterranean region and in the whole world.

However, we have to keep in mind that there is no peace without the active participation of all social actors, and above all, the young people, who are able to implement innovative approaches aimed at fostering a culture of peace and non-violence, as well as a common understanding of a global society, which has never been so interconnected at the planetary scale.

Their skills constitute an asset to be recognized by the politicians, and to be valued and promoted at local, national, regional and international level.

We all agree that access to education and the labour market are a MUST for the future of young people, and are therefore an indispensable measure that our governments have to provide to the youngsters in the Mediterranean region.

To address the alarming record levels of youth unemployment in Mediterranean countries (both North and South, East and West) and to create job opportunities, PAM promotes and directly participates in various projects that stimulate economic growth in these regions.

Our Assembly, at our legislative level, closely cooperates with various International Financial Organisations, such as the European Bank for Reconstruction and Development, the European Investment Bank, the World Bank and the World Trade Organization.

In this regard, PAM organized an event, held in July in Milan, where different projects on alternative capital markets economic growth in the Mediterranean were proposed and discussed in order to address key economic challenges. These projects, targeted by PAM, are intended to attract investors to our regions, to facilitate the networking of entrepreneurs, including for Start Up, with investors and thus promote and stabilise economic growth.

PAM is fully aware that providing education and job opportunities, especially for young migrants is not just a great opportunity to close the gap between the ageing northern societies and the poorer southern ones. It also plays a crucial role in combating the radicalisation of a growingly disillusioned youth that can be easily influenced and therefore most vulnerable to external factors in the absence of values and hope for the future.

In 2015, according to an analysis by GLOBSEC, one of the common traits among the radicalised DAESH terrorists, arrested that year in 11 European countries, was a lack of education. In fact, in 2018, other reports, indicate a different picture, with many DAESH-affiliated being well educated.

Therefore, education, coupled to job opportunities, must remain our main priority, in order to effectively protect and support the youth in the Mediterranean. The crucial role that education plays was also highlighted on the occasion of the PAM meeting on the Nexus between Population Movements and Security, held Turkey last June. On this event, the United Nations Assistant Secretary General Panos MOUTZIS, Regional Humanitarian Coordinator for the Syria Crisis, emphasized, inter alia, the need to treat the some 29.000 children under the age of 12, from over 60 countries, which are currently in camps and/ or detention centres in North Eastern Syria. Those children, living in a highly radicalized environment, are entitled to grow up peacefully and we all have the responsibility for their future.

We must all work to ensure that this generation of children is protected and assisted in the best possible way. Concerning this matter, PAM is considering deploying a parliamentary mission to the area as soon as security in the field will allow it. Moreover, the issue of radicalization will also be discussed on the next PAM meeting on counter terrorism, which will take place in a couple of weeks in Rome, at the Italian Parliament.

Our Assembly is fully aware that finding solutions to these problems requires close cooperation and effective dialogue.

My presence here in Barcelona, and our long standing cooperation with the Foundation of the Mediterranean Citizens Assembly Foundation is concrete proof of the willingness and the need for **effective inclusive and comprehensive parliamentary action with the civil society to strengthen the role of youth in the Mediterranean** and to address the challenges we face together. There is no time for complacency. We shall indeed build on the outcomes of this seminar with all our national delegates.

"Las condiciones de los jóvenes y de las mujeres en un territorio tan amplio como la UE es muy desigual" Maria Helena de Felipe Lathonen, Presidenta Comité Euromed Follow-Up en el Comité Económico y Social europeo (CESE)

Jóvenes, mujeres y emprendedores: grandes retos para Europa

Actualmente existe una amplia disparidad de normativas que afectan a los emprendedores de los diferentes países de la Unión Europea. Cada uno de ellos tiene su propia legislación, además, hay que tener en cuenta también que la libre circulación de personas no ha aportado igualdad en las normativas por lo que se hace difícil poder hablar de un emprendimiento de carácter global y europeo. Sirva de ejemplo que, si bien en España se tarda 14 días en crear una empresa de forma efectiva, en el otro extremo, en Lituania este plazo se reduce a 72 horas. En términos globales la UE no es un territorio amigable para el emprendimiento, en Nueva Zelanda, sin ir más lejos, una empresa de nueva creación está operativa en solo media jornada. Las diferencias no solo son de plazos, también de capital social necesario u otros requerimientos necesarios para crear una empresa.

En esta misma línea, las condiciones de los jóvenes y de las mujeres en un territorio tan amplio como la UE también es muy desigual, empezando por España donde el porcentaje de jóvenes que no trabajan supera el 40% mientras que la media europea no llega al 20% siendo el ejemplo a seguir el de Alemania con menos de un 7% de paro juvenil. Además, Alemania se ha convertido en un gran demandante de jóvenes a otros países de la UE aligerando así la presión sobre el mercado de trabajo de países como España o Grecia, este último con 48% de paro juvenil.

Exactamente lo mismo ocurre con la presencia de las mujeres en el mundo laboral. Por ejemplo, la pronta incorporación al mercado laboral en países como Suecia, Finlandia o Alemania, así como el acceso a altos cargos directivos de las mujeres es mucho mayor que en los países del sur de la UE, en los que tanto la tasa de ocupación laboral como la equiparación a nivel salarial entre hombres y mujeres sigue siendo un reto a abordar. En España, sin ir más lejos, las mujeres ganan un 35% menos que los hombres, según los datos de Eurostat de este 2017. Actualmente, los hombres en la Unión Europea ganan un 16,3% más que las mujeres por cada hora trabajada.

¿Qué papel debe jugar la Unión Europea?

Por tanto, se hace visible que no hay medidas útiles y que sean igualmente válidas para todos los países de la Unión Europea. Si bien la UE lanzó una serie de consejos a seguir sobre los parámetros para fomentar el emprendimiento: que el plazo máximo de constitución fuera 3 días, el coste no superior a 100 €,

que todo sea tramitable en un único portal o que se pueda abrir en diversos países a la vez, la realidad es que luego la presión sobre los estados miembros para la ejecución de estos requisitos, si es que se da no obtiene el resultado deseado.

Las instituciones europeas, en primer lugar, deben ser plenamente conscientes de las diferencias que existen en materia de ocupación juvenil, igualdad laboral y facilidades para emprender en los diferentes países de la UE.

Las normas igualitarias, en este contexto, no sirven. Por este motivo, un primer trabajo de la UE es llevar a cabo políticas que permitan a los países con mayores problemas en el ámbito de la ocupación juvenil o la incorporación de la mujer al mercado laboral poder acercarse a los países líderes.

En este sentido, es relevante destacar la labor de asociaciones europeas como Association of Organisations of Mediterranean Businesswomen (AFFAEME) que tiene por objetivo fortalecer la igualdad de género, promover el espíritu empresarial de las mujeres y mejorar su desarrollo profesional creando igualdad de oportunidades entre países miembros y también con países vecinos geográficamente sean estados miembros o no.

Otro reto es intentar que cada vez exista una legislación más similar en todos los países. Esto permitirá a los emprendedores que viajan por Europa y hacen nuevos clientes en Italia o Alemania, evitar una maraña administrativa que les lleve a pensar que no es rentable ampliar la cartera de clientes a nivel europeo ya sea por temas de doble imposición o por normativas imposibles. Las normativas de segunda oportunidad caminan, tímidamente, en este sentido.

Una gran consultora realizó un estudio en el que un 84% de los directivos hombres cree que hay dificultades para que las mujeres puedan emprender. Las razones son muchas pero la UE y las organizaciones profesionales y empresariales europeas no solo deben emprender reformas normativas sino también promover un marco cultural que abra el mercado y las oportunidades a las mujeres.

Los cambios legislativos y la armonización normativa no tendrán éxito alguno sin compromisos políticos previos tanto de la UE como de los Estados miembros para que esos cambios sean verdaderas políticas prioritarias y globales en la Unión Europea.

«Un Mediterrani de ciutats en el qual els joves prendien el control» Josep Canals, Secretari General de MedCités

Vull agrair moltíssim a la FACM d'haver nos convidat, tenim una relació llarga com entitats i celebrem el fet de poder participar en aquest encontre. De fet una regidora ens acompanya. Dhouha Dahmani regidora de M'Saken que es una ciutat membre de la nostra xarxa i també hem volgut simbòlicament tenir presència amb un càrrec electe de les nostres ciutats.

MedCities es una xarxa de ciutats d'essència, de naixement catalana i barcelonina, però amb una vocació ja absolutament mediterrània. Crec que tenim una fortalesa que és que **les ciutats es semblen més entre nosaltres que els estats o els països entre ells**. Això ens permet transferir coneixements i poder superar barreres diplomàtiques que les necessitats del dia a dia obliguen d'alguna manera a saltar, sempre tenint-les en compte.

Medcities té com a fortalesa que els seus membres son de pràcticament tots els estats de la mediterrània. 80% de les nostres ciutats son del Sud o de l'Est de la mediterrània, 20% del Nord.

Volem créixer, volem expandir-nos però sobretot el que volem es ser útils a les nostres ciutats i per delegació als nostres ciutadans i ciutadanes. És el que mirem de fer amb projectes de desenvolupament urbà, sostenible en el qual evidentment el factor de sostenibilitat té 3 elements clars: Social, Econòmic i ambiental.

En el aspecte social, creiem que el paper de la joventut es importantíssim. Celebro la presència de tants joves aquí (com podia ser d'una altre manera?). Semblaria que en els darrers anys era una excepció el jovent que s'implica en la qüestió política i col·lectiva, jo celebro que cada vegada ho sigui menys.

Es clar que hi ha un gruix de població de determinats països essencialment, que son desencantats, que son escèptics, que creuen que tot aquest esforç que estan fent, estudiant o formant-se professionalment, després no té una resposta per part de la societat. Però també celebro que estiguéssim en un moment en el qual molts joves us esteu implicant en diferents àmbits i diferents mesures. Jo vull dir vos com exalcalde que he estat fa 10 anys que necessitem els joves per construir les polítiques. De vegades cal que algú ens sacsegi, ens digui "estem aquí, penseu en nosaltres perquè nosaltres som el present". Sou joves que no espereu esdevenir adults per dir ara és el nostre moment.

Trobem exemples molt gràfics de apoderament del jovent que jo celebro i que fa que hi hagi aquest salt qualitatiu en la política pública que es pot fer de diferents àmbits. Catalunya o Líban, son exemples de com **el jovent es vol implicar, però no només a les institucions, sinó també al carrer**. El carrer, l'espai públic es de tots. Si es fa de manera respectuosa, l'espai públic es de tothom. L'espai públic no es de les institucions sinó de la gent i del jovent.

Això hem remet al perquè he arribat tard, i es que no tenia present perquè vinc de fora de Barcelona, que hi ha des de fa força dies una colla en una de les places cèntriques de Barcelona, en plaça de la universitat, hi ha gent acampada. Estudiants, protestant contra les actuacions, que no voldria entrar a valorar, de l'estat espanyol sobre determinats representats electes catalans. Hi ha un jovent que esta protestant per això. No vull valorar si ho fan amb raó o no, però ells utilitzen el carrer per manifestar la seva preocupació, per fer-se sentir.

En aquest sentit em sembla que és important que les ciutats tinguem en compte que **hi ha persones disposades a perdre hores de classe o hores de feina per un valor col·lectiu que permet intentar fer sentir la seva veu**. Fer escoltar el que es vol dir, "hi ha problemes i oportunitats". Les ciutats són aquest escenari. Com es comentava abans, hi ha despoblament de territoris més rurals cap a les ciutats. Les ciutats esdevenen un focus de problemes, però també d'oportunitats i de grans reptes.

Això és un dels elements forts que podem aportar modestament des de Medcities, de la xarxa de 56 ciutats. Animo als joves que estan aquí, dono per fet que ja esteu implicats, que ajudéssiu a implicar altres joves perquè teniu més veu que les institucions. Vosaltres sou un exemple, podeu ser un exemple de que realment se os escolta. Convido que reclameu als vostres alcaldes aquest espai de construcció, de participació en els processos polítics.

Per acabar, les 4 agoras que desenvolupareu aquests dies em sembla que són d'elements crucials, essencials. El Canvi climàtic, al Mediterrani tenim 20% en més de rescalfament que al resta del planeta, som la segona regió després l'àrtic amb més impactes i externalitats negatives sobre el nostre mar. En canvi el mar mediterrani és un dels grans punts de biodiversitat en el planeta per la seva situació de mar pràcticament tancat.

Evidentment sem conscients que sigui una barrera, però **ara volem que sigui una cremallera que cusi totes les ribes de la Mediterrània**. Penso que aquestes mesos os poden ajudar en l'aspecte de l'economia, de la nova democràcia en la qual teniu molt a dir, de com construïu vosaltres des d'a baix, que os vinguin donades les polítiques sinó que les construïu vosaltres des d'a baix i com podem apoderar al nostre jovent amb més cultura i educació, per impulsar ciutadania crítica capaç de crear les societats millors que volem.

Modérateurs: Salam Kawakibi (conseil consultatif), Maria Donzelli (conseil consultatif)

Rapporteurs: Sarah Blanc (étudiante Université Autonoma de Barcelona), Judit Rouet Tejada (Université Autònoma de Barcelona)

« *Le système éducatif face à ses défis en Méditerranée* » Azouz Boulagdour, Cercle de Nador (Maroc)

Réformer le mastodonte éducatif est aujourd'hui une des priorités absolues des gouvernements méditerranéens, notamment les pays en processus de développement. L'effet des échecs répétés qu'ont connus les approches adoptées depuis des décennies, dans le sens d'une remise à niveau des systèmes éducatifs, s'est accentué ces dernières années, avec la mutation des exigences du marché de l'emploi. Les écarts, qui existaient déjà, se sont davantage creusés des suites du quasi immobilisme dans lequel se trouve le secteur, ainsi que son incapacité à s'adapter à la transformation rapide que connaissent les métiers porteurs. Ce fut, certes, la conséquence directe des nouvelles stratégies industrielles, qui met aujourd'hui en avant des secteurs friands d'aptitudes pointues et de spécialisations à des niveaux avancés. À l'évidence, l'offre jusque-là formée, et la manière avec laquelle elle l'était, ne permet plus de répondre aux besoins actuels du marché parce que largement inemployable dans les domaines qui en ont le plus besoin.

Cela ne pouvait plus durer, des initiatives ont été mises en place pour améliorer le système éducatif dans les pays méditerranéens.

Si on prend l'exemple de mon pays le Maroc, une rupture avec les schémas habituels s'est mise en place, signant la naissance d'une approche fraîche, moderne, axée sur l'efficacité et la promotion de la compétence. C'est en substance la mission qui a été confiée au Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique. Et à l'appréciation de la chose étudiée, les conclusions que le Conseil livre sont pour le moins mitigées.

Alors ceci donne un constat alarmant au niveau structurel, d'un côté. De l'autre, il couvre le futur d'optimisme et présente la Vision 2030. Mais d'abord, place au constat du Conseil sur les principaux dysfonctionnements dont souffre le secteur national de l'éducation: le rendement limité de l'école marocaine attribuable à la faible maîtrise des langues, des connaissances, des compétences et des valeurs, l'efficacité restreinte des performances des acteurs pédagogiques, les lacunes des formations initiales et continues, la persistance des déperditions qui affectent aussi bien les systèmes scolaires et universitaires que la formation professionnelle, l'accès limité à l'apprentissage par le biais des technologies éducatives, le faible rendement de la recherche scientifique et les hésitations dans le traitement des problématiques transversales, notamment la question de l'apprentissage des langues et des langues d'enseignement.

Difficultés d'insertion

Les conséquences directes de telles lacunes sont, les difficultés d'insertion économique, sociale et culturelle des lauréats, ainsi que la faible interaction de l'école avec son environnement local, national et mondial, aggravée par sa faible capacité à et actuel.

accompagner ou à intégrer rapidement et pertinemment les évolutions de cet environnement. Aussi, il a été relevé une incapacité palpable de l'école à accompagner efficacement les pays dans leurs développements globaux et dans leurs adhésions actives à la société du savoir. Partant de ce constat -riche il faut l'admettre- plusieurs interrogations se sont imposées : qu'est-ce qui a fait que les réformes engagées depuis l'ère de l'arabisation n'ont pas respecté leurs engagements vis-à-vis des résultats escomptés?

Le problème résidait-il au niveau de la conception de ces réformes ou de leur application? Les États disposait-il de moyens suffisants pour concrétiser ses ambitions? Le modèle pédagogique lui-même était-il adéquat ? Les stratégies retenues avaient-elles survécu à l'épreuve du «fact checking»? Le suivi était-il suffisamment équipé de dispositifs fiables et acérés, à même de permettre aux autorités compétentes de mesurer le degré d'applicabilité des dispositions décidées ? Les causes ne sont, évidemment, pas isolées et la problématique de l'enseignement au Maroc par exemple est le résultat conjugué de l'ensemble de ces dysfonctionnements empilés depuis des décennies.

- Absence de partage des bonnes pratiques entre les pays nord et sud de la Méditerranée ;
- Renforcement du système de contrôle des frontières, et réduction des investissements dans des programmes tels que l'éducation ;
- Programme ERASMUS : programme de collaboration en Méditerranée, n'est pas connu dans toutes les zones du Maroc ;
- Insertion des enfants des migrants et des réfugiés au système scolaire marocain.

La réussite de toute stratégie migratoire est tributaire de la mise en place d'un véritable programme d'intégration des migrants. À ce titre, tout le monde s'accorde sur la nécessité de garantir aux enfants de migrants et de réfugiés le droit d'accès à l'école. Depuis le lancement de la stratégie marocaine de migration, le Maroc déploie des efforts pour inscrire les enfants dans le système scolaire national. Plus de 6.200 enfants de migrants sont inscrits dans les établissements scolaires des différentes académies du royaume. La généralisation n'est pas encore au rendez-vous. Certes, la stratégie nationale d'immigration et d'asile permet un accès ouvert et gratuit des migrants et réfugiés, toutes nationalités confondues, aux établissements scolaires publics primaires et secondaires, sur la même base que les Marocains. Mais, il reste encore quelques freins à dépasser pour garantir à tous les enfants de migrants l'accès à l'enseignement. Le diagnostic est déjà établi par le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration, qui pointe du doigt certaines difficultés entravant le bon déroulement du programme de scolarisation des enfants migrants. Il s'agit notamment du manque de volonté de certains parents à scolariser leurs enfants ainsi que la mobilité récurrente des migrants sur le territoire marocain. Cette situation provoque une certaine instabilité des enfants migrants dans les établissements scolaires. À cela s'ajoute un problème de taille, celui des difficultés rencontrées pour l'inscription des enfants dans les écoles publiques à cause de la complexité et l'hétérogénéité des procédures pour les enfants étrangers, comme le relèvent certains acteurs œuvrant dans le domaine.

L'expérience des années précédentes a démontré la nécessité de mobiliser les acteurs intervenant dans le domaine de l'éducation, pour garantir une réelle scolarité des enfants migrants au même titre que les enfants marocains, selon le département des Affaires de la migration. C'est ainsi qu'un certain nombre de mesures d'accompagnement seront mises en place en coordination avec les partenaires institutionnels et les organisations de la société civile. Les actions qui seront déployées visent une meilleure mise en application de la circulaire du ministère de l'Éducation nationale autorisant les immigrés et les réfugiés à accéder aux écoles publiques et privées et à l'éducation formelle au Maroc, indépendamment de leur situation administrative. Il est prévu de simplifier et d'harmoniser les procédures d'inscription des élèves étrangers et de mettre en place un programme de formation continue et de sensibilisation au profit du corps professoral et des services extérieurs du ministère de l'Éducation nationale, notamment au sujet du traitement particulier de cette catégorie d'enfants compte tenu de leur statut et de leurs spécificités sociales. En effet, il est primordial que tous les acteurs éducatifs soient sensibilisés afin d'assurer à tout enfant l'accès à une école à proximité de son domicile. On compte aussi mettre en œuvre des projets pilotes de classes de mise à niveau au profit des élèves immigrés et réfugiés, en ciblant les zones de concentration de la population cible. Même les parents devront être ciblés en les sensibilisant à l'intérêt de l'éducation non formelle afin de faciliter l'intégration des enfants dans les classes d'enseignement formel et la formation professionnelle.

Actions favorisant l'insertion scolaire

Pour favoriser l'accès des enfants migrants à l'enseignement, nombre d'actions ont été menées depuis le lancement de la stratégie nationale de la migration. On peut citer notamment l'opération caravane pour la mobilisation sociale et l'intégration directe des enfants non scolarisés qui a permis l'inscription de 577 enfants immigrés et réfugiés au titre de l'année 2016-2017. L'initiative royale «Un million de cartables» est ouverte au profit des élèves migrants depuis l'année scolaire 2013-2014. Les élèves migrants bénéficient de l'accès aux services offerts par les cantines scolaires au même titre que les enfants marocains. Le partenariat avec la société civile permet l'intégration des immigrés et réfugiés dans les programmes d'éducation non formelle. En 2016-2017, quelque 460 enfants migrants ont bénéficié de ce programme contre 422 en 2015-2016. Ces bénéficiaires sont orientés soit pour les intégrer au système formel, soit pour poursuivre un cursus de formation professionnelle. Par ailleurs, des classes de soutien scolaire ont été mises en place par des associations dans le cadre du soutien annuel du ministère des Affaires de la migration au profit de certaines d'enfants migrants. Cette action vise à assurer une éducation optimale des élèves immigrés et réfugiés. À cet égard, il s'avère nécessaire de renforcer l'appui financier et technique des associations partenaires œuvrant sur le terrain par des actions de proximité.

« L'éducation et la culture peuvent-elles suffire à prémunir nos jeunes de l'extrémisme violent ? Il faut un vent de transmission générationnelle... et de confiance » Sébastien Boussois chercheur en sciences politiques (Belgique)

Dans notre livre publié avec le chercheur sociologue Azouz Begag, en 2018, « Lettres pour les Jeunesses Arabes », aux éditions Erick Bonnier, nous établissons un diagnostic sévère des éléments de frustration, de déception et de désespoir, des jeunes en Méditerranée et qui ont conduit nombre d'entre eux dans les pays en Méditerranée à se révolter et renverser les pouvoirs qui les oppressaient depuis des décennies et ne leur offraient aucun avenir optimiste. Pour nombre d'entre eux, le contexte régional géopolitique a été un catalyseur depuis les fameux « Printemps Arabes » dès 2010, pour basculer dans la violence extrême au nom des droits humains élémentaires. Ou au contraire pour une minorité non négligeable : pour rejoindre une entreprise terroriste inédite comme Daech au nom d'un idéal humaniste ou nihiliste.

Au tout début, les jeunes qui sont partis rejoindre les rangs de l'Etat islamique entre 2013 et 2015, étaient avant tout au Nord des jeunes Européens d'origine maghrébine, déclassés, nés dans des familles aux conditions économiques et sociales défavorisées et ayant basculé dans la petite délinquance, et au Sud des jeunes sans avenir ni espoir. Pour les délinquants, la case prison les radicalisait au contact d'idéologues et de recruteurs et ils devenaient terroristes en passant par le rite de passage que représentait désormais la Syrie en guerre. Peut-on dire que ces jeunes manquaient de culture et d'éducation ? Ils pouvaient provenir de familles dysfonctionnelles, n'ayant pu offrir de formation et d'études certes mais pas tout. Des jeunes sans argent, sans travail, sans logement, sans rêve, ni projet de vie d'indépendance. En tout cas l'étude de l'évolution des profils de radicalisation en Europe après 2015 livre une toute autre sociologie des candidats au djihad. Nous sommes tombés de plus en plus sur des convertis, issus de bonnes familles, des femmes, des mineurs, et des individus qui n'avaient a priori rien à voir avec le djihad, a tout le moins l'islam. Cela voulait donc dire que Daech pouvait toucher et couler tout le monde.

Ce qui est sûr, c'est que ISIS à ce moment-là a aussi recruté des jeunes diplômés, qualifiés, expérimentés, qui avaient aussi même femme et enfants et stabilité professionnelle. L'analyse de la défaillance culturelle et éducative comme facteur de radicalisation ne pouvait donc plus tenir. Idem pour les dérives radicales d'individus d'extrême gauche et d'extrême droite qui commettront des attentats en Europe, ou aux USA ou au Canada. Ce ne sont pas tous des imbéciles, des loups solitaires, des « déséquilibrés ». Ce ne sont pas non plus que des incultes, des marginaux, des complotistes, des antisémites primaires. L'idéologie radicale est plus forte que cela, tout comme l'efficacité de l'endoctrinement parvient à briser le rempart parfois fragile de la culture et de l'éducation. Mais ce qui est sûr, c'est que si culture et éducation ne suffisent pas à prémunir des dérives radicales chez nos jeunes, elles sont indispensables et l'on ne peut absolument pas faire l'économie de les transmettre. On ne doit avoir de cesse que de les diffuser.

« Concevoir un avenir solidaire » était le teaser de notre ouvrage avec Azouz Begag. Il est indispensable face à la montée des

« Jeunes, culture et éducation. Marseille 2016-2019 » Nicoletta Stendardo, cercle de Marseille (France)

tensions, de la polarisation de nos sociétés, de l'explosion du racisme et de l'islamophobie, des extrêmes gauches et extrêmes droites, de l'incompréhension et de l'intolérance à l'égard de l'Autre, de promouvoir la prévention primaire, la connaissance de l'islam, de ses dérives, de l'instrumentalisation de la religion, du fardeau de l'antisémitisme en Europe et dans les sociétés arabes, de l'islam politique, des réflexions autour des crises identitaires des troisième et quatrième génération d'enfants d'immigrés, des discriminations et de la stigmatisation dont ils sont victimes souvent, etc. Car les groupes terroristes qui manipulent nos jeunes sont bien au fait de ces sujets et de ces mécanismes et profitent de notre ignorance. Il y a un besoin impérieux d'engagement, de conviction, de foi en la citoyenneté de tous les habitants du bassin méditerranéen de leurs racines à leurs espoirs.

Mais le problème majeur est que l'idéologie radicale de Daech a réussi un véritable coup de génie en transformant nos propres enfants en agents de morts. Quand le terrorisme venait de « là-bas », il pouvait encore servir la cause des racistes, des islamophobes, des xénophobes. Mais désormais, la menace terroriste vient des « home growers », nos jeunes qui ont « mal » grandi sur le sol européen et pour des raisons bien spécifiques. Il vient aussi de ceux qui assimilent islam et terrorisme et ont des pulsions de violence et de vengeance. C'est ainsi que naissent des phénomènes de micro-guerres civiles dans nos espaces soi-disant civilisés. La diversité doit réapparaître comme une force et non une faiblesse et ne pas être vécue comme un ennemi de nos nations. Les politiques peinent à trouver des alternatives au tout sécuritaire car le préventif coûte cher et nécessite du temps. Ils braquent les gens les uns contre les autres. Mais face au danger, les opinions ont peur et n'ont plus le temps. Le populisme sans culture répond à ces craintes. On peut les comprendre mais c'est de là que naît la psychose générale depuis la série d'attentats qui ont ensanglanté le vieux continent en 2015-2016. « Mêmes nous » ne sommes plus à l'abri. L'ennemi est à l'intérieur et le « ver » est dans le fruit : l'idéologie a réussi provisoirement à retourner nos jeunes contre nous. Il n'y aura que l'éducation et la culture qui nous sortiront de cette impasse mortifère.

C'est pour cela que j'ai appelé au rajeunissement de la FACM car nous ne pouvons représenter un monde méditerranéen qui ne reflète pas la réalité. Des générations ont été perdues de par les guerres en Irak, en Syrie, au Yémen, en Libye et ailleurs. Nous avons dorénavant des dizaines de jeunes qui peuvent s'exprimer, apporter leurs réflexions, établir leur analyse de la situation dans leur pays, et poser des pistes de projets et de solutions. Ces « Lettres pour les Jeunes arabes » que nous avons écrit avec Azouz Begag, ce ne sont pas des leçons de morale que nous souhaitons donner à ces jeunes. Bien au contraire c'est un appel à l'écoute, à la vigilance citoyenne, à la compassion et à l'« empowerment » de nos jeunes pour le bien et le salut de toute la Méditerranée. Ces crises sont espérans les passagères. La Méditerranée, notre « mare nostrum », nous leur empruntons : ce sont eux qui doivent la construire dès à présent et nous transmettre à nous leur vision de l'éducation et de la culture qui nourriront ses eaux dans un futur proche. Sinon, le chaos nous guette.

REPERES ET CONTEXTE

Depuis plusieurs années nous travaillons avec des jeunes grandissants dans un contexte de grande précarité socioéconomique et de forte fractures sociales (à Marseille le taux de chômage des moins de 25 ans parmi les plus élevés des grandes métropoles françaises). Ils habitent dans les quartiers plus pauvres de Marseille, souvent leurs logements sont trop petits et insalubres. Certains sont placés en foyers d'hébergement, d'autres vivent dans la rue ou dans des logements inoccupés. D'autres en prison. Le caractère cumulatif et combinatoire de ces facteurs est responsable de leur état psychique et de santé. Et grave de conséquences sur le processus de (de)construction de leurs identités individuelles et collectives.

PRESENTATION EXPERIENCES ET INITIATIVES

Nous voulons partager nos expériences directes et indirectes en lien avec les jeunes, la culture et l'éducation à commencer par une expérience professionnelle. En 2016/2017 j'ai occupé le poste d'assistante pédagogique au sein de la « classe passerelle », dispositif de rescolarisation mise en place par la Protection Judiciaire Jeunesse (PJJ) et le Collège Quinet de Marseille. D'une part, j'étais chargée d'accompagner 12 élèves – 14/16 ans – dans leur parcours de réinsertion scolaire et sociale. D'autre part, je faisais le pont entre les enseignants et les éducateurs PJJ. Il faut souligner que l'affectation des enfants à ce dispositif de réinsertion est soumise à une décision d'un juge, car les enfants font l'objet des mesures de protection et de suivi au pénal ou civil. La majorité de mes élèves étaient en mauvais état de santé, tous manifestaient différentes difficultés scolaires, notamment l'illettrisme.

DIFFICULTES ET PROBLEMES RENCONTRES

1. Inégalité du système scolaire français dans sa globalité : du primaire au lycée, l'école laisse se développer les écarts au fil de la scolarité. (voir les derniers données PISA-OCDE).
2. La mise en place des classes différenciées, comme les « classes passerelles » favorise la ségrégation des jeunes.
3. Les enseignants manifestaient une certaine difficulté à rentrer en relation avec les élèves et leur famille.
4. La précarisation des conditions d'emploi des travailleurs sociaux (600 euros par moi le poste d'assistante d'éducation) et la baisse de financements à faveur des associations et partenaires clés (ex. fermeture de l'atelier menuiserie de l'association Appel d'air) favorisaient un climat relationnel et professionnel conflictuel.
5. Le corps enseignant et les éducateurs PJJ ont fait preuve de manque de formation, d'innovation pédagogique et d'adaptabilité : Ils ont aussi échoué dans le partage des connaissances et des pratiques professionnelles, au détriment de ces jeunes et de leur situation judiciaire.

IDEES ET PROPOSITIONS

Pour conclure, je veux vous présenter des autres projets porteurs de nouvelles approches et manière de collaborer. Notamment, ce livret qui présente un projet artistique mené dans les quartiers mineurs des prisons des Baumettes à Marseille (pour les filles) et du Pontet (pour les garçons). Mis en œuvre par l'Agence régionale du Livre avec la Direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse, ce projet a été mené par la photographe Yohanne Lamoulère et l'écrivain Bruno Le Dantec.

Au-delà de la pratique culturelle et artistique, l'objectif était d'apprendre à se dire (en mots et en photos), se présenter à l'autre, se donner à voir et dresser son portrait. **Mais pour les mineurs incarcérés, pas de droit à l'image ! Ils ne doivent pas être reconnaissables.** Alors, l'idée de proposer à Brigitte Briot, artiste marseillaise, de fabriquer des masques genrés (très genrés parfois), façon carnaval. Une dizaine de masques sont nés pour l'atelier, réalisés à partir de sachets de thé recyclés. Écrits, dessins et photos sont réunis dans ce livret qui a été distribué aux jeunes ensuite.

Autre exemple de prévention contre le décrochage scolaire et le travail dans le trafic de drogue sont nos animations hebdomadaires programmées depuis 4 ans avec des habitants de la cité de La Bricarde (quartiers nord de Marseille-15^{ème}). Dans le jardin partagé, quelques « restanques » restaient inutilisées. Ici, nous avons accompagné les élèves de l'école primaire dans la création d'une maquette « jardin de la Méditerranée » Nous développons des animations en collaboration étroite avec les associations de la cité et du voisinage proche, notamment l'association des maires du quartier.

Cette année, nous mettons en relation avec des écoles primaires de la région du Kef, en Tunisie, et l'école primaire de la Bricarde. L'idée est de les accompagner de manière ludique à donner naissance à un blog des échanges et de connaissance mutuelle de la vie des enfants des écoles de deux rives de la méditerranée. Nos activités sont construites en accord les instituteurs et s'inscrivent dans les cours de deux écoles.

Nous espérons que d'autres cercles et/ou personnes veulent suivre cette nouvelle aventure ! En apportant ainsi de nouvelles idées et synergies.

L'accès à l'éducation et aux pratiques culturelles/artistiques pour/avec toutes et tous demeure un enjeu fondamental et actuel.

ÁGORA

ECONOMIA, MOBILITAT I CANVI CLIMÀTIC
ÉCONOMIE, MOBILITÉ ET CHANGEMENT CLIMATIQUE
ECONOMÍA, MOVILIDAD Y CAMBIO CLIMÁTICO
ECONOMY, MOBILITY AND CLIMATE CHANGE



Modérateurs : Nikolaos Poutsidakis (conseil consultatif), Aylin Ünver Nuoi (conseil consultatif)
Rapporteurs : Virginie Lefèvre (Cercle de Beyrouth), Alejandro Fernández Pons (étudiante Université Autonome de Barcelone)

« *Machisme en Catalogne* » Carla Longares, *Consell Nacional Juventut Catalunya (Espagne)*

Il y a de nombreuses difficultés à affronter face à la violence machiste.

L'un des plus importants est le manque de données, qui va au-delà du nombre de plaintes. Il est donc extrêmement difficile de connaître l'ampleur réelle du problème.

Cette désinformation n'est pas le fruit du hasard, bien au contraire. Elle est le résultat d'une **invisibilité intentionnelle** de la violence sexuelle, conséquence directe du processus de "naturalisation" de la violence sexuelle (Toledo & Pineda, 2016).

Il existe donc tout un ensemble de causes structurelles qui rendent difficile et impossible de connaître l'état de ce problème.

Malgré cela, diverses études ont été menées pour sensibiliser l'opinion à l'importance des valeurs d'égalité des sexes. Le pourcentage de jeunes qui considèrent la violence sexiste comme un problème grave augmente, selon les données de l'ECI (**Ministère de la Santé, Services sociaux et Egalité**; 2015).

Malgré cela, on constate que des éléments tels que la jalousie, la conception toxique de la relation et le contrôle persistent encore dans l'imagination des jeunes.

Quant à la violence la plus évidente, typique du domaine de la violence physique, elle est clairement détectée et rejetée par la majorité. D'autre part, face aux formes plus subtiles de violence, on perçoit un manque évident de connaissance et d'importance, normalisant le comportement machiste.

Si l'on ajoute à cette situation un contexte numérique, dans lequel il n'y a pas de violence physique, la difficulté de détection est multipliée.

C'est dans ce contexte de violence machiste envers les jeunes femmes que les réseaux sociaux et les technologies de la communication et de l'information en général prennent une importance particulière. Elles sont devenues un moyen plus sophistiqué de transmission et d'exercice de la violence machiste.

Dans le cadre des technologies, la violence s'exerce tant au niveau de la publication de contenus qui représentent une agression envers les jeunes femmes, qu'au niveau du contrôle de leurs usages.

En spécifiant cette situation dans les données de la réalité catalane, l'Observatoire catalan de la jeunesse souligne le fait que 14,3% des jeunes interrogés affirment avoir été victimes de menaces ou d'insultes envers les réseaux sociaux au cours des 12 derniers mois. Cette proportion passe à 20 % dans le cas des jeunes de 15 à 19 ans.

Parmi les raisons les plus fréquemment citées par les jeunes, citons : l'absence de raison particulière (25 %), l'orientation sexuelle (14 %), les croyances (12 %) et l'origine de la personne interrogée (4 %). Ces données indiquent que les jeunes ont encore de la difficulté à identifier la raison des agressions. C'est probablement le contexte virtuel qui génère ce manque de connaissance.

Le sexe est la raison concrète la plus identifiée dans 14% des cas. Elle est perçue par 20% des femmes et 6% des hommes. Ces données montrent que ce sont eux qui souffrent le plus des menaces et qu'ils ont aussi plus de facilité à les identifier. Parmi les raisons les plus courantes des insultes, mentionnons : l'absence de raison particulière (27,5 %), les croyances (13 %), l'orientation sexuelle ou de genre (11 %) et l'origine (7 %).

Après avoir vu, en termes généraux, l'état et les besoins des jeunes femmes dans le contexte de l'utilisation des TIC, il est intéressant d'examiner comment aborder ce problème. C'est dans ce point, où le projet **Unfollow to the Male Violence** prend une importance particulière dans lequel en ce moment comme **CNJC** nous travaillons pour pouvoir le partager au-delà du territoire catalan, mais dans la zone de la Méditerranée.

Dans le cadre de l'Université de la Méditerranée, nous avons organisé en 2019 une semaine entière de cours de formation pour mettre fin à la violence machiste dans la région méditerranéenne, avec des jeunes des deux côtés qui, en plus d'être formés aux questions d'identification du sexe, du genre, des droits sexuels et reproductifs et de la violence due au genre, ont partagé un processus pour créer des campagnes de sensibilisation et avoir un impact politique sur leur territoire.

Par cette réflexion, nous aimerions partager dans cette Agora avec vous tous, la nécessité de travailler sur les questions de genre également en vue de la Méditerranée, de générer des synergies et de partager les bonnes pratiques entre tous.

« *La démocratie comme source de résolution des enjeux économiques, sociaux et démographiques cruciaux* » Nadir Benmatti, *Mediterrapaix (France - Algérie)*

Les États qui ne se soucient pas de leurs jeunes et de leur avenir sont des États irresponsables. Des dirigeants vieillissants, contradictoirement surtout dans les pays du sud de notre Région, qui n'accordent pas d'attention aux jeunes générations, mènent leur pays aux drames humains, économiques, sociaux et politiques.

Je considère que le texte introductif qui nous est présenté à l'occasion de cette VIII^{ème} rencontre organisée par notre Fondation ACM intitulée « Les assises des jeunes de la Méditerranée », décrit la situation des pays de la Région avec justesse.

Pour résumer et ne garder que les données marquantes je propose de retenir que :

Sur le plan démographique **les pays du nord** ont des accroissements quantitatifs faibles et des espérances de vie élevées entraînant des populations dont la part des seniors (plus de 60 ans) est de plus en plus « pesante » sur le reste de la société. Les conséquences sont multiples : emploi, retraite, peur de l'avenir (taux de naissance faible), populisme, méfiance des étrangers, théorie « du grand remplacement ».

Les pays du sud ont une situation inversée avec des accroissements quantitatifs qui ne faiblissent pas et une part de la population de moins de trente très importante. Les conséquences sont encore plus graves que pour les pays du nord : emploi, réponse aux besoins sociaux entre autres.

Sur le plan politique le problème fondamental consiste en une situation démocratique très préoccupante. **Dans les pays du sud, hors de quelques exemples encourageants, les pouvoirs en place sont vieillissants, accrochés à leurs privilèges.**

Ils ont la conviction qu'ils sont irremplaçables. Les jeunes sont exclus de la vie politique pour de multiples raisons et leur perception de l'avenir assombrie par les problèmes auxquels ils sont confrontés. Dans les pays du nord la situation est différente mais aussi préoccupante avec l'émergence d'un populisme « rampant » et le refus de beaucoup de citoyens de s'impliquer dans le choix des dirigeants, particulièrement chez les jeunes issus de l'émigration, qui souvent optent pour des choix idéologiques qui accentuent leur marginalisation.

Sur le plan économique, dans les pays du sud, **la situation est souvent liée, presque exclusivement, à des ressources non renouvelables (pétrole, gaz...) ou à des secteurs d'activités dépendant fortement de l'étranger (tourisme, sous-traitance...) sans préparation d'envergure des secteurs porteurs de développement.** Dans les pays du nord la course effrénée vers la croissance économique avec comme principal objectif la rentabilité financière occultant l'économie durable et tous les secteurs utiles à l'écologie. Par ailleurs l'adéquation entre les programmes de formation et les besoins de compétences est problématique dans les pays du nord (contradiction entre chômage persistant et offres de travail non satisfaites). Cette situation est alarmante dans les pays du sud car les performances des systèmes d'éducation et de formation, souvent analysées sous le prisme déformant des seuls indicateurs quantitatifs doivent toujours être relativisées. Il y a deux carences des systèmes d'éducation et de formation: une orientation idéologique qui manque d'ouverture sur les autres cultures et les valeurs universelles d'une part et un faible niveau scientifique, qui affecte directement le niveau réel de qualification de la main-d'œuvre ainsi formée, et ce, dans un contexte de forte compétition mondiale pour les segments professionnels les plus qualifiés

Sur le plan social la situation est le résultat des problèmes évoqués précédemment où le désespoir, particulièrement pour une grande partie des jeunes, est immense. Ils sont souvent sans espoir et tentés par toutes les dérives.

Comme le disait un grand homme politique : « que faire »?

La réponse est simple: **il ne peut pas y avoir de développement économique et social sans démocratie.**

C'est la Démocratie qui permettra aux citoyens de se prendre en charge et de passer du statut d'assistés à celui d'acteurs. C'est la Démocratie qui permettra de lutter contre la corruption et l'incompétence ; de lutter contre l'injustice et les persécutions. Mais comment s'instaure la Démocratie ? La situation dans certains pays du sud permet l'espoir...

« Il est temps de lancer un grand mouvement civil pour encourager les institutions politiques à placer la question de la jeunesse méditerranéenne au centre de leurs agendas et de toute urgence. La Fondation ACM encourage une communauté des peuples de la Méditerranée qui tendent la main à leur avenir, à leur jeunesse ».

"Migraciones Climáticas: Una reflexión sobre sus complejidades y desafíos" Paola Villavicencia, Centro de Estudios de Derecho Ambiental de Tarragona (Espagne)

El cambio climático de origen antropogénico es uno de los mayores desafíos y amenazas del siglo XXI. Según el Panel Intergubernamental del Cambio Climático (IPCC, por sus siglas en inglés), el actual calentamiento del sistema climático es inequívoco y las actividades humanas desarrolladas en el marco del actual modelo de desarrollo económico insostenible son su principal causa (IPCC 2014).

El fuerte incremento de las emisiones de gases de efecto invernadero (GEI) provenientes de tales actividades, principalmente por la quema de combustibles fósiles, ha provocado el aumento de la temperatura del planeta en aproximadamente 1 °C desde mediados del siglo XIX (IPCC 2014). Así, mientras que la última década, en especial los 5 últimos años, ha sido la más cálida desde que se tienen registros, **2019 fue uno de los años más cálidos de la historia.** Y, tal como señalaría el Servicio de cambio climático de Copernicus, julio de 2019, en el que la temperatura del planeta estuvo 1.2 °C por encima del nivel preindustrial, se convirtió en el mes más caluroso nunca antes registrado (Copernicus Climate Change Service, 2019). Si el ritmo actual de las emisiones de GEI continúa de la misma manera, la temperatura del planeta podría aumentar entre 1.5 y 2 °C las próximas décadas, provocando consecuencias catastróficas (IPCC 2018). Sólo en el mediterráneo, si no se toman las medidas apropiadas, el actual aumento de temperatura – de aproximadamente 1.5° C- podría ser superior a los 2° C para 2040, e incluso en algunas regiones podría superar los 3° C para 2100, provocando serias consecuencias en una región particularmente afectada y altamente vulnerable al cambio climático (MedECC 2019).

Sin embargo, el actual aumento de las temperaturas globales sin precedente en los últimos años, ya está teniendo graves consecuencias en diversas regiones del planeta. El acelerado deshielo de glaciares y el consecuente **aumento progresivo del nivel del mar está afectando a ecosistemas y varias poblaciones locales y amenaza con desplazar a millones de personas en el planeta.** Las altas temperaturas registradas en 2019 que alimentaron los devastadores incendios forestales ocurridos en el Amazonas, Siberia, partes del Ártico, Groenlandia, Alaska, zonas tropicales de África y en varias partes de Europa, no solo han tenido devastadoras consecuencias ecológicas, sino que también amenazan en impactar la salud de las personas a causa de su exposición a las grandes partículas liberadas. De hecho, solo los devastadores incendios producidos en Australia a finales de 2019 e inicios de 2020 no solo provocaron la muerte de decenas de personas y millones de animales y el desplazamiento de cientos de miles de personas, sino que ha provocado intensas nubes de humo que han hecho que ciudades como Camberra, registren los más altos niveles de contaminación a nivel mundial.

Asimismo, mientras que el incremento de temperatura y acidificación de los océanos está afectando fuertemente a los ecosistemas marinos, los eventos climáticos extremos – como sequías, inundaciones, olas de calor, huracanes, entre otros – cada vez más frecuentes y violentos, ya han provocado la muerte de miles de personas y el desplazamiento masivo de millones de personas en diversas regiones del mundo, afectando fundamentalmente a los sectores más desfavorecidos y altamente vulnerables a los efectos del cambio climático.

En este contexto, **la región del mediterráneo no parece estar exenta a sufrir los impactos del cambio climático**, pues el aumento de la temperatura y del nivel del mar, así como la escasez de los recursos hídricos y de alimentos, son sólo algunas de **las consecuencias climáticas que ya están afectando a diversas zonas, especialmente costeras y de la parte sur de la región** (MedECC, 2019). Además, mientras que el aumento de la temperatura del Mediterráneo y la elevación de los niveles del mar también podría contribuir a un aumento en la frecuencia e intensidad de los fenómenos extremos como huracanes que afectan a las zonas costeras y provoquen **migraciones masivas y a gran escala**, éste junto con la acidificación impactaría **la fauna marina, lo que repercutirá en el potencial de captura de peces**, entre otros (IPCC, 2019; MedECC, 2019). Una vez más, a pesar de ser **quienes menos han contribuido al problema, las poblaciones de la región sur del mediterráneo**, menos desarrolladas en términos económicos, **serán las que sufrirán las mayores consecuencias de la crisis climática**.

Así pues, en la actualidad, nos enfrentamos a una crisis climática que, entre otros, está provocando el desplazamiento masivo de poblaciones que huyen para sobrevivir a desastres naturales o se desplazan a raíz de condiciones ambientales difíciles y deterioradas, en busca de oportunidades y nuevos medios de subsistencia en otras partes. Pero la situación futura no parece ser alentadora. Los efectos del calentamiento global y **la aridez en algunas regiones reducirán su potencial agrícola y ganadero y afectarán sus servicios ecosistémicos**, como el agua y suelo fértil. **El aumento de catástrofes meteorológicas como fuertes precipitaciones y sus consecuentes inundaciones, especialmente en las regiones tropicales, afectarán la vida y los medios de subsistencia de mucha más gente y provocarán desplazamientos masivos**. Además, la capacidad de sobrevivencia de muchas otras personas también se verá afectada por la acidificación de los océanos, la desertificación y la erosión costera, obligando a las personas a abandonar sus hogares para evitar poner en (mayor) peligro su existencia.

Los movimientos forzados de población debido a la crisis climática, que comprenden no sólo aquellos casos en que las personas tienen que trasladarse a otras zonas de un mismo país (desplazados internos), sino también a los que cruzan fronteras internacionales (desplazados internacionales), se han convertido así en uno de los fenómenos más complejos y urgentes que demandan respuestas efectivas y urgentes.

Por tratarse de un fenómeno en el que convergen diversos factores, existe una gran dificultad para determinar cifras exactas sobre el número de personas que han tenido que verse forzadas a migrar por causas climáticas.

Por ejemplo, el Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACNUR) ha estimado que al menos unos 30 millones de personas fueron desplazadas en el 2013 a consecuencia de alteraciones en el clima y desastres naturales; y que en la actualidad existen alrededor de 50 millones de refugiados en el mundo y en varios casos es posible conectar las causas de su desplazamiento con alteraciones climáticas. Por su parte, el Centro de Monitoreo de Desplazamiento Interno afirma que solo en 2018 más de 17 millones de personas tuvieron que abandonar sus hogares a causa de los desastres naturales (IDMC, 2019).

Asimismo, un reciente informe elaborado por el grupo del grupo Christian Aid calcula que **por lo menos 1,000 millones de personas se verán obligadas a abandonar sus hogares para el 2050** ante la escasez de recursos naturales provocada por el cambio climático (Christian Aid, 2019). Asimismo, en la región del Mediterráneo, caracterizada por una alta movilidad humana, no es posible determinar cuántas personas han sido desplazadas por los efectos del cambio climático. Si bien la relación entre migración y cambio climático en las regiones del norte del Mediterráneo es todavía difícil de apreciar, pues se limita a ejemplos concretos relacionados con desplazamientos debido a fenómenos extremos como tormentas; en la región sur la situación es distinta. En efecto, los conflictos debido a la competencia por la disminución de los recursos por el cambio climático, no solo amenazan los medios de vida y la subsistencia de las personas que habitan la región, sino que provocan desplazamientos masivos. Uno de los casos más paradigmático y que ejemplifica esta situación es el de Siria. A partir del 2010, **unos meses antes de entrar en guerra, una grave sequía en el norte de Siria obligó a centenares de miles de personas a instalarse en las ciudades, generando bolsas de pobreza y exclusión que contribuyeron a multiplicar las tensiones sociales, políticas, religiosas y económicas existentes**. Así, los cambios en el clima y el sucesivo movimiento de personas desplazadas alimentaron las tensiones entre la población de aquel país. Sin embargo, la crisis climática, junto con las inestabilidades sociales, económicas y políticas en la región, podrían dar lugar a mayores desplazamientos humanos, intensificando así la actual crisis migratoria que experimenta la región (MedECC 2019).

Así pues, nos encontramos frente a una realidad en la que millones de personas, especialmente de las regiones más pobres del planeta, podrían verse forzadas a desplazarse debido a fenómenos relacionados con el cambio climático, como la desertificación, la escasez del agua y los fenómenos climáticos extremos, tales como inundaciones y huracanes.

La discusión sobre la situación de las personas que se ven forzadas a abandonar sus hogares por causas relacionadas con el cambio climático se ha centrado desde hace años en dos factores importantes: su denominación y protección jurídica. La terminología utilizada en diversos estudios, evaluaciones e informes para denominar a las personas que se desplazan por causas relacionadas al cambio climático ha sido diversa: refugiados ambientales, desplazados ambientales, desplazados climáticos, migrantes climáticos, entre otros. A pesar de la diversidad de propuestas, hoy por hoy sigue sin existir un consenso sobre una denominación internacionalmente aceptada.

Parece haber sin embargo cierto consenso en denominar a estas personas como parte de los movimientos migratorios, de ahí que cada vez con mayor frecuencia en la doctrina y los estudios de organizaciones no gubernamentales se los denomina como "migrantes climáticos". Sin embargo, jurídicamente hablando, no existe ninguna denominación aceptada universalmente. Esta cuestión no deja de ser preocupante y tiene implicaciones humanas muy relevantes pues la indefinición jurídica de la situación de los migrantes forzados por causas climáticas no hace más que acrecentar su vulnerabilidad e inseguridad frente a las consecuencias de la crisis climática.

Junto con estas limitaciones jurídicas de reconocimiento, los migrantes climático, especialmente aquellos que cruzan las fronteras nacionales, también sufren las consecuencias de las limitaciones actuales relacionadas con su protección jurídica (Borràs, 2017). Los regímenes jurídicos existentes relacionados con las migraciones forzadas y los desplazamientos internos poseen un sin número de limitaciones que imposibilitan su aplicación en el contexto de las migraciones climáticas. Así por ejemplo, en el ámbito de la Convención sobre el Estatuto de los Refugiados de 1951 y su Protocolo de 1967, la definición de "refugiado" sólo se aplica a personas que han cruzado una frontera internacional, por lo que las migraciones climáticas internas quedan fuera de su ámbito de aplicación. Asimismo, existen también dificultades a la hora de aplicar la definición jurídica de refugiado a los migrantes climáticos, así como con el cumplimiento de sus presupuestos, especialmente en torno a la "persecución" por motivos de raza, religión, nacionalidad, entre otros. Por otro lado, los principios Rectores de los Desplazamientos Internos también poseen limitaciones en torno a la protección de los migrantes climáticos y ello se debe a que, si bien tales principios contemplan expresamente la protección de las personas desplazadas a causa de desastres naturales, ellos no son obligatorios y sólo abarcan los desplazamientos internos. Ante el actual vacío jurídico y las dificultades de aplicación de los instrumentos internacionales ya existentes, se han generado una diversidad de propuestas para la protección de los derechos de los migrantes climáticos. **Entre esas propuestas estaban la creación de una nueva Convención para proteger a los migrantes climáticos o la adopción de un nuevo Protocolo a la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el cambio climático de 1992.** A pesar de su relevancia, tales propuestas se han quedado en propuestas teóricas que no han alcanzado su materialización. No obstante, ello no ha impedido el desarrollo de diversas respuestas políticas que buscan de alguna manera rellenar los vacíos de protección legal de los migrantes climáticos. Una de esas propuestas fue precisamente los "Principios de la Península sobre el desplazamiento climático dentro de los Estados" adoptado en 2013. Estos principios establecen, entre otros, las obligaciones de los Estados y de la comunidad internacional respecto a las personas que se desplazan por motivos climáticos dentro de un Estado (Borràs, 2017). Otra respuesta política **fue la adopción de la "Declaración de Nueva York sobre los Refugiados y Migrantes" adoptada en 2016 que reconoció al cambio climático como un impulsador de las migraciones.** Sin embargo, como se ha señalado, a pesar de su importancia, tales respuestas carecen de una fuerza vinculante y la migración climática sigue siendo a día de hoy un fenómeno con un limitado reconocimiento y protección jurídica.

Reflexiones finales

El cambio climático y la movilidad humana son dos retos globales interconectados, que ya están afectando a distintas partes del planeta, incluida la región del Mediterráneo, y que requieren una respuesta adecuada por sus implicaciones económicas, políticas, sociales y ambientales. Ambos son fenómenos complejos, heterogéneos y multicausales que afectan directamente a las condiciones y a la calidad de vida de las personas. Y ambos se caracterizan por ser fenómenos que se retroalimentan e intensifican y que afectan a las zonas más empobrecidas y más vulnerables a sufrir los efectos del cambio climático.

Factores de riesgo derivados del cambio climático como son la subida del nivel del mar, el aumento de las temperaturas y la escasez de recursos, entre otros, **amenazan la vida y seguridad de diversas poblaciones, quienes se ven forzadas a migrar dentro y fuera de sus países con el único objetivo de sobrevivir a los efectos del cambio climático.** Así, millones de personas han tenido que abandonar sus hogares – y lo harán millones más – debido a la crisis climática y las injusticias vinculadas a ella que afecta su vida, salud, seguridad... y vulneran sus derechos humanos. Sin embargo, a pesar de su importancia y debido a su complejidad, en la actualidad no existe ningún marco jurídico que dé respuesta satisfactoria y asegure la protección de los migrantes climáticos.

Ante esta realidad, que se estima será todavía mayor en los próximos años, surge la urgente **necesidad de establecer marcos de protección y respuestas adecuadas y suficientes para salvaguardar los derechos de las personas que migran por motivos climáticos,** independientemente de si residen en un país empobrecido o enriquecido. Tales respuestas no deben necesariamente basarse en la creación de nuevas construcciones jurídicas, sino que pueden tratarse también de adaptaciones de los marcos jurídicos existentes, como por ejemplo, en relación a la protección de los derechos humanos (Felipe, Iglesias & Villavicencio 2019).

El vacío político y jurídico en respuesta a estos movimientos de población, que irán en aumento en la medida que los impactos climáticos sean más frecuentes e intensos, debe ser corregido atendiendo por una parte a estos estudios científicos de vulnerabilidades, así como a los estudios estadísticos que ponen de manifiesto que los desplazamientos climáticos ya son una realidad en diversas regiones del planeta. Por este motivo, ante la intensificación y gravedad de los impactos del cambio climático y la tendencia creciente del desplazamiento y las migraciones climáticas, es necesario anticiparse para prepararse ante estos escenarios o favorecerlos mediante la cooperación y la adopción de respuestas urgentes y adecuadas que solo pueden llegar si se dejan de lado enfoques pragmáticos que ignoran el problema y superando la inacción política imperante.

La migración por causas de la degradación ambiental y los impactos adversos del cambio climático va a seguir en aumento y, por tanto, se trata de favorecer una migración segura y planificada que a su vez puede contribuir a la adaptación al cambio climático. Al fin y al cabo, la migración climática no es una situación a evitar, sino a gestionar y por ello se requiere que las políticas públicas tengan una visión sincrética y global de esta problemática.

Referencias

Copernicus Climate Change Service (2019). "Another exceptional month for global average temperatures", 5th August. Disponible en:

<https://climate.copernicus.eu/another-exceptional-month-global-average-temperatures>. Acceso el 3 de octubre de 2019.

Borras Pentinat, S. (2017). "Restos e incertidumbres en la protección jurídica internacional de las migraciones ambientales". Revista Temas Socio Jurídicos, Vol. 36, No. 72, pp. 129-156.

Felipe Pérez, B.; Iglesias Marqués, D.; Villavicencio Calzadilla, P., "Migraciones climáticas: El papel de los derechos humanos para superar el persistente vacío jurídico", en Revista Latinoamérica de Derechos Humanos, Vol. 30, Núm. 1, 2019, pp. 15-46.

IDMC (2019). Global Report on Internal Displacement. Disponible en:

<http://www.internal-displacement.org/sites/default/files/publications/documents/2019-IDMC-GRID.pdf>. Acceso el 20 de septiembre de 2019.

IPCC (2014). Cambio climático 2014: Informe de Síntesis, Quinto Informe de Evaluación. IPCC, Ginebra, Suiza. Disponible en: https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/SYR_AR5_FINAL_full_es.pdf. Acceso el 15 de marzo de 2017.

IPCC (2018). Global Warming of 1.5°C. Summary for Policymakers. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty, Geneva, Switzerland. Disponible en:

<https://www.ipcc.ch/sr15/chapter/spm/>. Acceso el 15 de marzo de 2019.

IPCC (2019). Special Report on the Ocean and Cryosphere in a Changing Climate. Summary for Policymakers. In press. Disponible en:

https://report.ipcc.ch/srocc/pdf/SROCC_SPM_Approved.pdf. Acceso el 6 de octubre de 2019.

Keane, D. (2004). "The Environmental Causes and Consequences of Migration: A Search for the Meaning of Environmental Refugees". Georgetown International Environmental Law Review, 16, 209-223.

MedECC, Risks Associated to Climate and Environmental Changes in the Mediterranean Region. A preliminary assessment by the MedECC Network Science-policy interface - 2019. Disponible en:

https://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2019/10/MedECC-Booklet_EN_WEB.pdf. Acceso 12 de Diciembre de 2019.

ÁGORA

**EMPODERAMENT I CIUTADANIA
RESPONSABILISATION ET CITOYENNETÉ
EMPODERAMIENTO Y CIUDADANIA
EMPOWERMENT AND CITIZENSHIP**



Modérateurs : Touria El Oumri (conseil consultatif), Ibrahim Spahic (conseil consultatif)
 Rapporteurs : Geoffroy d'Aspermont (Conseil consultatif), Farah Drak Al Sebai (étudiante Université Autonome de Barcelone)

« *Tunisian example and reality* » *Oussama Nouri, AIESEC (Tunisie)*

• **Putting in perspective:**

The situation in Tunisia has been a constant change in the last 9 years (between 2010-2019). This change is the consequence of the Jasmin Revolution that was sparked by Mohamed Bouazizi's self-immolation in December 2010 and led to the ousting of Tunisian tyrant Ben Ali in January 2011.

Tunisian people, young people mainly, tasting freedom after 23 years of corruption and marginalization had to face the new scene in the country, a scene they were not used to but had to figure out their role in it.

• **Youth participation in the Tunisian post-revolution scene:**

As mentioned, the revolution was, and still is after 9 years, a highlight of Tunisia, we were granted many things that may seem to some for granted but for us it was a battle, a fight that costed the life of many Tunisians. Young people have been a key element in this fight, **they went down to the streets of all ages risking their lives in a hope to have a better country, a country where they will finally be free.** Even though the importance of the young Tunisians' role in the revolution their political presence to create the new Democracy and Republic after the ousting of Ben Ali was almost not there but they chose other ways to participate in the democratic transition the build of the new Tunisia.

• **Political participation:**

In Tunisia young people almost avoid direct participation in politics, the number of young people in parties or young people for elections, whether local, regional or local, is very low. Even to go and elect almost in every election the lowest percentage of ages in the electors is that between 18 and 35.

On the other hand, their participation was indirect, protests (for example Kasba1 and Kasba2 two key manifestations after the revolution). **Aside from protests there were movements started and organized by young people that impacted the political scene**

(توعم لوع # tâallem Oum : learn to swim / حامس شينام # Manich Msemah : I didn't forgive / مهساح # Hasebhom : punish them / #Free X / (loi52) ال سب ح ل # ElHabs

la: No Jail (loi 52)) these movements that treated police corruption, power abuse, financial law etc... pushed the parliament and the government to take serious decisions. It is true that these movements and forms of participation allowed young people to be included in the political decision making but it wasn't always as impactful or it was but to certain extents.

• **Civil Society:**

Civil Society was the paradise for the young people to find their voices with the emergence of huge number of NGOs that treated different social and economic problems. Young people, tired of the long-time political processes take found themselves more at ease with the hustle of the work in an NGO.

After the revolution, aside from youth being active members of the Civil Society scene, several NGOs are led by young people or even launched by them.

Civil Society allowed youth to be active and included in the reform of the post-democratic Tunisia.

• **Economical participation:**

After the revolution, young people were eager to do things they were never supposed to even know about before. One of the things that emerged is startups. Newly graduates changed their perspectives on employment; instead of fleeing abroad or working an 8 to 5 job or just giving up to unemployment young people actually started their own startups and even innovate in their fields (ex: epilerte <https://www.facebook.com/Epilert/>, Alien Dimension <https://www.aliendimension.com/en/index.html> etc... <https://www.disruptunisia.com/annuaire-startup-tunisie>) there were even young Tunisians living abroad who decided to come back and invest in the country.

This new trend allowed other young people to share their knowledge and help these startups either by events organized by young people or by creating and leading accelerators and incubators, also a huge number of coworking spaces allowed and gave youth the opportunity to focus more on their ideas and work rather than looking for a venue or commodities. These coworking spaces were also one of the signs of decentralization since they exist all around the country.

Some other young people decided to mix and match between social activity and economical one so they decided to start social startups/enterprises to treat rural women issues, artisans etc.

This economical part taking influenced the government and made the ministry of employment take young people more seriously for instance the lunch of startup act which is the legal framework for startups and entrepreneurs (<https://www.startupact.tn/>).

• **Conclusion:**

Tunisian youth found their way of being included as active parts of the new post-revolution Tunisia but, personally, this participation as important as it is does not give or show the full potential of young people many young people are still not taking any measures to be active in their communities and take a very negative stand. Also, the government is always talking about youth inclusion but all the decisions are taken by the older generations as young people **we are still perceived as a tool to get votes by all the big words and promises** yet no young person to represent us and take our stand so I believe that in order for young people in Tunisia to be taken more seriously we need to be represented and **we need to take direct part in the decision making processes of the country.**

"Youth: Social Decoration or human capital". Enis Gjokaj Circle of Podgorica (Monténégro)

Society and especially youth in Montenegro is going through a period of significant changes.

Generally speaking, young people in Montenegro are not fully satisfied with their status in Montenegrin society and therefore would very gladly leave half of the young people. On the other hand, **young people in Montenegro are optimistic about their situation in ten years** - more than three quarters believe that in ten years the situation in Montenegro will be better for the whole society, and therefore for themselves, than it is now.

Although they hope for a better tomorrow, quite a few of them would do their best to contribute to these positive changes through their personal engagement in society, that is, through youth activism, volunteerism and similar activities. Instead of actively spending their leisure time through such activities that can bring benefits for the whole society, young people in Montenegro tend to use their free time more passively - they spend 4.2 hours on the Internet on average. Most of them use the Internet most for social communication, entertainment and leisure, or for passive use of their free time in the virtual space. Also, another concerning concern is that only 10% of young people use the Internet to work, learn, but also to be informed and read news online. In this regard, **it must be pointed out to young people that the Internet can find a wealth of educational content that can further refine their knowledge in the various fields of interest, but also content that can help them to design activities better and better, that will practice in their spare time and consequently develop in different fields of interest.**

Youth in Montenegro are uninterested in politics, and they should be the generator and driver of social change. One of the reasons for the high percentage of young people who are not interested in political activism is the current political situation in Montenegro, where for over twenty years one political structure holds power and these young people do not have the concept of political change in their personal or political memory, and also does not assures them that they can change something with their own actions. On the other hand, if someone in their generation decides to engage in political engagement in any form, **they are very quickly disappointed with their own inability to change the situation on any basis**, and this further results in withdrawal and passivation.

Also, we can conclude from all of the above that another of the causes of young people's lack of interest in political engagement may be in their limited image of what politics is, and unfortunately, they have not been able to learn much from good and stimulating examples from Montenegrin political practice. It is for this reason that they will rather reject the idea of politics as such than genuinely be interested in it. **This policy rejection is practiced by young people who are fairly well off in life, in terms of family and economic status, as well as those young people who are quite resentful of the current system in various circumstances.** In addition, young people live in a social context that is highly authoritarian and traditionally perpetuated by family relations in which there is still little democracy, opportunities for independent decision-making and equal participation, through school and wider social relations and norms, which all together passivates and paralyzes the realization of full potential of young people.

If such a trend of thinking and general interest in civil activism and activism in youth politics continues, in the long run, we cannot expect young people to initiate positive changes in society, and in particular we cannot expect them to stand for their better position into Montenegrin society. **Therefore, these findings are a warning signal to all who play a role in promoting systematic political and civil education.**

Therefore, **special attention should be paid to the work of those who create public opinion and who send messages to the public through various channels, both media and political. It primarily refers to politicians, the media, educational institutions, but also representatives of religious institutions**, which are often exclusive, and whose messages are often exclusive by the media seeking sensationalism without any initiative to sanction hate speech and educate young people about its harmfulness.

In the end, it's impossible not to ask the question: what can the youth, with the views we identify, expect in the future? If such negative trends in the thinking and understanding of the world around young people continue to be answered, the answer is bleak, from both a better personal and social perspective. It is precisely because of these negative aspirations and attitudes towards important life issues that young people themselves should fear the most of the future. If they are not sufficiently interested, willing and motivated to initiate healthy changes in society, and thus to improve their own status, if they are not ready to reconsider their negative attitudes, which they express in the majority, they will limit themselves the chance to engage in contemporary European values as a society we strive.

"Today the youth has a say!" Alexandre Salha Cerclé de Beyrouth (Liban)

Today Lebanon is facing a national uprising against a political establishment that failed to deliver the basic needs for the population.

It's interesting to take a close look at what's happening in my country:

1989 - 30 years ago:

- the Taef Agreement was signed to put an end to 15 years of civil war
- the warlord voted national amnesty and entered the government as politicians

2019 - 30 years later:

- the Revolution started
- the slogans chanted are pointing at all the people who have been in power for 30 years

30 years = 1 generation

17th October 2019, the system collapsed. People went to the streets after news were leaked about a new tax put on Whatsapp. **People couldn't believe that the government was desperate to collect more money from a population becoming poorer every day.**

Lebanon is in the top 3 of the most indebted countries in the world almost 150% of its GDP

Unemployment rate 30% - youth unemployment 40%

The country has been facing financial, economic and political crisis for over a year.

For 30 years the economy was counting on US dollars sent from expats who left the country because of political and economic instability. With no sustainable strategy for agriculture, industry and services, the country wasn't able to export good and service. 30 years later, the Lebanese commercial balance is in deficit for 17 billion USD. The Lebanese Pound is facing immense pressure and fear of devaluation as seen on the face of the people.

Revolution is a peaceful revolution for now. People are hungry, youth feel excluded.

There is a political system failure – 30 years with no productivity

It is time for youth to take control:

- they have been active in different NGO / INGO
- they have been volunteering for years to protect the environment
- they have travelled abroad and learnt
- they have seen things possible everywhere and they want to invest in their country
- they have been pushing for change during the past Municipal and Parliamentary Elections
- they have been organizing themselves and finding alternative ways to support the country
- they have been involved in social entrepreneurship
- they have been researching, developing solutions and succeeding in all sectors

It is interesting to see the role of youth in rebelling not only against the political establishment but also in many cases against the traditional sect / political party / political figure. It is an important change happening all over the country, across all sects, all social classes and all regions. It is interesting to see the role of young girls and women, leading several Marches to put pressure on the political class.

ÁGORA IV

NOVES TECNOLOGIES I DEMOCRÀCIA
NOUVELLES TECHNOLOGIES ET DÉMOCRATIE
NUEVAS TECNOLOGÍAS Y DEMOCRACIA
NEW TECHNOLOGIES AND DEMOCRACY



Modérateurs : Angélika Solomonidou (conseil consultatif), Juan Soto (conseil d'administration)

Rapporteurs : Zinne Eddine Seffadj (cercle d'Alger), Marina Lian Muñoz (étudiante Université Autonome de Barcelone)

"Les technologies civiques, des nouvelles ressources pour les démocraties et la participation des citoyens ?" Alexis Janicot, NEOMA (France)

Les nouvelles technologies sont là, présentes, dans nos vies. Grâce à Internet, **le partage de l'information est facilité en Méditerranée et les frontières géographiques et temporelles sont dépassées par les usages.**

Cependant, les régimes autoritaires ou en guerre cherchent à maîtriser ces technologies, et par-là la capacité d'expression et de mobilisation des citoyens. Même si plusieurs pays ont engagé des processus d'élections libres (la Tunisie par exemple), **l'attraction des démocraties représentatives n'est pas si évidente. Le diagnostic de démocraties représentatives en crise est largement partagé**: perte de confiance, désintérêt ou rejet massif des partis politiques et du « système », taux d'abstention records aux élections, sentiment grandissant d'une confiscation du pouvoir par des élites regroupées à la capitale et déconnectées de la réalité, perte de crédibilité de la parole publique, développement du populisme et retour des dictatures, vieillissement de la classe politique...

Cela n'est pas suffisant pour les militants d'une véritable démocratie, c'est-à-dire un système politique qui facilite réellement l'expression et la décision collective. **« Nous sommes des citoyens du 21^{ème} siècle, faisant de notre mieux pour interagir avec des institutions du 19^{ème} siècle, qui sont basées sur une technologie de l'information du 15^{ème} siècle », affirme la politique hispanophone Pia Mancini. Elle recommande de mettre le « logiciel démocratique » à jour de l'ère d'internet et de faire vivre la « démocratie du 21^{ème} siècle » en s'appuyant sur les possibilités offertes par les nouvelles technologies.** Par exemple, DemocracyOS est un logiciel libre qui permet à n'importe quel groupe de prendre des décisions de manière transparente et collective.

Etablissant ce diagnostic, des associations et des entrepreneurs conçoivent et déploient divers outils numériques. Il s'agit des « technologies civiques » (ou « technologies citoyennes »). Quelle place, quel rôle et quel impact ces technologies ont-elles dans nos démocraties en Méditerranée ? Peuvent-elles devenir des relais de développement ou de revitalisation de nos démocraties?

Les technologies civiques sont, en première approche, réduites à quelques géants technologiques – les fameux GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) et les réseaux sociaux tels que Whats App ou Twitter. Même si les plateformes ont aidé à la structuration de mouvements citoyens et des révolutions dites « arabes », leur pouvoir est critiqué. L'information se massifie, à mesure qu'elle est filtrée, contrôlée. La fin des publicités politiques sur Twitter, annoncée par le réseau en octobre 2019 suite au scandale « Cambridge Analytica », fait l'objet de critiques car elle peut à l'avenir empêcher l'essai des mobilisations citoyennes.

Loin des grands mastodontes technologiques, il est possible d'apporter grâce à la technologie des réponses à des attentes civiques. **Les réseaux sécurisés permettent de partager de l'information sans censure ni contrôle** (dark web, deep web...). Citons, par exemple, Tor Project, DuckDuckGo, ProtonMail ou Signal, qui sont des exemples où le cryptage et la sécurisation des données sont au service des citoyens. Ces outils relèvent des infrastructures et de la sécurisation des échanges. Et, sans être technophile ou geek, des solutions faciles d'accès permettent d'ores et déjà de contourner des acteurs qui bénéficient quasiment d'une situation monopolistique : citons, par exemple, les moteurs de recherche Qwant (qui n'utilise pas les données personnes) et Lilo (qui finance des projets solidaires ou environnementaux).

Par ailleurs, la formation est nécessaire pour permettre de faire démocratie et assainir le débat public. Des pratiques journalistiques de fact checking sont largement amplifiées par internet et luttent contre les trolls et les intox (exemples : lessurligneurs.eu, le site Desintox de Libération, les décodeurs du Monde.fr...). **L'usage d'internet permet une diffusion à plus large échelle, au service de la démocratie et d'une meilleure information des citoyens.** C'est le cas également de projets d'Etat qui mettent en place des programmes de données ouvertes (open data) ou d'algorithmes ouverts (open algorithms ou OPAL) : ils permettent ainsi aux citoyens d'accéder à des données publiques et de bénéficier d'une transparence des institutions démocratiques par le biais de visualisation, de cartographies, d'explication des technologies utilisées...

Restent, enfin, des nouvelles solutions qui émergent par et pour les citoyennes et les citoyens: il s'agit des solutions répertoriées et identifiées dans un mouvement émergent appelé « CivicTech ». Les solutions peuvent répondre à des problématiques et des enjeux de différentes natures, qui vont être décrits ci-dessous. La sensibilisation et l'éducation à la politique est un premier champ d'action. Par exemple, Voxe ou Lobby-citoyen.fr sont des comparateurs neutres et internationaux de programmes politiques. Une autre application, GOV, permet à tous les citoyens de voter chaque jour pour tous les hommes et femmes politiques du gouvernement et de l'opposition : les citoyens peuvent également réagir en temps réel aux propositions de la communauté et lancer leurs propres sondages.

En plus de l'information, **certaines solutions permettent aux citoyens de participer aux débats publics.** En plus de Democracy OS cité ci-dessus, il existe également d'autres solutions telles que MyOpenCity : cet outil de démocratie participative permet aux collectivités locales d'interpeller les habitants sur des décisions locales, d'organiser des référendums ou encore de diffuser en temps réel les assemblées plénières. La start-up toulousaine, Politizr, est une plateforme permettant aux élus de débattre publiquement des sujets proposés par leurs concitoyens et se présente comme l'anti-twitter. VotreAppli.fr est une application mobile de démocratie participative permettant de rapprocher élus et citoyens, tandis que WhyboOk est une plateforme de dialogue entre les citoyens, décideurs politiques et économiques.

Encore plus impactant sur les démocraties, des solutions revisitent les processus de décisions. Demodyne, par exemple, est une plateforme gratuite qui permet aux citoyens et aux élus de coconstruire et piloter en continu les programmes d'action publique, ou encore Parlement et Citoyens qui permet aux citoyens de participer à l'élaboration de la loi. En Espagne, le parti Podemos a édité un site, Plaza Podemos, sur lequel n'importe qui peut proposer et voter sur des idées. Des applications se positionnent également en observatoires citoyens de l'activité parlementaire en délivrant des informations sur les votes et l'activité de chaque parlementaire (NosDeputes.fr et NosSenateurs.fr).

Dernier champ d'action dans lequel nous trouvons des acteurs de la Civic Tech, il s'agit des applications de community organizing. **Ces solutions aident les mouvements de mobilisation à s'organiser.** Quorum.co, à destination des ONG et des équipes de campagne, permet de mobiliser et d'amplifier le mouvement sur le terrain en utilisation des méga données. Plus spectaculaire : le mouvement italien « Cinq Etoiles, créé en 2013 et arrivé au pouvoir en 2018, a conçu un outil appelé Rousseau qui donne aux membres un moyen de communiquer avec leurs représentants. Cet outil a permis aux citoyens-internautes, par exemple, d'approuver la nouvelle coalition gouvernementale à laquelle participe le mouvement.

Les nouvelles technologies ont abouti à l'essor de nombreux outils numériques variés : plate-forme de consultation et de débat, portail d'échanges entre élus et citoyens, pétition en ligne, comparateur de programmes politiques, budget participatif... Le secteur est en pleine émergence et, comme le souligne la fondation La Fing, la catégorisation de ces solutions est complexe.

Présentées ainsi, ces solutions peuvent sembler locales ou en marge du système institutionnel. Elles le sont, probablement, pour la plupart des solutions civitech. Néanmoins, certaines d'entre elles commencent à avoir des effets significatifs sur nos démocraties. Voici deux exemples.

Change.org est une plateforme mondiale pour le changement, développée aux Etats-Unis. Créée en 2007 à San Francisco, elle a déjà recueilli les signatures de 318 millions de personnes pour des pétitions. Chacun peut créer une pétition, pour une cause, pour libérer un prisonnier ou pour demander la démission d'un élu corrompu. C'est la manifestation « version 2.0 », par le clic, chez soi, derrière son écran. Il est ainsi possible de se faire entendre, simplement et à tout moment (y compris hors périodes électorales). Par exemple, le 13 octobre 2018, Priscillia Ludovsky, une micro-entrepreneuse de 33 ans, lance en France une pétition demandant la baisse des prix de l'essence. Plus d'un million de signatures ont été recueillies. Cette pétition a participé au lancement d'un mouvement social de grande ampleur en France, le « mouvement des Gilets Jaunes », qui dure depuis 11 mois, et a obligé le gouvernement à prendre des mesures sociales. La plateforme pose des questions concernant le recueil et l'usage de données personnelles des signataires par une société.

Make.org est une autre plateforme, française, qui propose aux citoyens d'agir en faveur d'une grande cause. Il ne s'agit pas seulement de signer ou de voter, mais aussi de proposer des idées sur les thèmes qui vous inspirent et d'initier des actions concrètes sur le terrain. Make.org se présente comme une initiative civique, européenne et indépendante. Fin 2017, Make.org a lancé une grande cause contre les violences faites aux femmes ; grâce à la plateforme, 400.000 contributeurs ont pu être mobilisés. Cela a permis à la construction d'un plan de la société civile contre les violences faites aux femmes, et cela a abouti à une annonce gouvernementale de 500 M€ dédiés à la lutte contre les violences conjugales. Son fondateur, Axel Dauchez, a annoncé le lancement de « L'Initiative pour une Démocratie durable », programme d'intérêt bien compris coporté par la France.

Les acteurs de la CivicTech prétendent revitaliser la démocratie et impliquer le plus grand nombre. Evgeny Morozov refuse de croire au mirage technologique en matière de démocratie (il parle de « démo-magie »). La démocratie, c'est d'abord faire société, créer du lien, avoir le choix et choisir. Les technologies ne sont qu'un outil pour former des citoyens critiques. De plus, les nouvelles technologies posent des problèmes nouveaux (contrôle des données personnelles, exclusion numérique des moins politisés, influence des algorithmes sur les contenus lus...).

Néanmoins, **les CivicTech amplifient la parole des « citoyens-internautes » et offrent aux jeunes citoyens d'autres moyens d'engagements que ceux offerts par les institutions.** Selon la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, « tous les citoyens ont droit de concourir personnellement ou par représentation à la formation [de la loi] » : il est précisé que la loi relève de l'expression de la volonté générale. Au moment de la remise en cause de la représentativité de nos institutions, les technologies civiques peuvent apporter des réponses dans la définition d'un nouvel imaginaire démocratique adapté à notre temps.

Identifié comme l'un des dix-sept objectifs de développement durable par l'ONU, la promotion de sociétés pacifiques, inclusives et démocratiques est essentielle pour un avenir meilleur et plus durable pour tous.

*"Pseudociencias y verdad científica en las nuevas tecnologías
"Ali Esquembre Kucukalic Círculo de Sarajevo (Bosnia y Herzegovina)*

En ciencia nunca sabemos la verdad, sino una aproximación a ella que vamos mejorando según nuevos experimentos dan nuevos resultados. Esta aproximación es lo que llamamos teoría, y la mejora la aceptamos según criterios estadísticos. Por este motivo, son habituales noticias relacionadas con algunos científicos desmintiendo a otros, o de descubrimientos que resultan ser probados falsos. En realidad, lo que ocurre son correcciones de trabajos anteriores que fueron considerados verdad.

No por esto, sin embargo, debemos decir que la ciencia es falsa, sino que mejora continuamente. Sabemos que los resultados son correctos porque predecimos resultados nuevos, es decir, con nuestro conocimiento

actual podemos averiguar nuevos fenómenos, y entonces podemos hacer uso práctico de la ciencia. Sin embargo, sí que es cierto que muchas veces nos equivocamos, y por eso dedicamos tanto tiempo a saber por qué nos hemos equivocado. Ocurre en cambio que hay gente que ama conocer la verdad sobre algún tema, confundiendo verdad y opinión, y jamás buscan el motivo de su error, sino que lo justifican precisamente con esa confusión, mediante la afirmación de que, por ser su opinión, esa es su verdad. Y precisamente, esto ocurre porque **los mínimos y controlados errores de la ciencia los toman como pretexto para desconfiar de ella.** Tal vez el ejemplo más claro esté en las llamadas terapias alternativas. Un conjunto de gente afirma que cierta terapia, por ejemplo, la homeopatía, el reiki o la cromoterapia le ha funcionado. Como conclusión, afirman, son terapias válidas, pese a no haber ninguna explicación referente a porque ha funcionado. De hecho, todo lo contrario. La mayoría de estudios serios realizados sobre estas terapias afirman que no hay relación directa entre terapia y cura, sino que es simple sugestión. Pero deciden acudir a ellos, ya que han oído que cierta terapia real ha matado a cierta persona, sin considerar a cuanta gente realmente ha curado.

Hay un problema muy serio en este hecho, debido a una falta de cultura científica y racional. Esa gente que afirma que dicha terapia le ha funcionado hace promoción de dicha terapia por medio de las redes sociales, de tal manera que mucha gente lee sobre beneficios falsos de terapias ineficaces, y los creen. **Como consecuencia, se da la posibilidad de abandonar terapias que realmente funcionan, por el atractivo social de las terapias alternativas.** El problema está claro: la rápida información junto al desconocimiento de cómo identificar información verdadera, puede afectar a la salud pública. Las terapias alternativas que acabo de mencionar son una pequeña parte del enorme arsenal de las pseudociencias, las cuales también impiden el buen desarrollo tecnológico de la sociedad. Por ejemplo, sucede que mucha gente desconfía de objetos de uso diario como teléfonos móviles u hornos microondas, bajo la creencia de que las ondas electromagnéticas de dichos aparatos producen cáncer. Nuevamente, sin evidencia directa. Lo afirman porque lo han leído en Internet, o escuchado a algún vecino. Esto produce una propaganda anti-tecnológica que llega a afectar a los presupuestos que da el estado a la ciencia, y por lo tanto, nuevamente la poca cultura científica perjudica a la sociedad, en este caso, a las facilidades tecnológicas que la ciencia aporta.

Hay que dejar claro, por lo tanto, en primer lugar, que es esa cultura científica que falta. **La explicación más clara y simple es la ya mencionada confusión entre opinión y verdad científica.** Una verdad en ciencia es aquella explicación que una grandísima mayoría de veces está en acuerdo con el fenómeno. Por ejemplo, los químicos de una vacuna neutralizan virus, tanto en laboratorio como en seres humanos, y la evidencia es que ha dejado de morir gente por enfermedades pasadas. Pese a ello, sí es cierto que algunas personas sufren efectos secundarios de las vacunas.

Si las noticias solo muestran eso, la gente poco educada en pensar, creería que las vacunas matan, pues no han oído eso de que por las vacunas ha muerto menos gente. Se da el riesgo de dejar de vacunar a niños, por lo que reaparecen enfermedades extinguidas, y la ignorancia perjudica a la sociedad.

Esta falta de pensamiento crítico afecta además a la estructura interna de la sociedad, en tanto que el creer noticias sin dudar de ellas acostumbra al usuario a creer también sentencias rápidas que suenen atractivas. **La democracia se convierte entonces en el negocio de convencer a gente para que apoye a un partido, en vez de educar a la gente para que proponga aquello que la sociedad necesita.**

Es por lo tanto importante que hablemos sobre la cantidad de gente que ignora la importancia de la ciencia, de cara a llegar a un acuerdo sobre cómo erradicar el analfabetismo científico que he percibido tan presente en la sociedad mediterránea. Propongo comenzar un debate para establecer cómo comenzar un estudio riguroso de cuanta gente desconfía en las ciencias, de cómo las redes sociales propagan información falsa y peligrosa, y cómo re-educar en aquello que nos ha hecho avanzar tanto como ciencia, es decir, en el pensamiento crítico.



3. SÉANCE DE CLÔTURE

« *De bonnes pratiques publiques et privées sont plus nécessaires aujourd'hui que jamais, pour notre région méditerranéenne comme pour la planète dans son ensemble.* »
Maria-Àngels Roque. Directrice du pôle Culture et Société Civile (IEMed)

Ces derniers jours ont été des jours de cohabitation, de connaissances, et de dialogue avec les jeunes actifs de la société civile euroméditerranéenne. C'est pour ça que je voudrais rappeler en matière de la mémoire de l'Institut de la Mediterrània de Barcelone, qui a plus de trente ans, que pendant le premier colloque international qui a eu lieu 'Les mouvements humains en Méditerranée Occidentale' où le philosophe Edgar Morin a aussi participé pendant la clôture dans la même date qu'aujourd'hui, le 9 Novembre, mais de l'année 1989, au Palau de la Generalitat, on a annoncé que le mur de Berlin était tombé.

Un autre moment de grande émotion et d'espoir a eu lieu en novembre 1995 avec le Forum civil Euromed, suivi de la première conférence ministérielle Euromed, qui devait devenir le processus de Barcelone. Je parle de cela parce qu'en 2020, nous célébrerons les 25 ans du processus de Barcelone ou du partenariat Euromed, et nous devons réfléchir à l'avenir de ce processus. L'un des aspects les plus novateurs de la Conférence méditerranéenne a été que, pour la première fois, **l'importance de la société civile a été reconnue** comme un instrument nécessaire au développement et à la démocratisation des pays du Sud. Cependant, **à cette époque, tout le monde ne croyait pas que la société civile existait au sud et à l'est de la Méditerranée**, avec des gouvernements qui n'étaient ni démocratiques ni laïques. Mais l'Europe a aussi traversé ces tranches à des moments pas si éloignés, comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce.

La Méditerranée est un laboratoire à long terme où les autres peuvent se reconnaître et donc se reconnaître eux-mêmes. Le grand défi pour les sociétés méditerranéennes, au-delà de

l'économie et de la politique, sera la construction de relations stables et durables fondées sur la confiance entre les peuples, entre les individus et la culture. C'est un défi car la confiance dépend en grande partie de notre façon de percevoir nos voisins et, dans l'espace méditerranéen, l'imaginaire collectif est trop souvent marqué par le conflit. Ce n'est qu'en jouant le rôle de médiateur pour la sauvegarde des expériences, positives ou négatives, qui renforcent les valeurs partagées, que nous pourrions découvrir des intérêts communs.

Ces jours-ci, dans une des agoras, j'ai écouté un jeune homme dire que **la démocratie est la gestion de la diversité et la restauration de la dignité des individus et des peuples**. Karama, la dignité, c'est celle que criaient les jeunes et pas seulement les jeunes, les femmes et les hommes sur les places lors des révoltes arabes qui se poursuit aujourd'hui dans différents pays les mouvements d'opposition et de protestation Hirak (mouvement en arabe) comme c'est le cas de l'Algérie. Sans doute le nombre d'associations et la mobilisation de la société civile dans ces pays se sont-ils multipliés de façon exponentielle malgré la résistance autoritaire des gouvernements qui se réinvente à l'échelle locale comme régionale.

Mais **ce serait une erreur de penser que seul l'autoritarisme est donné au sud et à l'est de la Méditerranée**, ces dernières années, de nombreux Etats membres de l'UE ont connu une augmentation spectaculaire des tendances autoritaires et intolérantes, d'autres sont passés dans une zone grise entre l'autoritarisme et la démocratie libérale. On parle de crise, mais étymologiquement, la crise est le contraire de l'acceptation d'un destin inévitable. Le temps de la crise est le temps de la décision, de l'intelligence et du courage. Les jeunes présents ici sont bien conscients de cet engagement.

Un journalisme éthique et culturellement diversifié, une éducation qui aide à comprendre la complexité des sociétés actuelles et **de bonnes pratiques publiques et privées sont plus nécessaires aujourd'hui que jamais, pour notre région méditerranéenne comme pour la planète dans son ensemble**. L'art et la communication sont des éléments clés qui peuvent créer de l'empathie pour que les citoyens apprécient les bonnes pratiques interculturelles au niveau local et universel.

Nous sommes confrontés à un changement de paradigme et comme le proclament les adolescents de la Juventut pour le climat, " Nous sommes dans un monde qui crie pour être transformé ", avoir un remède pour notre monde au changement climatique, promouvoir les valeurs qui sous-tendent les droits humains, donner de la visibilité aux femmes et à l'ensemble de la citoyenneté sont des facteurs qui peuvent contribuer à cette transformation.

« La jeunesse reflète des sociétés méditerranéennes doit poursuivre le combat engagé par la FACM il y a 10 ans ». *Vicent Garcés. Président de la FACM*

Merci beaucoup Maria Àngels, merci à l'IEMED, pour sa longue collaboration mais aussi pour nous avoir prêté l'ensemble de leur bâtiment afin d'organiser ces rencontres.

En guise de clôture des VIIIe rencontres de la FACM je voudrais vous dire **que bien qu'elles soient consacrées à la jeunesse méditerranéenne, ces journées ont questionné les états et les sociétés, la politique et l'économie, et les relations sociales et humaines dans tout le bassin méditerranéen.**

La jeunesse, au même titre que les droits des femmes, est une grande thématique qui englobe l'ensemble des enjeux des sociétés méditerranéennes. Si sur la question du droit des femmes on désigne le système patriarcal comme responsable, dans le cas des jeunes c'est le système économique qui génère les inégalités elles-mêmes à la source de nombreux maux (racisme exclusion, radicalisation).

La nouveauté de cette rencontre vient du fait qu'elle correspond à de nombreux anniversaires. On célèbre d'abord la chute du Mur de Berlin, événement qui a symbolisé la fin de la Guerre Froide, la fin du bipolarisme et qui devait annoncer au monde la fin de l'histoire.

Or il s'avère que **l'histoire est toujours en mouvement et ce constat ressort de toutes nos Agoras.** Le système économique néolibéral et mondialisé génère toujours des souffrances dans la Méditerranée, mais aussi dans le reste du monde. Les problèmes méditerranéens touchent l'humanité tout entière. Mais nous avons une Histoire commune et une identité qu'il faut préserver. Une identité basée sur sa diversité, sur le respect mutuel et sur la solidarité avec son voisin.

Liberté-égalité-fraternité cette devise n'est pas que la devise de la révolution française, ces mots appartiennent à l'histoire. Et comme l'a dit Ibrahim « il n'y aura pas de paix sans liberté ».

Pour préserver cette identité, il nous faut stopper la construction de la citadelle Europe. Si ce renfermement aboutit les inégalités, les exils, la guerre, seront alors inévitables, et nous connaissons le pire de l'être humain. **Notre unique voie est de faire pénétrer l'esprit méditerranéen au sein de l'UE, y promouvoir la tolérance, l'acceptation de l'autre, de sa diversité religieuse, linguistique et culturelle.**

Nous célébrons aussi les 10 ans de l'ACM. Si nous avons atteint la décennie c'est avant tout grâce à des centaines de milliers de citoyens qui partagent nos idéaux et nos objectifs. Cet ensemble de valeurs sont réunies dans notre charte constitutive que je vous invite à aller signer sur notre site. Parmi les efforts de ces centaines de milliers de citoyens, je voudrais citer ceux des membres du conseil consultatif qui s'engagent dans la promotion de ces idéaux dans tous les aspects de leur vie. Il me faut aussi **mentionner le formidable travail des cercles citoyens, ils forment un réseau vital pour le présent et l'avenir de ces idées.**

Je voudrais enfin mentionner la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme qui par son appui constant dans le domaine moral intellectuel et financier, a grandement contribué à la construction de ce réseau.

Le réseau étant construit il nous manque désormais à mettre en place nos capacités d'action. Nous avons un Programme! Et nous le réaliserons au fur et à mesure que nous aurons les capacités humaines et économiques nécessaires.

Je voudrais mentionner Edgar Morin. Le discours qu'il vous adresse, dans lequel il synthétise sa pensée en 10 minutes, englobe l'ensemble des actes de la FACM. Son message, qu'il nous passait en d'autres termes en 2011 à Tunis ce résume à **trois idées: réfléchissez, apprenez de la réalité et Résistez !**

C'est à vous de le faire. Nous les plus âgés ferons du mieux que nous pouvons mais c'est votre tâche. Résister cela signifie (résister) à la cooptation, à la servitude aux pouvoirs. La force est entre les mains des peuples et surtout de la jeunesse et pas dans celles du pouvoir.

Il n'y a que deux types de pouvoirs: celui qui émane de la souveraineté populaire et celui qui finira par tomber. C'est que nous vivons en Algérie, au Liban, ce qu'ont connu la Tunisie et l'Égypte et bien au-delà en Grèce en Espagne et en Italie. Les dictatures tombent quand les peuples et l'histoire le rendent possible et cela arrivera dans tous les pays de la méditerranée.

Sauf si s'impose la loi du plus fort, sauf si s'impose la force qui émerge dans l'UE. En Europe cela s'exprime de manière démocratique, dans les urnes. Après le triomphe de la loi du marché les forces l'extrême droite quelle que soit son nom engrangent progressivement des voix. Demain nous voterons en Espagne et pour la 1e fois depuis la mort du général Franco, les franquistes peuvent entrer en triomphe au parlement démocratique.

L'exemple de l'Amérique Latine nous démontre que les peuples et la citoyenneté finissent toujours par se soulever contre les dictatures et l'ordre néolibéral. Au Chili en Bolivie en Argentine, on remarque que les peuples s'expriment contre la prédation néolibérale. La citoyenneté en mouvement est donc un mouvement global, il se matérialise en Asie, en Amérique et dans la Méditerranée.

Nous la FACM, c'est-à-dire le conseil consultatif, les cercles citoyens, après 10 ans de combat nous allons le poursuivre. Ce que j'espère comme Morin c'est de voir une plus grande opposition capable de transformer le monde et améliorer les conditions de vie.

Si des doutes subsistent, nous sommes contre la guerre, nous sommes en faveur de la paix, pour la résolution pacifique des conflits, et non le contraire.



4. SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS DES AGORAS

Agora 1 : Culture et Education

Les thèmes travaillés dans l'agora 1 concernaient la culture et l'éducation soit, deux volets essentiels des enjeux se posant aux pays méditerranéens. Si chaque pays méditerranéen a un récit national différent de son voisin, si les situations étatiques sont aujourd'hui très diverses et qu'il n'est pas évident de considérer les pays méditerranéens comme un groupe d'Etats uniformes, un parallèle a néanmoins été fait entre les défis se posant aux différents pays de cette zone. C'est ainsi que plusieurs commentaires ont été formulés et qu'un constat général de la situation actuelle a été établi.

Concernant l'éducation tout d'abord, le manque de cohérence entre les programmes scolaires des différents pays et les attentes réelles des élèves a largement été débattu. Il a ainsi été regretté que **les étudiants ne soient que trop peu consultés** lors de l'élaboration de ces programmes.

En outre, il a été déploré que le succès des jeunes soit évalué de manière numérique, grâce au système de notation et que ce soit ces résultats qui orientent largement l'élève dans son choix professionnel. Dès lors, la véritable vocation est trop souvent oubliée. La carence, dans divers pays du pourtour méditerranéen, de conseillers en orientation, dont la fonction est pourtant essentielle afin d'aider les étudiants à s'orienter a également été lamentée.

Autre thème important, la montée des extrémismes dans les pays des trois rives (est, nord et sud) a été débattue. **L'éducation qui représente en principe une barrière à l'endoctrinement islamiste, n'est malheureusement plus un gage de protection.** En effet, des jeunes parfaitement insérés scolairement et professionnellement ont pourtant été séduits par l'idéologie islamiste, allant parfois jusqu'à adhérer aux thèses djihadistes.

Lors des débats, l'inégalité de l'accès à l'éducation a également été analysée. Tout d'abord, le processus de privatisation accélérée des écoles dans certains pays méditerranéens et l'écart du niveau d'éducation entre les établissements publics et privés a été décrié. Même si l'enseignement dans les écoles publiques reste qualitatif dans bon nombre de pays, ceci n'est pas vrai partout, et, dans tous les cas, l'enseignement privé reste souvent un gage de meilleure éducation. Dès lors, **comment ne pas constater une reproduction sociale d'autant plus évidente, lorsque le taux d'inégalité du pays en question est criant.**

Puis, autre forme de discrimination, celle de l'accès à l'éducation entre les hommes et les femmes a également été sujet à débat. Si, là encore, il existe des différences entre les différents pays méditerranéens, **le constat de cette inégalité entre les genres dans l'ensemble des pays a néanmoins été fait.**

Le fléau du harcèlement scolaire a également été évoqué et il fut déploré que les enfants sont généralement les auteurs et les victimes.

Par ailleurs, et pour finir ce constat un peu pessimiste sur une note positive, les participants à cette agora ont constaté combien l'art peut-être à la fois un vecteur d'intégration, d'éducation et de partage. **L'art ne connaissant pas de frontière, il peut ainsi permettre une meilleure communication entre les diverses sociétés habitant les terres méditerranéennes.**

Une fois que les enjeux furent établis, plusieurs propositions ont été présentées par les membres de l'agora 1.

Tout d'abord, le projet de création d'une radio et d'une plateforme internet commune à tous les pays méditerranéens a été présenté. Ceci permettrait notamment à la **jeunesse méditerranéenne d'être reliée** mais également de pouvoir **s'informer de manière alternative** sur la situation propre à chaque pays.

Ensuite, l'ajout de trois rubriques sur le site FACM a été demandé. La première servirait à faire un **inventaire des activités** passées, celles en cours et celles à venir. La seconde servirait à **répertorier tous les bailleurs de fonds existants** et susceptibles de répondre à un appel à projets ainsi que tous les fonds actuellement disponibles. Enfin, la troisième rubrique servirait à créer **un espace de crowdfunding et d'appel à projets.**

Puis, l'idée de créer un **programme d'échange via une application internet** a également été soumise. Ce programme pourrait être relayé par les différents cercles existants et permettrait de relier des étudiants de divers pays sur des sujets variés, touchant généralement à l'éducation informelle. Ce projet a déjà vu le jour entre le cercle de Marseille et des écoles de Tunis.

Par ailleurs, l'élaboration d'une brochure et d'une page web regroupant les différents **droits nationaux et transnationaux des femmes des pays méditerranéens** a également été soumise. Celles-ci permettraient ainsi de faciliter l'orientation des victimes de violence conjugale notamment, vers des centres spécialisés.

Par ailleurs, **une brochure similaire a déjà vu le jour sur le site de l'IMed et de l'UPM et il serait donc ingénieux de s'en inspirer.**

La création d'une caravane de contes a également été soumise. Cette caravane sillonnerait les pays acceptant de l'héberger, et tout en racontant des histoires aux plus jeunes, **elle pourrait conter l'Histoire commune aux pays des rives méditerranéennes.** Enfin, un projet de création d'un comité de la jeunesse composé par des "ambassadeurs méditerranéens" devrait voir le jour. Cette institution permettrait ainsi de consolider les liens entre la société civile méditerranéenne et ses citoyens. De plus, grâce à une application internet, les jeunes pourraient ainsi participer à des débats, se poser des questions, donner leur point de vue... Car rappelons les mots de J. Monnet, si rien ne se crée sans les Hommes, rien ne dure sans les institutions.

Ces journées du 8 et 9 novembre 2019 ont donc été fructueuses et les membres de l'agora 1 ont été force de propositions.

Diagnosics

- Manque de méthodes d'enseignement adéquates qui correspondent à la vocation réelle des enfants. Privatisation des écoles, avec une grande inégalité entre les écoles publiques et privées.
- Mode de pensée des parents centrée sur les bonnes notes, étant donné sont considérées comme gage de succès professionnel futur mais pas forcément d'épanouissement personnel.
- Beaucoup de clichés subsistent entre les différentes rives méditerranéennes, rompre ces stéréotypes.
- Education conservatrice, néolibérale, l'éducation est basée sur la monoculture et la méritocratie.
- Education patriarcale avec des différences flagrantes entre les hommes et les femmes.
- Harcèlement à l'intérieur et à l'extérieur des salles avec le cyberbulling notamment. Il y a un manque de connaissance par les professeurs et le corps enseignant.
- Montée des extrémistes de tous bords et ce, notamment chez les jeunes malgré l'intégration sociale de certain en apparence « réussie »
- Violence faite aux femmes, racisme...
- Bureaucratie trop compliquée et processus trop long pour dénoncer les violences

Propositions

- Création d'une plateforme et/ou d'une radio pour tout le pourtour Méditerranéen pour s'informer de manière libre et alternative. Les jeunes méditerranéens pourraient dialoguer et partager des informations, des avis constructifs sur les problématiques actuelles, politiques ou quotidiennes.
- Ajouter trois rubriques sur le site FACM. La première servirait à faire un inventaire des activités passées, en cours et à venir. La seconde servirait à répertorier tous les bailleurs de fonds et les fonds disponibles pour financer des projets de différents domaines. La troisième serait une rubrique avec du crowdfunding.
- Développer un programme d'échange via une application internet entre les écoles de différents pays afin de renforcer le dialogue autour de thèmes d'éducation informelle. C'est déjà mis en place entre le cercle de Marseille et le cercle de Tunis.
- Créer une caravane de contes avec plusieurs pays de différentes rives avec des thématiques ciblées telles que la violence...etc. en demandant aux enfants de participer en écrivant eux aussi des histoires.
- Mise en place d'une brochure online qui regroupe les droits des différents États et les programmes existants d'assistance aux victimes de violences.
- Mise en place d'atelier pour la formation des enseignants à travers tous les pays méditerranéens.

Agora 2 : Economie, Mobilité et Changement climatique

Diagnostiques

Les interventions de l'Agora 2 étaient très intéressantes, multi-sectorielles, revenant sur le « comment faire », partageant des expertises spécifiques mais aussi couvrant différentes réalités nationales, en lien avec les cercles de la FACM.

Sur l'économie, nous avons abordé l'économie classique, de nouvelles formes d'économie (équitable, durable), favorisant l'inclusion des jeunes. La question de la croissance et du développement a aussi été traitée, afin de différencier l'approche strictement quantitative et la vision qualitative que constitue le développement. Ainsi, la structuration de l'économie a été abordée ainsi que le positionnement de la jeunesse, en ce sens.

Sur la mobilité, il a été question des personnes en situations d'exil mais aussi des diasporas. Il a été mentionné qu'il fallait traiter ces questions de façon globale et non plus uniquement humanitaire. Il a aussi été question de la migration climatique, un phénomène de plus en plus présent, qui va s'accroître. La question du délit de solidarité a aussi été abordée. Tous les participants étaient d'accord qu'il fallait faire de cette question, la mobilité, une priorité.

Sur le changement climatique, plusieurs ont considéré que c'était la question la plus importante car elle constitue une urgence. Il faut donc absolument s'interroger sur les modèles socio-économiques. Un changement complet a ainsi été conçu comme nécessaire car nos modes de vie doivent radicalement évoluer.

Propositions et Recommandations:

Sur la base de ce diagnostic, des recommandations générales ont été formulées, par les participantes et les participants de l'Agora 2, incluant aussi quelques propositions, plus concrètes, pouvant être reprises, diffusées et/ou mises en œuvre par nous tous, citoyennes et citoyens, les cercles et/ou la FACM.

Propositions générales

- Il faut humaniser tous les systèmes, qu'ils soient économiques, politiques, migratoires ou environnementaux, respectant toutes les générations et répondant aux aspirations des jeunes.
- Il est nécessaire d'avoir des recommandations tangibles, en matière d'économie, de mobilité et d'environnement, afin que des changements concrets se produisent, pour les jeunes et pour toutes et tous, en prenant aussi et tout spécifiquement en considération les femmes.

- Il faut favoriser la participation des jeunes, notamment dans les mouvements de la société civile, afin que leur voix soit entendue. La FACM est un instrument clé de ce processus. C'est notamment dans ce cadre que les bonnes pratiques au niveau local, national et régional peuvent être diffusées par les cercles de la FACM (Maroc, Liban, Turquie, etc.), notamment via les assises et d'autres moyens, en particulier les médias sociaux.

- Il faut considérer que les inégalités et la corruption affectant les pays de notre région, sont l'origine de nombreux mouvements sociaux et doivent donc être dénoncées et combattues. Les citoyens doivent démontrer dans ce cadre leur solidarité, notamment via cette rencontre de la FACM et au-delà.

- Bien que ces propositions soient régionales, il est essentiel que, dans leur application et dans leur compréhension, elles soient contextualisées et que le niveau local se les réapproprie.

Economie

- Nous revendiquons une économie équitable et durable, inclusive de toutes les populations, et particulièrement les jeunes, dans une optique de pérennité.

- Nous demandons de nouveaux systèmes, justes, afin de réduire les inégalités mais aussi de lutter contre le changement climatique, au-delà des comportements individuels et citoyens qui peuvent aussi, sur le plan local, apporter des changements. Il est donc nécessaire de promouvoir des actions de sensibilisation, par les jeunes, avec les responsables politiques mais aussi les autres citoyens et citoyennes.

- Nous devons repenser les relations commerciales, ainsi que les marchés du travail, entre les pays de la Méditerranée, afin de les rendre plus équitables, adoptant aussi une approche Sud-Sud, qui permettrait de réduire les empreintes carbone / environnementales.

Changement climatique

- Nous revendiquons que les citoyens et citoyennes de notre région puissent vivre sans OGM.

- Nous souhaitons faire la promotion du compost et du recyclage, parmi de nombreuses initiatives locales ayant un impact concret afin de lutter contre la pollution, notamment celle générée par les industries textiles.

- Nous demandons qu'aucun nouveau puits fossile ne soit mis en place en Méditerranée.

- Nous demandons de mettre en place un programme en lien avec la pollinisation.

- Nous devons promouvoir et adopter l'économie sociale et solidaire et notamment le commerce équitable, notamment en ayant une Charte méditerranéenne inter-gouvernementale, dans ce cadre.
- Nous devons sensibiliser les personnes au changement climatique.
- Il faut changer les modèles de consommation et notamment la consommation énergétique. Il faut dans ce cadre favoriser la transition énergétique.
- Nous proposons que le programme « Intereg MED » comprenne une ligne spécifique sur la sensibilisation, notamment en lien avec le changement climatique.

Mobilité

- L'inclusion sociale, notamment via l'éducation, doit être favorisée, pour tous et toutes et notamment les personnes en situations d'exil. Le multiculturalisme et la lutte contre les stéréotypes passent ainsi par les écoles. L'intégration des personnes en situation d'exil est essentielle.
- Pour ce qui est de la mobilité et en termes d'accueil, nous devons souligner l'accueil facilité par les mouvements de la société civile, tant dans les pays du Nord que ceux du Sud, alors que les politiques et les institutionnels ne sont souvent pas à la hauteur de ces engagements.
- Il faut par ailleurs arrêter d'opposer les vulnérabilités des populations hôtes et de celles en situations d'exil, tous et toutes ont les mêmes droits et leur marginalisation ne saurait être acceptée.
- La construction de murs et de forteresses, la sous-traitance des frontières, sont inacceptables. Elles doivent être dénoncées et stoppées, dans tous les pays de la région.
- Nous demandons une approche humaine, qui respecte les origines et les traditions des personnes en exil, faisant de la mobilité un droit mais aussi un devoir d'accueil.
- Les politiques de visa, pour les jeunes, devraient être facilitées afin qu'ils aient accès à la mobilité, et ce, sans aucun frais.
- L'approche par quotas ne saurait guider la mobilité, elle ne doit pas être adoptée (i.e. situation en France, notamment).
- Il est essentiel que la criminalisation de la solidarité, celle via laquelle des citoyens viennent en aide aux personnes en situations d'exil, soit arrêtée.
- Il faut considérer, lorsque cela est possible, la mise en place de couloirs humanitaires, avec les personnes cherchant un refuge puissent être protégées.

Commentaires partagés en plénière

- Initier une collaboration entre les cercles sur la question du changement climatique, permettant aussi d'avoir un narratif positif, sur les questions environnementales et dédier une journée à ces événements (sur le modèle de l'action de nettoyage des plages, par le cercle de Marseille).
- Prendre en considération les initiatives collectives mises en place par la FACM (reprises de façon plus exhaustive sur le site internet de la FACM) incluant le séminaire sur le patrimoine organisé par le cercle de Naples, le Mouvement Euro-Med de solidarité avec les personnes en situations d'exil mis en place par Amel, le cercle de Beyrouth, avec la collaboration de la FACM.
- Identifier des événements régionaux où la FACM et ses cercles peuvent intervenir, et notamment le Festival Sabir, sur les migrations, en Italie, organisé par ARCI.

Agora 3 : Responsabilisation et Citoyenneté

Diagnostiques locaux

Manque d'engagement politique des jeunes :

- Il n'y a pas assez de jeunes dans les parlements ;
- Une perte de foi en la politique et sentiment d'impuissance pour faire changer les choses ;
- La difficulté d'évaluer le suivi et l'impact des très nombreux projets dédiés aux jeunes ;
- Le temps libre et médias sociaux utilisés par les jeunes prioritairement pour les loisirs.

Inégalités :

- Le chômage des jeunes les empêche de s'émanciper ;
- Le contexte n'offre pas toujours aux jeunes de développer leurs capacités ;
- Des difficultés exacerbées pour les jeunes issus des minorités victimes de stigmatisation ;
- Le Droit des minorités et des femmes n'est pas toujours respecté ;
- Le Système éducatif est inadapté et inégalitaire.

Résistances au changement :

- Insuffisance de politiques intégrant les difficultés des jeunes à devenir citoyen ;
- Insuffisance dans les mécanismes de transmission Trans générationnels ;
- Les sociétés sont encore trop patriarcales ;
- Difficulté pour les femmes de concilier vie professionnelle et familiale ;
- Conséquences des conflits en cours sur les capacités de mobilisation des jeunes.

Accès à et diffusion de l'information :

- Restriction de la liberté d'expression et manipulation de l'information ;
- Illettrisme et désinformation d'une part importante de l'électorat.

Diagnostiques régionaux

Engagement politique des jeunes :

- La difficulté d'identifier les attentes des jeunes.
- L'impatience face aux changements et à l'engagement dans un monde de l'instantanéité et de rapidité ;
- Les désillusions face au système politique traversent les générations ;
- Un manque d'intégration des migrants et des minorités ;
- Une insuffisance de la communication entre les jeunes de différentes origines et éducation ;
- Les manifestations et la pression de la rue et l'action peuvent permettre de modifier des lois ;

- Les jeunes s'engagent plus pour des causes et des mouvements que dans les structures politiques et institutionnelles (partis et syndicats) ;

- Les jeunes doivent trouver un intérêt identifié à s'engager ;

- La grande disponibilité des jeunes à la mobilité ;

Inégalités :

- Des disparités des situations dans les pays renforcent les causes de tensions et de conflits ;
- Des discriminations et violences vis-à-vis des femmes qui les freinent dans leur participation ;
- La violence conduit à une perte de confiance en soi ;
- L'inégalité des jeunes dans l'accès au débat politique.

Résistances au changement :

- Une absence de culture de la transmission du pouvoir ;
- Un poids des traditions dans l'émancipation des jeunes, surtout des femmes ;
- Un poids de la culture et des traditions comme frein à l'application des lois ;
- Des Difficultés pour les jeunes à répondre aux appels à projets des autorités publiques.

Accès à et diffusion de l'information:

- L'absence d'indépendance de la majorité des médias ;
- Le citoyen jeune est submergé d'informations et d'infos via les médias et les réseaux sociaux ;
- L'autonomie citoyenne n'est pas possible sans développer son esprit critique.

Propositions et recommandations

Au niveau local

Repenser les espaces permettant aux jeunes de participer à la vie publique:

- Pour favoriser le désir d'engagement des jeunes et leur donner des outils d'action politique, **engager les démarches nécessaires à la création d'une instance de la jeunesse méditerranéenne.**
- Pour favoriser la construction de l'esprit critique, **utiliser des outils numériques citoyens (podcasts, vidéos...) et créer une plateforme de dialogue et d'échange en ligne.**
- Pour lutter contre les inégalités, **promouvoir la discrimination positive en intégrant les jeunes au niveau des instances politiques locales**

Au niveau régional

Favoriser la coordination et la valorisation des initiatives citoyennes:

- Pour renforcer les mécanismes de citoyenneté, **organiser des échanges réguliers de partage de pratiques dans différents champs (social, économie, journalisme, environnement...) en travaillant sur la formation au savoir être et au pouvoir d'agir;**
- **Mise en place d'une journée d'action coordonnée annuelle destinée aux jeunes en Méditerranée;**
- **Valoriser la création artistique** des jeunes à l'échelle Méditerranéenne;
- Soutenir les **initiatives de Médias méditerranéens indépendants.**

Agora 4 Nouvelles technologies et Démocratie

Questionnement et problématique de l'Agora :

Comment les nouvelles technologies, les médias et les réseaux sociaux interviennent-ils sur les jeunes et le changement social ? Ressources de démocratisation, de participation et d'entrepreneuriat des jeunes ? Qui les contrôle ?

Comment réduire la censure de l'environnement numérique ? Comment construire un internet plus libre, plus équitable et plus solidaire entre les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée à partir des plus jeunes ?

En plus des questionnements mentionnés dans la problématique de l'Agora 4, les participants ont avancé des postulats de départ :

- Des peuples exclus de leur propre destin parce qu'exclus du savoir technologique !
- Comment développer et préserver la démocratie à l'ère numérique ?
- La démocratie c'est d'avoir le pouvoir de choisir !
- Quels sont les problèmes de démocraties que nous souhaiterions résoudre ?

Diagnostic

Les nouvelles technologies sont, en effet, en train de transformer radicalement nos sociétés et nos économies à une vitesse vertigineuse. Elles peuvent faciliter des interactions plus dynamiques entre les Etats et les citoyens. Beaucoup de révoltes sont nées à partir et à travers les réseaux sociaux avec les risques avérés de la manipulation de l'opinion publique menaçant ainsi la démocratie.

Les participants de cette agora ont émis un certain nombre de remarques liées aux diagnostics qui se traduit par :

Les TIC ont aboli les frontières.

- Le manque d'informations utiles et prolifération des fausses informations ainsi que les violences constatées sur la toile internet, menacent la démocratie et la société.
- Les TIC guettent le citoyen et la démocratie.
- L'inconscience des citoyens quant à l'usage des TIC qui se manifeste par des discours de haine à travers les réseaux sociaux.
- Les réseaux sociaux sont des vecteurs des mouvements des citoyens à la quête de la liberté et du changement de gouvernance (Expérience libanaise, algérienne, ...)

- La puissance des outils et des plateformes technologiques a engendré la suprématie de certains groupes qui ont un pouvoir démesuré.

- Le mauvais usage des TIC peut être néfaste à la démocratie.

- Les difficultés rencontrées à la protection de l'utilisateur des TIC.

- La diversité des outils au service de la démocratie (Civic-tech, change.org, make.org,) (France).

Propositions

Plus de démocratie participative passe nécessairement par l'éducation et le bon usage des TIC. La formation des citoyens à l'esprit critique permet la promotion de la démocratie qui se traduit par :

- La promotion de la communication responsable et non violente.
- La formation des journalistes et des citoyens aux médias et à l'usage des TIC (Expérience du Liban)
- La diversification des outils et des plateformes technologiques afin de ne plus être prisonnier des opérateurs.
- Le traitement et l'analyse critique de l'information sont essentiels dans un monde caractérisé par la massification de l'information (Approche scientifique, rationnelle et l'esprit critique des sujets traités/ dialectique mensonge et vérité)
- Le citoyen doit se protéger par un bon usage des TIC qui passe par l'éducation dès l'enfance à l'école.
- L'accès à la démocratie grâce aux TIC est une vraie opportunité aux citoyennes et citoyens de la méditerranée.
- Les TIC permettent aux citoyens d'alerter l'opinion publique et les pouvoirs publics à l'urgence de certains sujets majeurs pour la société (sondages d'opinions).
- La promotion des compétences dans le domaine des TIC dans le bassin de la méditerranée
- L'accès ouvert aux outils technologiques à l'ensemble des citoyens de la méditerranée.

Initiative

L'initiative de créer une plateforme collaborative formative et informationnelle ouverte et à distance accès sur le développement humain qui regroupe les préoccupations des quatre Agoras : Education, Culture, Citoyenneté, Démocratie et développement en intégrant un module pilote de formation de sensibilisation sur le bon usage des TIC.

Les participants s'engagent à élaborer un cahier des charges sur la base des conclusions de la VIII rencontres de la Fondation ACM relative aux assises des jeunes de la méditerranée.

En revanche les participants demandent à la fondation de mettre à leur disposition un forum espace de discussion en ligne pour poursuivre les débats ainsi que l'élaboration de l'architecture de la plateforme qui sera soumise à l'ensemble des participants de la VIII rencontre. Les TIC est une opportunité pour la promotion et le développement de la démocratie responsable.

VIIIème RENCONTRE DE LA FONDATION ACM

JOVES DE LA MEDITERRÀNIA
LES ASSISES DES JEUNES DE LA MÉDITERRANÉE
JÓVENES DEL MEDITERRÀNEU
YOUTH IN THE MEDITERRANEAN

Barcelona, 7/10/ Novembre 2017

AMB EL SUPORT DE:



IEMed.



Institut d'Enginyeria de Catalunya

COL·LABOREN:

CIDOB

MedCites
MedCites

Embassy Amsterdam
Embassy Amsterdam

EUROPEAN UNION
European Union

ARLEM

ARLEM



CEA(R)
CENTRO DE ESTUDIOS
Y ANÁLISIS
DE POLÍTICAS
PÚBLICAS



5. DÉCLARATIONS

Manifeste des jeunes participants de la VIII^{ème} rencontre de la FACM

Nous, jeunes citoyennes et citoyens de la Méditerranée, participants de la VIII^{ème} Rencontre de la Fondation Assemblée Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée, déclarons que nous sommes responsables de construire notre avenir, avec les autres générations, qui nous inspireront et nous soutiendront. Il s'agit de notre devoir mais aussi de notre droit. Il y a urgence : nous voulons et devons faire la politique autrement pour construire des sociétés plus justes!

Notre manque de confiance est grandissant et les fossés s'élargissent, entre les riches et les pauvres, entre les dirigeants et les citoyens. Notre futur doit être construit de façon inclusive et reposer sur un socle de valeurs universelles incluant la solidarité et la dignité, pour toutes et tous, avec une préoccupation particulière pour les femmes et l'environnement.

Dans ce cadre, les jeunes, qui sont interconnectés entre eux, notamment via les réseaux sociaux et les diasporas, qui ont l'esprit d'initiative, veulent trouver et créer des opportunités de développement, en privilégiant de nouvelles approches tels que le commerce équitable et l'économie sociale et solidaire.

Les systèmes en place doivent aussi être revus et basés sur la justice sociale, avec des mesures d'équité, particulièrement en termes de formation et emploi. Nous souhaitons que notre mobilité, tant sur le plan interne que régional, devienne un droit, une réalité pour toutes et toutes. Nous ne voulons plus de murs et de forteresses, nous voulons que toutes et tous, personnes en situations d'exil et les populations locales contribuent ensemble au développement de notre région.

Quand les jeunes s'engagent dans notre région et à travers le monde, au sein de mouvements sociaux et de révolutions, qu'ils s'insurgent légitimement et notamment contre les inégalités nous appelons les citoyennes et les citoyens de la Méditerranée à nous apporter leur solidarité. C'est en effet la somme de nos mobilisations locales qui amènera un changement politique, économique et environnemental global.

Enfin, nous appelons les citoyennes et les citoyens de notre région, berceau de plusieurs civilisations, à nous rejoindre. Nous voulons rendre possible une autre Méditerranée, digne, humaine et solidaire.

Nous encourageons la FACM à poursuivre son engagement pour une citoyenneté méditerranéenne à travers un réseau de dialogues, de propositions et d'actions et qui accompagne les moteurs de changement représentés par les jeunes de la Méditerranée.

Barcelone, le 9 novembre 2019.

Manifiesto de los jóvenes del VIII Encuentro de la FACM

Nosotros y nosotras, jóvenes ciudadanos y ciudadanas de la región mediterránea, participantes en el VIII Encuentro de la Fundación ACM, declaramos que somos responsables de construir nuestro futuro, junto con las demás generaciones, que nos inspiren y apoyen. Es nuestro deber pero también nuestro derecho. Hay una emergencia: queremos y tenemos que encontrar otra manera de hacer políticas para construir sociedades más justas.

Nuestra falta de confianza está creciendo al igual que la brecha, entre ricos y pobres, entre líderes y ciudadanía. Nuestro futuro debe construirse de manera inclusiva y basarse en valores universales, incluida la solidaridad, la dignidad, para todas y todos, con un enfoque específico respecto de las mujeres y el medio ambiente.

Dentro de este marco, los y las jóvenes que están interconectados, especialmente a través de las redes sociales, manteniendo sus vínculos con la diáspora, están tomando iniciativas, quieren tener, encontrar y crear oportunidades de desarrollo, fomentando nuevos enfoques como el comercio justo y la economía social.

Los sistemas actuales deben revisarse y centrarse en la justicia social, con medidas de equidad, especialmente en lo que respecta a la educación y el empleo. Queremos que nuestra movilidad, interna y regionalmente, se convierta en un derecho y una realidad universal. No queremos muros y fortalezas, queremos solidaridad entre todos y todas, personas en situaciones de exilio y poblaciones locales que contribuyan al desarrollo sostenible de nuestra región.

Mientras los y las jóvenes se involucran en movimientos sociales y revoluciones, mientras protestan legítimamente contra las desigualdades, en nuestra región y en todo el mundo, hacemos un llamado a toda la ciudadanía mediterránea para que nos apoye con solidaridad y comprensión. Es la suma de nuestras movilizaciones locales la que traerá los cambios necesarios, a nivel político, económico y ambiental en nuestra región, pero también a nivel global.

Finalmente, instamos a los ciudadanos y a las ciudadanas mediterráneos, provenientes de una región donde nacieron múltiples civilizaciones, a que se unan a nuestras reclamaciones. Queremos hacer posible otra región mediterránea basada en la dignidad, la humanidad y la solidaridad.

Alentamos a la Fundación ACM a continuar su compromiso con la ciudadanía mediterránea a través de una red de diálogo, propuesta y acción que acompañe a los impulsores del cambio representados por los y las jóvenes del Mediterráneo.

Barcelona, 9 de noviembre de 2019.

Déclaration du Conseil consultatif de la Fondation ACM

Le Conseil consultatif de la fondation ACM constate que :

- Le conflit israélo-palestinien perdure, entretenant ses effets de déstabilisation dans la région ;
- Les actions terroristes continuent faisant toujours plus de victimes ; Les flux migratoires, liés à des motifs économiques, climatiques et au besoin d'échapper aux conflits en cours s'accroissent ;
- Le réchauffement climatique progresse en Méditerranée, environ 20% plus rapidement que la moyenne mondiale, mettant en danger les écosystèmes marins et terrestres, les ressources alimentaires et en eau, le développement économique durable, la santé et la sécurité humaine sans que des mesures suffisantes pour endiguer cette tendance ne soient prises ;

La situation politique et sociale se dégrade et produit des soulèvements populaires, appuyés surtout par les jeunes, résultant des difficultés de la vie quotidienne, de l'absence de liberté et de justice sociale, qui conduisent à remettre en question les systèmes politiques. Le Conseil relève également le retour d'un autoritarisme de plus en plus éloigné des valeurs démocratiques et exprime sa grande préoccupation face à ces dégradations.

Le Liban se révolte contre un système injuste et une classe politique corrompue. L'Algérie ne parvient pas à satisfaire les revendications populaires qui depuis plusieurs mois s'expriment. La Tunisie a élu démocratiquement un nouveau président de la république porté par la jeunesse, la lutte contre la corruption et le besoin d'emplois. Pour autant, les inconnues liées à l'ampleur du défi font redouter des déceptions inquiétantes pour l'avenir.

La France, l'Italie et l'Espagne connaissent également des mouvements de contestations des systèmes politique et économique établis.

Les espoirs issus des révoltes de 2011 en Libye et en Syrie se sont transformés en guerres ; en Egypte la dictature est de retour. La situation actuelle en Turquie et en Syrie et les derniers mouvements militaires qui se sont produits dans la zone ainsi que les énormes flux de réfugiés inquiètent le Conseil consultatif. Ce dernier condamne les conflits armés qui se déroulent dans la région méditerranéenne. De plus, des conflits périphériques à cette région ont des retombées néfastes pour la paix et la stabilité de cette zone. Ce sont principalement l'Irak et ses affrontements intérieurs, l'antagonisme Iran-Arabie saoudite et enfin le Sahel, source de trafics en tous genres et de terrorisme.

Face à cette situation toujours un peu plus dégradée le Conseil consultatif manifeste avec force sa préoccupation d'autant plus que les diverses démarches institutionnelles lancées dans la zone méditerranéenne : le Processus de Barcelone, la Politique Européenne de Voisinage et l'Union pour la Méditerranée semblent stagner.

Le Conseil consultatif invite les cercles citoyens à poursuivre leurs activités aux fins d'améliorer les conditions de paix, de justice sociale et de dignité des peuples. De plus, le Conseil s'adresse aux décideurs dotés d'un mandat de représentation pour qu'ils apportent des réponses réelles à tous ces questionnements.

Le Conseil consultatif est convaincu que la jeunesse méditerranéenne agit pour trouver des solutions pacifiques et démocratiques aux problèmes qui affectent la région. Il s'adresse à la FACM pour qu'elle développe ses axes de réflexion et ses actions pour contribuer à l'émergence d'une véritable conscience citoyenne méditerranéenne.

Barcelone, le 9 novembre 2019

Declaración del Consejo Consultivo de la FACM

El Consejo Consultivo de la Fundación ACM hace constar que:

- El conflicto israelí-palestino persiste, perpetuando así sus efectos desestabilizadores en la región;
- Los actos terroristas continúan causando cada vez más víctimas;
- Los flujos migratorios, provocados por motivos económicos, climáticos y por la necesidad de escapar de los conflictos actuales están aumentando;
- El calentamiento global avanza en el Mediterráneo un 20% más rápido que el promedio mundial, poniendo en peligro los ecosistemas marinos y terrestres, los recursos alimentarios y de agua, el desarrollo económico sostenible, la salud y la seguridad humana sin que se hayan dado suficientes medidas para paliar esta tendencia

La situación política y social se deteriora y produce levantamientos populares, apoyados sobre todo por jóvenes, en respuesta a las condiciones de vida, de libertad y de justicia social, que conducen a replantearse los sistemas políticos. El Consejo Consultivo señala también el retorno de un autoritarismo cada vez más alejado de los valores democráticos y expresa su preocupación ante dichas degradaciones.

El Líbano se rebela contra un sistema injusto y contra una clase política corrupta. Argelia no consigue satisfacer las reivindicaciones populares que se están expresando desde hace varios meses. Túnez eligió democráticamente a un nuevo presidente con el voto de la juventud, la lucha contra la corrupción y la necesidad de empleo. Sin embargo, las incertidumbres relacionadas con la magnitud del desafío hacen temer decepciones inquietantes para el futuro del país. Francia, Italia y España experimentan también movimientos de impugnación de los sistemas políticos y económicos establecidos.

Las esperanzas surgidas de las revueltas de 2011 en Libia y Siria se convirtieron en guerras; en Egipto la dictadura ha vuelto. La situación actual en Turquía y Siria, y los últimos movimientos militares que se han producido en la zona, así como las enormes oleadas de refugiados preocupan al Consejo Consultivo. Este último, condena los conflictos armados que se desarrollan en la región mediterránea. Además, los conflictos periféricos en esta región tienen consecuencias negativas para la paz y la estabilidad de la zona. Son principalmente Irak y sus enfrentamientos internos, el antagonismo Irán-Arabia Saudí y, finalmente, el Sahel, fuente de todo tipo de tráfico y terrorismo.

Ante esta situación cada vez más degradada, el Consejo Consultivo manifiesta con fuerza su preocupación por los distintos enfoques en la zona del Mediterráneo que parecen

estar estancados: el proceso de Barcelona, la Política Europea de Vecindad y la Unión por el Mediterráneo.

El Consejo Consultivo invita a los círculos ciudadanos a proseguir sus actividades con el fin de mejorar las condiciones de paz, justicia social y dignidad de los pueblos. Además, el Consejo se dirige a los responsables políticos con un mandato de representación para que den respuestas reales a todas estas preguntas.

El Consejo Consultivo está convencido de que la juventud mediterránea actúa para encontrar soluciones pacíficas y democráticas a los problemas que afectan a la región. Por ello se dirige a la FACM para que desarrolle sus ejes de reflexión y sus acciones para contribuir a la emergencia de una verdadera conciencia de ciudadanía mediterránea.

Barcelona, 9 de noviembre de 2019

Message d'Edgar Morin aux jeunes de la Méditerranée

La Méditerranée c'est quelque chose de très complexe, et aujourd'hui où il y a des menaces terribles sur l'humanité en tout entière, sur les pays Méditerranéens ; n'oublions pas qu'il y a l'arme nucléaire qui peut nous menacer aussi, n'oublions pas qu'aujourd'hui la dégradation écologique est quelque chose qui menace la Méditerranée elle-même, qui comme les autres océans risque de devenir un désert de vie à cause de la pollution et la surpêche. Donc notre Méditerranée est menacée ; et donc la re-mythologisation ça veut dire quoi? Ça veut dire considérer que cette mer commune à des gens qui ont des langues différentes, qui ont des mœurs différentes, qui ont des religions différentes ; mais qui rappelons-le, ont toutes la même source et quand elles sont laïques elles ont aussi une laïcité qui a la même source qui est Méditerranéenne. N'oublions pas que nous avons quelque chose de commun et que nous devons considérer la Méditerranée comme quelque chose de maternel.

LES CONFLITS ACTUELS DANS LA MÉDITERRANÉE

D'abord par les conflits au Moyen Orient. Il y a le problème israélo-palestinien qui n'est pas résolu et qui est comme un cancer qui ronge pas seulement la Méditerranée, mais une grande partie de la planète. L'intervention américaine en Irak qui a emmené plus de catastrophes que de solutions. La guerre de Syrie qui est non seulement une guerre civile mais une guerre où sont intervenus les puissances comme l'Amérique, comme la Russie ; c'est-à-dire une guerre internationale. Donc la Méditerranée est toujours sur la menace de ce conflit et vous avez une aggravation des relations entre le monde islamique et le monde européen qui vient au fait que dans le monde islamique, après l'échec de la démocratie, après l'échec du socialisme arabe, après la colonisation économique qui a suivi la colonisation politique laquelle a été finalement rejetée à la suite de tout ceci, puisqu' il n'y a plus d'espoir dans la démocratie et

dans le socialisme, une partie des peuples, s'est réfugié dans la religion ; et une minorité des musulmans s'est enfermé dans une conception rigide et rétrograde de la religion, et une petite partie de cette petite partie c'est même transformé en djihadiste; qui a combattu d'abord, non tellement les non musulmans mais d'abord les musulmans eux-mêmes. Dans la vision occidentale on mélange tout, on mélange le djihadisme, l'intégrisme et le fait d'être purement et simplement musulman ; il y a beaucoup d'incompréhension et je dirais même qu'on ignore que les trois religions : Israël, Islam et Christianisme ont le même noyau, la même source qui est la Bible, tous vénèrent Abraham, Moïse et Jésus (sauf les Juifs pour Jésus). Donc il faut comprendre tout ce qui nous unit et dépasser tout ce qui nous sépare.

DÉMYTHIFIER ET REMYTHIFIER LA MEDITERRANÉE

La remythification de la Méditerranée signifie que nous la considérons comme une mère, une matrice. La patrie insiste sur le terme paternel et la matrice insiste sur le terme maternel. Si nous sommes des enfants tous de la Méditerranée et nous nous sentons tous fils de la Méditerranée, à ce moment-là nous avons la possibilité de fraterniser ; car c'est seul la fraternité et la compréhension qui pourront donner la voie pour une solution des tragédies Méditerranéennes.

LA MEDITERRANÉE COMME MATRIE

C'est dans ce sens-là que doivent travailler les citoyens de la Méditerranée. Comme j'ai dit 'matrice' c'est comme l'équivalent d'une patrie où il y a des citoyens ; et un citoyen c'est quelqu'un qui a à la fois des droits et des devoirs, qui a une responsabilité intérieure pour ce qui est sa propre matrice qui est la mer méditerranéenne.

LA CITOYENNETÉ MÉDITERRANÉENNE

Nous devons nous sentir tous responsables et développer, en éliminant les conflits, les échanges, les métissages, les rencontres, les amitiés, les compréhensions ; voilà ce qui est essentiel aujourd'hui.

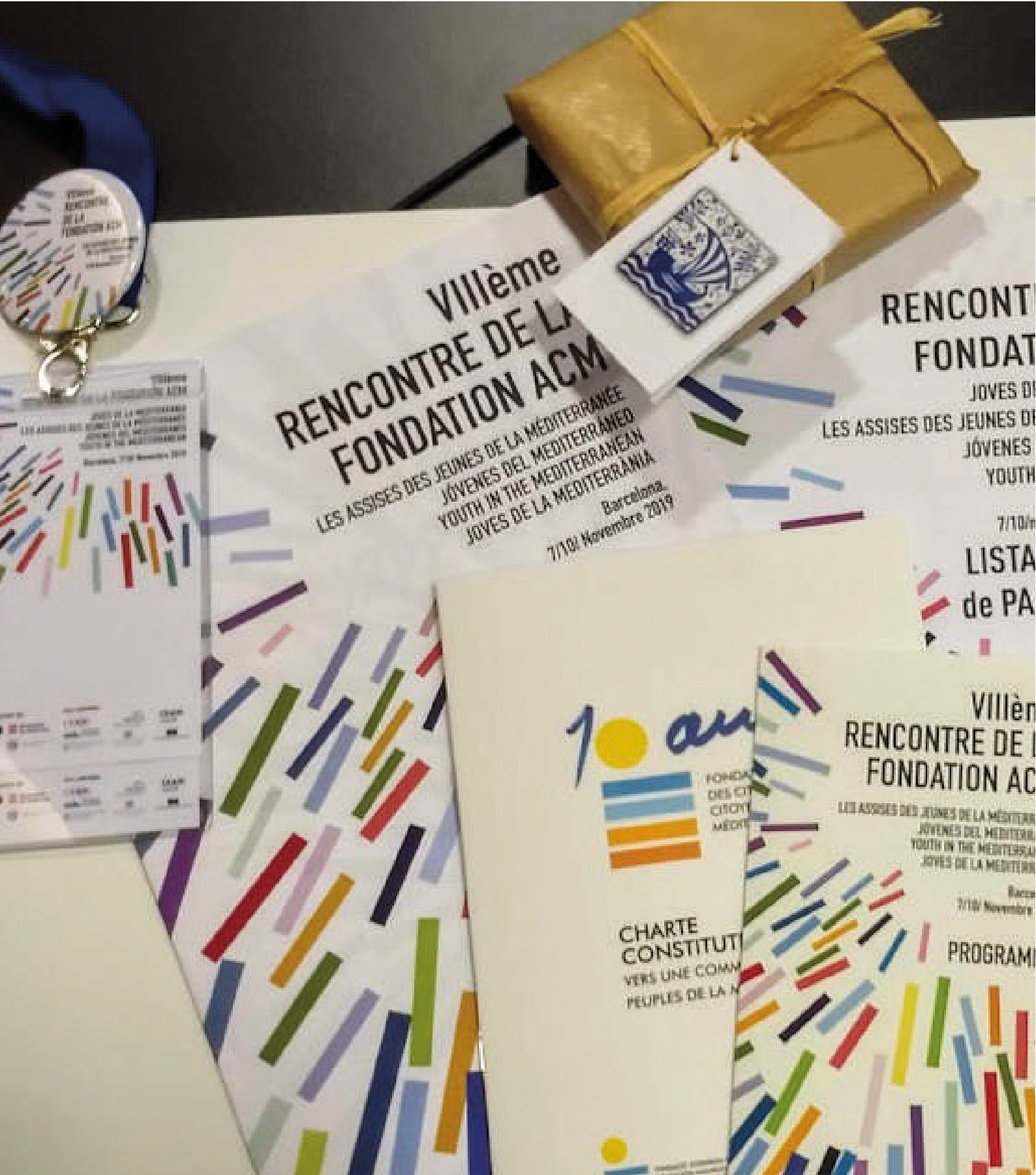
LA JEUNESSE MÉDITERRANÉENNE D'APRÈS "LA VOIE"

Il reste une autre façon de concevoir l'avenir, par exemple, dans "La voie" je dis que le mot de "développement" est un mot qui est très réduit à sa nature purement techno-économique et que ce développement a souvent détruit des solidarités anciennes et traditionnelles qui existaient chez les peuples. Donc, à mon avis le développement doit être accompagné de ce qu'on peut appeler son contraire l'enveloppement, c'est-à-dire, sauver des communautés et en créer des nouvelles. Moi je dis que la croissance aujourd'hui est devenue un impératif qu'il faut réviser, il faut voir ce qui doit croître ; l'économie saine, l'économie des choses vitales, des choses savoureuses, l'économie des produits qui ne soient pas programmés pour être détruits, et rejeter toute économie superficielle, du futile et du néfaste. Donc il faut, croissance et décroissance, il y a ce qui doit décroître et croître. Et je dirais même aussi, mondialiser et démondialiser quand des territoires sont menacés d'être des déserts humains et des déserts biologiques ; il faut sauver ces territoires au besoin par des règles de protection, il faut changer la façon de concevoir. Ce que j'ai écrit dans "La voie", à mon avis reste de plus en plus actuel.

"LA PENSÉE COMPLEXE" POUR LA JEUNESSE DE LA MÉDITERRANÉE

La pensée complexe affronte des problèmes, des antagonismes qui se trouvent dans une même réalité, et justement, vous avez le conflit de la même réalité, l'antagonisme entre la concorde et la discorde, entre la compréhension et le fanatisme ; vous avez tous ces éléments dans la Méditerranée. Vous avez dans la Méditerranée le pire et le meilleur, c'est-à-dire que le pire vous le trouvez partout ailleurs, mais ce meilleur vous ne le trouvez pas partout ailleurs ; c'est ça qui est quand même la différence. Il faut penser que nous sommes les dépositaires d'une culture merveilleuse qui a toujours cultivé son amour de cette terre et de cette mer, mais nous sommes aussi les enfants de ce qui a de meilleur dans la culture humaine, de l'humanisme, de l'ouverture, de la compréhension d'autrui ; et nous devons, en tant que Méditerranéens, porter le drapeau de tous les problèmes humains, nous devons comprendre qu'il y a une communauté des destins humains avec tous les périls qui menacent le monde, et que nous, Méditerranéens, nous devons être les premiers en prendre conscience. Parce que dans le nord on a développé le calcul, le profit, la domination sur les choses, le monde anonyme, un monde uniquement visé aux business, aux affaires, à la domination ; alors que dans le sud, ce monde nous envahit mais nous devons défendre des valeurs de liberté, d'autonomie de la vie, de communication, d'extraversion, de dialogue, etc. Les dialogues sont nés dans la Méditerranée, les dialogues de Socrate, Platon... Nous sommes une civilisation de dialogue, c'est ça qu'il faut nourrir.

Je regrette de ne pas pouvoir être présent à votre réunion, j'avais des engagements que je n'ai pas pu transformer ou reporter, donc je veux saluer votre effort courageux, qui à travers l'adversité et la difficulté continue à faire une tâche vitale et nécessaire, défendre ce grand esprit méditerranéen, qui est menacé en Méditerranée même, et que nous devons être les porte-paroles et les défenseurs continuels. Merci à Fondation des Citoyens de la Méditerranée.



6. ANNEXES

Annexe 1 : Liste des participants

AL ARQAN Dima, Cercle de Ramallah, Palestine
 ALMUSEINI Suha, Cercle de Ramallah, Palestine
 ANDREOU Revekka, Cercle de Nicosie, Chypre
 ARJONA REIGÓN Carmen, Staff FACM
 ASAAD Dina, Cercle d'Alexandrie, Egypte
 AUTOURI Giovanni, Cercle de Naples, Italie
 BASSIL Vanessa, Cercle de Beyrouth, Liban
 BATTISTA Martina, Cercle de Naples, Italie
 BEKOS Evripidis, Cercle de Thessalie, Grèce
 BELATTAR Faïçal, ALGER, Algérie
 BEN TOUHAMI Niama, Cercle de Nador, Maroc
 BENDO-SOUDOU Dominique, Cercle de Naples, Italie
 BENMATTI Nadir, Cercle de Nice, France
 BERTOZZI Roger, Bruxelles, Belgique
 BIRESELLIOGLU Mehmet Efe, Cercle d'Izmir, Turquie
 BLANC Sarah, Cercle de Marseille, France
 BOUDAKA Aya, Cercle d'ALEP, Syrie
 BOUKHERCHA Yasmine, Cercle d'Alger, Algérie
 BOULAGDOUR Azzouz, Cercle Nador, Maroc
 BOUREKBA Moussa, CIDOB, Barcelona Center For International Affairs
 BOUSSOIS Sébastien, Conseil Consultatif FACM
 BURZANOVIC Tijana, Cercle de Podgorica, Monténégro
 CASSI Chiraz, Marseille, France
 COUSTILLIÈRE Jean – François, Conseil Consultatif FACM
 DAHAMANI Dhouha, MEDCITES, Tunisie
 D'ASPREMONT Geoffroy, Conseil Consultatif FACM
 DONZELLI Maria, Conseil d'administration FACM
 DRAK AL SEBAI Farah, Barcelone, Espagne
 DRISS Ahmed, Conseil Consultatif FACM
 DURANOVIC Nikica, Cercle de Podgorica, Monténégro
 EFFROYSINI Nikolaou, Cercle de Nicosie, Chypre
 EL OUASTE Nabih, Cercle de Nador, Maroc
 EL OUMRI Touria, Conseil Consultatif FACM
 EL TAIB Reem, Cercle du Caire, Egypte
 ESQUEMBRE Kucukalic Ali, Cercle de Sarajevo, Bosnie-Herzégovine
 ESTRADA Mireia, Cercle de Barcelone, Espagne
 FERNÁNDEZ PONS Alejandro, étudiant université autonome de Barcelone, Espagne
 FOURNIER RAMOS Marine, Staff FACM
 FRANSITORRA Pilar, Cercle de Barcelone, Espagne
 GABR Mostafa, Cercle de Le Caire, Egypte
 GARCÉS Vicent, Conseil d'administration FACM
 GAWRON Adama, JOVES SOLIDES
 GHOERS Olivier, Cercle de Marseille, France
 GIRARD Margot, Conseil Consultatif FACM
 GJOKAJ Enis, Cercle de Podgorica, Monténégro
 GONZÁLEZ Sergi, Staff FACM
 GREGORI Àngels, PEN Catalan
 GUIBERT Clémence, Marseille, France
 HAMITOU Djamila, Cercle d'Oran, Algérie
 JABRANI Tarik, Cercle de Casablanca, Maroc
 JANICOT Alexis, Paris, France
 KALAI Hanen, Cercle de Tunis, Tunisie
 KAWAKIBI Salam, Conseil Consultatif
 KUCUKALIC IBRAHIMOVIC Esma, Staff FACM
 KHEIBZI Sam, Cercle de Marseille, France
 KOURI Nouha-Oulfa, Cercle d'Alger, Algérie
 LEFEVRE Virginie, Cercle de Beyrouth, Liban
 LEKHELIFI Ismahene, Cercle d'Oran, Algérie
 LONGARES Carla, Consell Nacinal Juventut Barcelona, Espagne
 MACÉ Françoise, Fondation pour le progrès de l'Homme (FPH)
 MAJDOULINE Laouina, Cercle de Casablanca, Maroc
 MARIANI Maurizio, Conseil Consultatif FACM
 MISHRIKI Karim, Cercle d'Alexandrie, Egypte
 MONTSENY MARTINEZ Myrte, Agència Catalana de la Joventut
 MORIN Edgar, Conseil Consultatif FACM
 MUÑOZ Marina étudiante université autonome de Barcelone / Espagne
 NEJJAR Hanaa, Cercle de Larache, Maroc
 NOURI Oussama, Tunis, Tunisie
 NZAMBI Angela, CEAR Valencia, Espagne
 ONAL Ruken, Cercle d'Istanbul, Turquie
 ORTHODOXIA Mina, Cercle de Nicosie, Chypre
 PALMA Gianluca, Cercle de Rome, Italie
 PÉREZ CASADO Ricard, Conseil Consultatif FACM
 PÉREZ COLOMER Gustavo, Staff FACM
 POUTSIKAKAS Nikolaos, Conseil Consultatif FACM
 PSYRRA Vasiliki Cercle de Thessalie, Grèce
 QADDAH Abdellah, Cercle de Palestine
 QASSERAS Lhoussine, Cercle de Rabat, Maroc
 RAFYA Morad, Essaouira, Tunisie
 RAOUDI Rim, Cercle de Rabat, Maroc
 RÉDA ELHAIATE Mohamed, Cercle de Larache, Maroc
 RANUET Judith, étudiante université autonome de Barcelone / Espagne
 RODRIGUEZ Manolo, Conseil d'administration FACM
 SÁENZ Álvaro, Staff FACM
 SAHNOUNE Nouhaila, Cercle de Larache, Maroc
 SAID Randa, Cercle de Le Caire, Egypte
 SALHA Alexandre, Cercle de Berouth, Liban
 SANDOUK Fares Nadir, Cercle d'Oran, Algérie
 SARACEVIC Emina, Cercle de Sarajevo, Bosnie-Herzégovine
 SEFFADJ Zine-Eddine, Cercle d'Alger, Algérie
 SHESTANI Kevin, Cercle de Tirana, Albanie
 SOLAK Berfu, Cercle d'Izmir, Turquie
 SOLOMONIDOU Angéliki, Conseil Consultatif FACM
 SOTO Ramirez Juan, Conseil d'administration FACM
 SPAHIC Ibrahim, Conseil Consultatif FACM
 STENDARDO Nicoletta, Cercle de Marseille, France
 ÜNVER NOI Aylin, Conseil d'administration FACM
 VASILEIOU Panagiotis, Cercle de Thessalie, Grèce
 VILA Ofelia, Conseil d'administration FACM
 VILLAVICENCIO Paola Milenka, CEDAT, Uv. Rovira i Virgili Tarragona/ Espagne
 VUKELIC Marija, Cercle de Zagreb, Croatie
 XENOS Odysseas, Cercle de Thessalie, Grèce
 XHINDI Teuta, Cercle de Tirana, Albanie
 XHINDI Nea, Cercle de Tirana, Albanie

Annexe 2 : Partenaires

Parrainé par :

- Mairie de Barcelone
- Generalitat de Catalunya
- Institut européen de la Méditerranée (IEMED)
- Fondation Charles Léopold Meyer pour le progrès humain (FPH)

Avec la collaboration de :

- Assemblée parlementaire méditerranéenne (AMP)
- Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM)
- Centre des affaires internationales de Barcelone (CIDOB)
- Comité Espagnol d'aide aux réfugiés (CEAR)
- Comité économique et social Européen (CESE)
- MedCités - Réseau des villes méditerranéennes
- Réseau espagnol de la Fondation Anna Lindh (REFAL)

Annexe 3 : Brève présentation de la FACM

La Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (FACM) est un réseau qui favorise le dialogue, la proposition et l'action citoyenne. La Fondation ACM promeut les valeurs démocratiques de liberté, de paix et de respect de la diversité, de la responsabilité environnementale en la Méditerranée. La FACM s'engage à l'émergence d'une communauté des peuples Méditerranéens.

La FACM est membre observateur de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM) et du Réseau des villes méditerranéennes MedCités ; elle a des accords de collaboration avec la Fondation Charles Léopold Meyer FPH (Paris, France) ; l'Université euro-méditerranéenne EMUNY (Portoroz, Eslovenie), l'Institut universitaire euro-méditerranéen EMUI (Madrid, Espagne) ; la Fondation Trois cultures de la Méditerranée (Séville, Espagne) ; le Centre d'études environnementales de la Méditerranée CEAM (Valence, Espagne) ; Centre de l'Alliance des villes euro-méditerranéennes de culture AVEC (Arles, France) ; Mostra Viva del Mediterrani (Valence, Espagne) ; Peripli Associazione Culture e Società Euromediterranea (Naples, Italie) ; Centro de Estudios Rurales y de Agricultura Internacional CERAI (Valence, Espagne) ; Recherche et Evaluation de Solutions Innovantes et Sociales RESOLIS (Paris, France) ; Centro Cultural Islámico de València CCIV (Valence, Espagne) ; le réseau des Nations unies pour la jeunesse et le développement durable SDSN Youth, entre autres.

OBJECTIFS

Agir pour une gouvernance concertée, partagée et adaptée à l'espace méditerranéen ;

- diagnostiquer les grandes mutations en cours et identifier les grands défis de l'avenir.
- œuvrer pour le désenclavement des pays qui sont très fermés dans leurs frontières nationales ou exclus pour des raisons économiques et politiques, en particulier dans le sud et l'est de la Méditerranée.
- aider à la construction d'un espace durable de paix, de développement, et de solidarité entre les peuples.
- œuvrer pour dépasser les craintes mutuelles et donner un sens humain, politique, culturel, environnemental et économique à la communauté méditerranéenne des peuples.

- construire des perspectives communes en tenant compte de la diversité géographique et socioprofessionnelle existante et des différents points de vue.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est l'organe de gestion et de représentation de la Fondation, avec une présidence élue par ses membres.

Président: Vicent GARCÉS RAMÓN.

Président de la Fondation ACM; Président d'honneur de Mostra Viva del Mediterrani; Ancien député du Parlement européen.

Secrétaire: Juan SOTO RAMÍREZ

Membre de la Generalitat Valenciana. Il a été conseiller à la mairie de Valencia et député au Parlement de la Région de Valencia.

Trésorière: Ofelia VILA HERNÁNDEZ

Historienne. Activiste féministe. Elle a été secrétaire de la Coopération internationale de l'Union Syndicale CC.OO. Responsable de la coordination de la fondation Pau i Solidaritat.

Membre: Margarita BELINCHÓN GARCÍA

Docteur en Biologie – Université de València. Experte en muséologie. Directrice du musée des sciences naturelles de València.

Membre: Maria DONZELLI

Professeur d'histoire à l'université « l'Orientale » de Naples. Présidente de l'association « Peripli-Culture e Società euromediterranea ».

Membre: Ahmed DRISS

Professeur de Relations Internationales à l'université de Tunis. Président du CEMI (Centre des Etudes Méditerranéennes et Internationales).

Membre: Fatmir GURI

Professeur à l'Université agricole de Tirana.

Membre: Barah MIKAIL

Chercheur spécialisé sur l'Afrique du Nord et le moyen Orient. Professeur à la Saint Louis University (Madrid).

Membre: José Manuel RODRÍGUEZ VICTORIANO.

Docteur en Sociologie – Université de València. Professeur du département de sociologie et d'anthropologie de València.

Membre: Aylin ÜNVER NOI

Professeur à l'Université de Marmara (Istanbul) et chercheur à l'École d'Études Internationales Avancées (SAIS), Johns Hopkins Paul H Nitze. Experte en Relations Internationales.

CONSEIL CONSULTATIF

Le Conseil d'administration s'appuie sur l'assistance et la collaboration du conseil consultatif composé de personnes volontaires issues de la région méditerranéenne, qui partagent les principes, les valeurs et les objectifs de la Fondation.

MEMBRES D'HONNEUR

BALTA, Paul (France). Journaliste et écrivain spécialiste du Moyen Orient et de la Méditerranée (1920-2019).

MATVEJEVIC, Predrag (Croatie). Essayiste (1932-2017).

MORIN, Edgar (France). Philosophe.

RULLEAU, Claudine (France). Écrivain.

SPAHIC, Ibrahim (Bosnie-Herzégovine). Écrivain, Directeur et fondateur du Festival international d'hiver de Sarajevo et Président du Centre international de la paix ByH..

MEMBRES

AZAB, Lamis (France). Politologue et traducteur. Professeur à l'université de Menton

BALAWI, Hassan (Palestine). Diplomate. Responsable des relations bilatérales avec la Belgique et le Luxembourg.

BAÑON, Lola (Espagne). Docteur en Journalisme : Journaliste et professeure à l'université de València. Spécialiste du Moyen-Orient.

BOUSSOIS, Sébastien (France). Docteur en Sciences Politiques. Spécialiste du Moyen-Orient.

CIVICI, Adrian (Albanie). Économiste. Doyen de l'école doctorale de l'Université européenne de Tirana.

COUSTILLIÈRE, Jean François (France). Contre-amiral (2s) et président de JFC conseil.

D'ASPREMONT, Geoffroy (Belgique). Administrateur de l'Institut européen de Recherche sur la coopération méditerranéenne et Euro-arabe.

DONZELLI, Maria (Italie). Professeur d'histoire à l'université «l'Orientale» de Naples. Présidente de l'association «Peripli-Culturee Societa euromediterranee».

DRIS, Louisa (Algérie). Chargée de cours à la Faculté de Sciences Politiques de l'Université d'Alger.

DRISS, Ahmed (Tunisie). Professeur de Relations Internationales à l'université de Tunis. Président du CEMI (Centre des Etudes Méditerranéennes et Internationales).

EL OUMRI, Touria (Maroc). Activiste Féministe.présidente de l'association Épanouissement Féminin.

ENRIQUEZ, Eugène (France). Sociologue. Professeur émérite à l'université Paris VIII.

.historien et politologue au Parlement

GARCÉS, Vicent (Espagne). Président de la FACM; Président d'honneur de Mostra Viva del Mediterrani; Ancien député du Parlement européen; Professeur à l'université Polytechnique de València ; Ex-Député européen.

GIRARD, Margot (France). Avocate spécialisée dans la communication. Présidente de Selena Women welfare association à Aix en provence.

GOUSSIOUS, Dimitri (Grèce). Chercheur en socio-économie à l'université de Thessalie.

GRAU I SEGÚ, Martí (Espagne) Historien et politologue au Parlement européen. Ex-Député européen.

GURI, Fatmir (Albanie). Professeur à l'Université agricole de Tirana.

KAWAKIBI, Salam (Syrie). Chercheur en sciences politiques. Professeur associé à l'Université Paris 1. Directeur du CAREP Paris.

MARIANI, Maurizio (Italie). Expert en économie et environnement. Président de RISTECO.

MIKAIL, Barah (France). Chercheur spécialisé sur l'Afrique du Nord et le Moyen Orient. Professeur à la Saint Louis University (Madrid).

OLIVÉ, Enric (Espagne). Professeur d'Histoire contemporaine à l'université Rovira i Virgil, Tarragona. Directeur de la Chaire UNESCO pour le dialogue interculturel en Méditerranée.

PECORELLA, Veronica (Italie). Directrice du Marketing et de la communication à l'Institut Méditerranéen de la certification (IMC).

PÉREZ CASADO, Ricard (Espagne). Docteur en Histoire et licencié de Sciences Politiques. Ancien maire de València.

PIZZORNI Florence (France). Conservateur du Patrimoine au Ministère de la culture, fondatrice du MUCEM, Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Marseille, France). Engagée dans des mouvements citoyens de sauvegarde et valorisation du patrimoine culturel, de développement durable et de dialogue interculturel.

POUTSIAKAS, Nikolaos (Grèce). Sociologue et ethnologue. Conseiller régional de Thessalie.

SOLOMONIDOU, Angélika (Chypre). Avocate et spécialiste des relations internationales.

ÜNVER NOI, Aylin (Turquie). Universitaire. Experte en Relations internationales.

WARSCHAWASKI, Michael (Israël). Président de l'Alternative Information Center.

CERCLES FACM

Il s'agit de groupes de citoyens locaux autonomes qui sont conçus comme des espaces de dialogue permanent et d'action. Ils sont ouverts à la société civile dans leurs zones géographiques respectives.

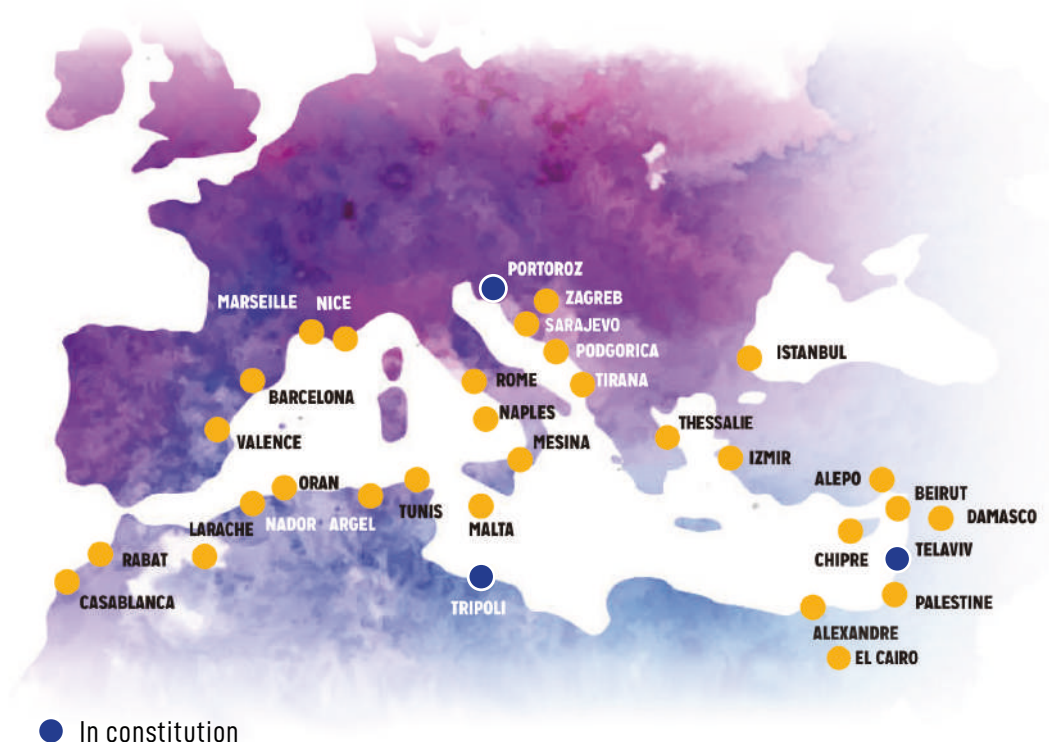
CERCLES DE LA FONDATION ACM DÉJÀ CONSTITUÉS

- Cercle d'Alexandrie, Égypte.
- Cercle d'Alep, Syrie.
- Cercle de Alger, Algérie.
- Cercle de Barcelone, Espagne.
- Cercle de Beyrouth, Liban.
- Cercle de Casablanca, Maroc.
- Cercle de Damas, Syrie.
- Cercle d'Istanbul, Turquie.
- Cercle d'Izmir, Turquie.
- Cercle de La Valette, Malte.
- Cercle de Larache, Maroc.
- Cercle du Le Caire, Egypte.
- Cercle de Marseille, France.
- Cercle de Messine, Italie.
- Cercle de Nador, Maroc.
- Cercle de Naples, Italie.
- Cercle de Nice, France.

- Cercle de Nicosie, Chypre.
- Cercle d'Oran, Algérie.
- Cercle de de Ramallah, Palestine.
- Cercle de Podgorica, Monténégro.
- Cercle de Rabat, Maroc.
- Cercle de Rome, Italie.
- Cercle de Sarajevo, Bosnie et Herzégovine.
- Cercle de Thessalie, Grèce.
- Cercle de Tirana, Albanie.
- Cercle de Tunis, Tunisie.
- Cercle de Valencia, Espagne.
- Cercle de Zagreb, Croatie.

CERCLES DE LA FONDATION ACM EN PROCESSUS DE CONSTITUTION

- Cercle EMUNI (Université Euro-méditerranéenne), Portoroz, Slovénie.
- Cercle de Tel Aviv, Israël.
- Cercle de Tripoli, Libye.



● In constitution

Annexe 4 : La Ville rencontre de la FACM « Les assises des jeunes de la Méditerranée » dans les médias

- La Fundación de la Asamblea de Ciudadanas y Ciudadanos del Mediterráneo reúne a más de 120 jóvenes del Mediterráneo con expertos y miembros de la red de círculos ciudadanos en todo el Mediterráneo en el encuentro de Barcelona >> Televisión Española, Medina en TVE (5.01.2020)

- Joves, especialistes, institucions públiques i societat civil es reuneixen a Barcelona amb el propòsit d'analitzar, diagnosticar i proposar dinàmiques entre tots els pobles del Mediterrani. L'objectiu és generar propostes per millorar la situació actual dels joves i construir una realitat equitativa, sostenible i inclusiva. >> Departament d'Acció Exterior, Relacions Institucionals i Transparència Generalitat de Catalunya (8.11.2019)

- Hablamos con Vicent Garcés del Encuentro sobre Jóvenes del Mediterráneo impulsado por la Fundación Asamblea de Ciudadanos y Ciudadanas del Mediterráneo >> Programa Mediterráneo de Radio Televisión Española (10.11.2019)

- VIII susret Fondacije Skupštine građana i građanki Mediterana (FACM) održanom od 7. do 11. novembra posvećenog mladima, kulturi, obrazovanju, ekonomiji, mobilnosti, klimatskim promjenama i građanstvu Mediterana, novim tehnologijama i demokraciji učestvovala je i delegacija Sarajevskog kruga FACM (VIII Encuentro de la FACM que se celebró en Barcelona del 7 al 10 de noviembre y dedicado a la juventud, la cultura, la educación ,la economía, la movilidad y en el que participó la delegación del círculo ACM de Sarajevo) >> Hayat.ba Bosnia and Herzegovina (11.10.2019)

- L'incontro raduno a Barcellona. L'Europa e i diritti dei giovani di Mediterraneo. La altra voce de l'Italia. Gianluca Palma (18.11.2019)

- Entrevista al filósofo y sociólogo francés autor de 'la vía para el futuro de la humanidad' Edgar Morin: "El crecimiento hoy se ha establecido como un imperativo que necesita ser revisado" Valencia Plaza (27/11/2019)

- Les inquietuds de la joventut del Mediterrani, amb Vicent Garcés, ha centrat la taula d'anàlisi internacional. À Punt NTC Nit (21.11.2019)

- Creating bonds and networks that stretch across "Mare Nostrum"

A young participant at the 8. MCA Meeting relates his experience. Odysseas Xenos, Alliance-respons.net (21.11.2019)



RTVE.ES

Medina en TVE - Manifiesto de los jóvenes mediterráneos - RTVE.es



Annexe 5 : Photos







Annexe 6 : Le message des 10 ans

En 2020, la FACM célèbre son 10e anniversaire. Un engagement de la citoyenneté méditerranéenne à construire une communauté de destin, un espace dont le signe d'identité est la diversité et qui promeut les valeurs démocratiques de liberté, de paix et de respect de la diversité, ainsi que la responsabilité environnementale en Méditerranée. Cela fait 10 ans que des rencontres ont lieu sur les différentes rives de notre mer. De Valence, en passant par Tunis, Volos, Istanbul, Marseille, Tirana, Casablanca ou Barcelone. 26 cercles citoyens dans 18 pays et des centaines de citoyens et citoyennes qui construisent un espace commun: la Méditerranée. C'est dans ce but que, en 2016, la FACM a été constituée en Fondation, se dotant ainsi d'un cadre juridique.

Avec l'objectif de célébrer nos 10 ans, la FACM lance cette campagne d'adhésion des signatures à notre Charte constitutive. Revendiquant le rôle des villes et de la citoyenneté en tant qu'acteurs internationaux du dialogue, de la coopération, de la cohésion sociale et de la coexistence dans la diversité. Rejoignez cette construction et faites-en partie. Signez la Charte!

Vers une communauté des peuples de la Méditerranée.

Contact FACM

San Francisco de Borja, 20-8 46007 València (Espagne)

Tel: 00-34 963 21 95 58

WEB: www.fundacionacm.org

MAIL: info@fundacionacm.org

FACEBOOK: @FundacionACM

TWITTER: @Fundacion_ACM

Édite: Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (FACM)

Imprime: année 2020

Coordination: Geoffroy D'Aspremont, Marine Fournier Ramos, Esmá Kucukalic

Révision: Alexandre Ribere

Photographie: Esther Roig Belloch

Creativité design et mise en page: La casa de las ideas Sergi Gonzalez

Administration: Carmen Arjona

10 ans



ORGANITZA:



FUNDACIÓ ASSEMBLEA DE CIUTADANS I CIUTADANES DEL MEDITERRANI (FACM)
FUNDACIÓN ASSEMBLEA DE CIUDADANOS Y CIUDADANAS DEL MEDITERRANEO (FACM)
FONDATION ASSEMBLEE DES CITOYENS ET CITOYENNES DE LA MEDITERRANEE (FACM)
MEDITERRANEAN CITIZENS' ASSEMBLY FOUNDATION (MCAF)
مؤسسة مجلس مواطني و مواطنات المتوسط

AMB EL SUPORT DE:



COL-LABOREN:

